n° 423
MAI
2014
4,60 € - 7 FS

s!lence

QUELLES SOLIDARITÉS SANS CROISSANCE ?

UNE RÉVOLUTION DE LA SANTÉ EST NÉCESSAIRE

QUELLE NON-VIOLENCE ÉDUCATIVE ?



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS AUX...

Collectifs Stop Gaz et Huiles de Schiste du réseau Rhône-Alpes

1

Les pro-gaz de schiste affirment qu'il y a d'autres techniques que la fracturation hydraulique pour exploiter le sous-sol. Cela est-il vrai ? Cela change-t-il quelque chose dans les arguments pour s'opposer à cette exploration/exploitation ?

Il n'existe aucune autre technique rentable que la fracturation hydraulique pour exploiter le sous-sol. Certaines techniques telles que la stimulation (ou fracturation) au "fluoropropane" (1) ne sont pas au point ou ne donnent pas de bons résultats.
Cette dernière (ou NFP pour "non flammable propane") n'a jamais été testée sur le terrain et sa production est extrêmement onéreuse.
Par ailleurs son pouvoir de réchauffement climatique est selon les experts de l'ONU près de 3000 fois plus élevé que celui du dioxyde de carbone sur une durée de 100 ans.
Son utilisation "nécessiterait donc de prévenir et de contrôler les fuites susceptibles de survenir à tous les stades de la chaîne de production", souligne l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques et scientifiques. Son utilisation se heurterait aux engagements de l'UE qui prévoit de réduire l'usage de gaz fluorés de 80% d'ici 2030. Le taux de fuites dans les installations gazières américaines se situe déjà entre 2 et 11%. Les opérations de séparation du fluoropropane d'avec le méthane pour recycler le premier augmenterait très certainement ce taux. Mais, quelle que soit la technique utilisée, le pire problème réside dans la fracturation de la roche en elle même, qui sera à plus ou moins long terme le "problème totalement incontrôlable et irréparable" que les industriels laisseront derrière eux ! Vous avez dit "responsables ?"

2

Régulièrement, des ministres (Montebourg, Fabius...) montent au créneau pour relancer le débat. Pourquoi cet acharnement ?

Cela vient probablement de la façon un peu archaïque de penser l'économie avec pour seuls objectifs la production de richesses et la croissance. Aujourd'hui le monde est très différent de l'époque qui a vu naître les théories économiques sur lesquelles le système extractiviste est basé. Il y a aussi le poids des lobbies en quête de profit immédiat sur des politiques qui, en ces temps difficiles où notre modèle économique montre ses limites, ont très envie de croire à une solution miracle et à un possible retour à une époque pourtant révolue.
En ce début de 21e siècle, une autre vision devrait les animer. Celle d'un monde où les énergies fossiles, de plus en plus rares et de plus en plus difficiles et coûteuses à extraire, sont économisées pour certains besoins particuliers et spécifiques laissant place aux énergies renouvelables. L'intelligence et le savoir-faire de la science nous sortiraient de cette ornière des énergies fossiles pour peu que nous décidions de lui consacrer du temps de cerveau disponible et des moyens financiers à hauteur de l'enjeu.

3

Il semble que sur le plan économique, de nombreuses compagnies soient en difficultés que ce soit aux Etats-Unis ou en Pologne. Les gaz de schiste ne seront-ils qu'un feu de paille dans les politiques énergétiques ?

Le contexte de production des hydrocarbures dits "non conventionnels" (gaz et huile de schiste ou gaz en couche de charbon) est très différent des poches de gaz ou de pétrole. D'abord car :
1 - il nécessite des investissements par puits entre 10 et 15 fois supérieurs à un puits conventionnel ;
2 - compte tenu de la faible quantité récupérable à cause d'une faible porosité des argiles sédimentaires, cela nécessite de très nombreuses fracturations par puits et des dizaines de milliers de puits individuels pour soutenir une production rentable ;
3 - enfin, une infrastructure technique très importante, tant en amont qu'en aval, est aussi nécessaire.
Tout ceci participant au fait que le coût d'extraction est nettement plus onéreux pour les hydrocarbures de roche mère et ceci, malgré l'abrogation de lois sur l'eau et l'air notamment pendant la période "Bush" qui auraient rajouté un coût environnemental certain.
Ensuite, l'engouement lancé à grand renfort de campagne propagandiste d'un eldorado redonnant aux Etats Unis une place de grand producteur a eu pour conséquence une production effrénée qui, suivant la fameuse doctrine du marché de l'offre et de la demande, à fait chuter le prix bien en dessous du coût de revient de la seule extraction ! Ce qui a pour conséquence pour des entreprises comme Chesapeake ou Exxon d'y "perdre leur chemise" et encore en 2014 de prévoir des dépréciations d'actifs voire des ventes de terrains ! (2)
D'autant plus que le problème de la récupération commence à montrer ses limites. Des experts comme Jean Laherrère de ASPO, Association pour l'étude du pic de pétrole — graphiques à l'appui — démontre que le pic pétrolier et gazier des champs les plus prometteurs aux Etats-Unis, dans le Bakken et l'Eagle Ford est déjà en phase d'être atteint (3).

(1) Il s'agit de remplacer l'eau par un gaz ininflammable. Cette technique n'a jamais été testée massivement. Voir Silence n°406 "Gaz de schiste, non à la fuite en avant".
(2) http://www.petrole-et-gaz.fr/chesapeake-poursuit-ses-cessions-2235/
(3) http://peakoil.com/geology/jean-laherrere-uses-hubbert-linearization-to-estimate-bakken-shale-oil-peak-in-2014

Collectif 07 Stop au Gaz de Schiste,
tél. 04 75 36 72 83 - contact@stopaugazdeschiste07.org

LE MOIS DE LASSERPE

ALGÉRIE : BOUTEFLIKA CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE



RÉFÉRENDUM EN CRIMÉE



CIRCULATION ALTERNÉE

JOURS PAIRS, LES AMBULANCES...



JOURS IMPAIRS, LES CORBILLARDS

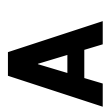
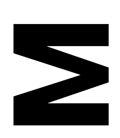
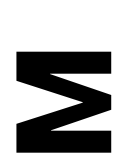
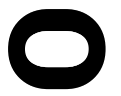


50 MILLIARDS D'ÉCONOMIES À TROUVER : ÇA SENT LA CURE D'AUSTÉRITÉ



SOMMAIRE



■ DOSSIER

Quelles solidarités sans croissance ?



■ ARTICLES

■ CHRONIQUES

■ BRÈVES

QUOI DE NEUF ?

Prochain dossier :
Lent, léger… le voyage



■ VENEZ NOUS VOIR LES 22 ET 23 MAI !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. ***Prochaines expéditions : 19 et 20 juin, 21 et 22 août, 18 et 19 septembre…***

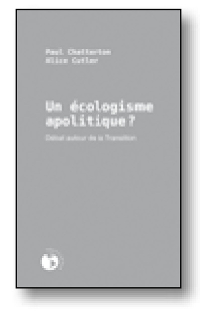
■ NOUS ABONNONS VOTRE BIBLIOTHÈQUE

Afin d'améliorer notre visibilité et de toucher de nouveaux publics, nous cherchons à développer notre présence dans les bibliothèques publiques. Pour ce faire, nous offrons un abonnement gratuit de six mois à toute bibliothèque qui en fait la demande… en espérant qu'ensuite elle s'abonne.
Vous pouvez donc montrer cette annonce à la personne chargée des périodiques dans les bibliothèques que vous connaissez et leur suggérer de nous envoyer un courrier pour demander à bénéficier de cette offre.

■ BRETAGNE

Vous voulez échanger autour de la revue : nous vous proposons de rejoindre le relais local breton qui se trouve à Paimpont ! Merci de contacter Alexis Robert par téléphone ou par courrier Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél : 02 99 07 87 83.

■ UN ÉCOLOGISME APOLITIQUE



Le livre de Paul Chatterton et Alice Cutler pose des questions pertinentes sur les limites actuelles des groupes des territoires en transition. Dans le n° 417, nous avons interrogé différentes personnes autour des questions soulevées. Depuis, le débat se poursuit dans les groupes et hors les groupes, particulièrement dans le milieu de la décroissance. Un petit livre pertinent et plein d'actualité à commander en page 47.



Croissance verte ?



Circuits courts, pour développer l'emploi



Ligne d'empaquettage chez Amazon



Pyramide humaine, la solidarité du bas vers le haut



Repas de quartier pour la solidarité locale

ÉDITORIAL

Demain, un monde plus solidaire ?

Le revenu d'existence proposé par différents mouvements politiques dont des décroissants simplifierait les structures sociales, ne coûterait pas plus cher, et permettrait à tous d'être à l'abri des besoins. Complété par un revenu maximum autorisé, cela déboucherait sur une société plus égalitaire. Pas sûr : le capitalisme a su s'adapter aux 35h, à la 5e semaine de congés, au financement des caisses d'allocation chômage, maladies... Nous pouvons craindre que le pillage des ressources se poursuive. Et ceux qui accumulaient les richesses auparavant feront sans cesse pression pour diminuer une protection sociale qui, bon gré, mal gré, assure en France une certaine sécurité : du gel des salaires ou des retraites, on passera au gel du revenu d'existence.

La question des solidarités se pose même sans aborder la question de la décroissance. Du fait de l'affaiblissement des ressources de l'Etat pour différentes raisons, il semble possible de maintenir un haut niveau de protection sociale en réfléchissant sur l'origine des dépenses et en modifiant certaines politiques : soigner coûte plus cher que de maintenir les gens en bonne santé ; relocaliser certaines activités économiques permet de créer plus d'emplois... Le sujet est vaste. Les premiers articles de ce dossier font un tour d'horizon des propositions disponibles en ce domaine.

Un dernier article s'interroge sur les démarches de transition. Celles-ci veulent réfléchir à l'ensemble des questions de société en partant du local. Peuvent-elles ainsi aborder toutes les questions et en particulier celles des solidarités sans tomber dans le discours libéral de désengagement de l'Etat ? A l'inverse, doit-on forcément passer par le haut pour créer de la solidarité ?

L'entretien avec André Cicolella (p.38) permet de creuser la question de la santé : s'il est de plus en plus difficile de financer le traitement à vie des maladies chroniques, il est tout à fait envisageable de s'attaquer aux causes environnementales de ces maladies.

Des pistes variées qui devraient nous aider pour penser autrement les solidarités de demain.

Michel Bernard ■

Couverture : D.R. - Photomontage Damien Bouveret



Au lieu d'investir les gains de productivité dans la croissance de la production, il est possible d'en profiter pour travailler moins

Quel travail dans une économie de décroissance ?

Dans une économie de croissance, la décroissance est synonyme de récession : elle se traduit irrémédiablement par la destruction d'emplois et la montée du chômage. Si la décroissance est donc souhaitable afin de réduire notre empreinte écologique, le seul moyen de la rendre acceptable sur le plan social consiste à sortir de l'économie de croissance et à repenser notre rapport au travail.

COMME L'ÉCRIVAIT KENNETH BOULDING, *"celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou soit un économiste."* Pour cesser de détruire la planète et partager plus équitablement les ressources, une solution de bon sens consiste donc à faire décroître les économies les plus opulentes – celles dont l'empreinte écologique est la plus forte. Pourtant, dans une économie productiviste telle que la nôtre, c'est paradoxalement la décroissance qui s'apparente à un projet fou. Pourquoi un tel paradoxe ? Tout simplement parce que, dans une économie de croissance, une telle décroissance porte un nom : la récession ! Et celle-ci est synonyme de chaos social, notamment en termes d'emplois. Ainsi, pour contrer la destruction d'emploi liée aux gains de productivité du travail, la réponse productiviste a toujours été la même : faire croître la demande… c'est-à-dire consommer plus, toujours plus (voir ci-contre) !

La mécanique productiviste et l'emploi : bienvenue chez les Shadocks !

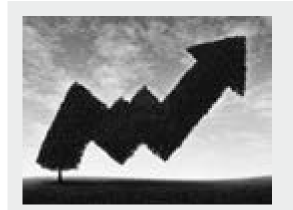
Depuis la révolution industrielle, les économies modernes se caractérisent par une augmentation continue de la productivité du travail. Autrement dit, grâce notamment à la mécanisation et à l'automatisation des tâches de travail, on produit davantage de biens et de services avec de moins en moins de travail humain. Par exemple, la mécanisation de l'agriculture a permis d'augmenter considérablement la productivité du travail, réduisant ainsi le nombre d'heures de labeur humain nécessaire à la production d'une tonne de céréale ou de légumes. L'automatisation des chaînes de production a eu la même conséquence dans le domaine industriel pour les biens manufacturés, et l'informatisation a aujourd'hui des effets similaires dans les services. En toute logique, à population active constante et à temps de travail constant – donc à quantité de travail constant – une hausse de la productivité du travail de 2 % par an conduit mécaniquement à une croissance de la production équivalente. A partir des années 1950, ces gains de productivité ont alors mené à une surproduction dans de nombreux domaines : c'est à dire que la production (l'offre) s'est avérée supérieure à la demande. La réponse apportée a consisté à stimuler la demande, notamment en développant la publicité et le marketing, afin d'écouler la surproduction. Dans ce scénario, les gains de productivité sont donc essentiellement absorbés par une augmentation artificielle de la consommation : c'est évidemment le début de ce qu'on a appelé la société de consommation. Dans ce contexte, il *faut* consommer toujours plus, à l'image des Shadocks qui pompent et pompent éternellement. Car sans cette croissance continue de la consommation, les gains de productivité se traduiraient par une destruction nette d'emploi, une augmentation du chômage, un risque de déséquilibre des systèmes de financement du chômage... bref, une apocalypse économique et sociale.



André Gorz et Dorine, sa femme. Pour André Gorz, il faut raisonner en partant des besoins et non de l'offre.

Cédric Philibert

Evidemment, tant que nous resterons piégés dans cette dynamique productiviste, la croissance restera probablement l'obsession majeure de nos dirigeants. Et l'unique sortie possible du marasme écologique sera celle de la "croissance verte" et de ses miracles technologiques. Un projet dont on sait malheureusement à quel point il est à la fois irréaliste et dangereux (voir encart).



La croissance verte : une idéologie irréaliste et dangereuse

Pour les productivistes, la réalité économique est simple : en France par exemple, les gains de productivité étant à peu près de 2 % par an, il faut 2 % de croissance par an pour préserver l'emploi – à population active et durée du temps de travail constants. Pourtant, sur un siècle, une croissance de 2 % par an équivaut à multiplier le produit intérieur brut (PIB) par 6,5. Ce qui signifie que nos arrières-petits-enfant devront produire et consommer 6,5 fois plus que nous ! Dans le même temps, si nous voulons éviter le naufrage écologique et climatique tout en partageant équitablement les ressources mondiales, il s'agira de diviser par trois notre empreinte écologique et par quatre nos émissions de CO_2. Autant le dire : les scénarios de "croissance verte" sont irréalistes dans les pays du Nord. A moins d'imaginer des gains de productivité "écologique" gigantesques : OGM, biologie de synthèse, refroidissement artificiel du climat, etc. La croissance verte est donc une idéologie soit irréaliste, soit dangereuse... à moins qu'elle ne soit les deux à la fois ! Manque de chance : c'est la seule hypothèse envisagée par les institutions et les partis politiques traditionnels.

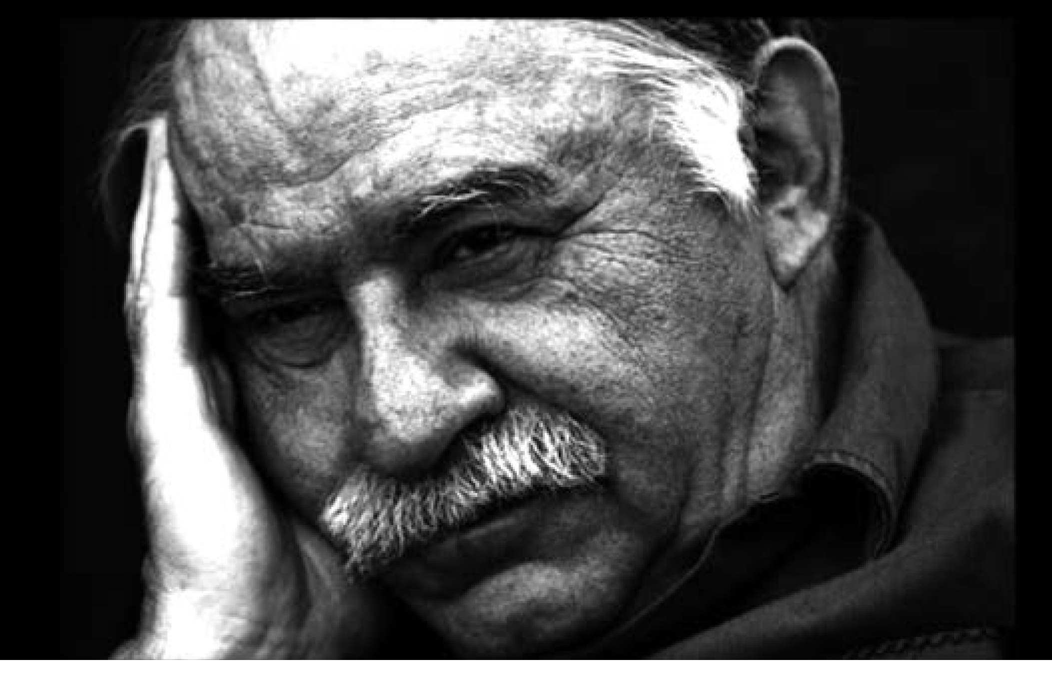
CONSOMMER MOINS ET SORTIR DE LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL…

Pour que la décroissance ne se traduise pas en catastrophe sociale, il faut donc sortir du productivisme, c'est-à-dire inventer une forme d'économie qui n'a pas besoin de croissance. Une première piste consiste à investir les gains de productivité non pas dans la croissance de la production, mais dans la réduction et le partage du temps de travail. Car, comme le rappelle par exemple Tim Jackson, si la productivité est trop élevée par rapport à un niveau de consommation jugé soutenable, alors le plus efficace est de *"faire chuter le nombre total des heures effectuées par la force de travail. Durant une récession, ce scénario entraîne généralement le chômage. Mais il y a une autre possibilité. Nous pourrions aussi commencer à partager systématiquement le travail disponible de façon plus équitable au sein de la population (1)."*

Pour imaginer concrètement ce que cela suppose, on peut par exemple se demander ce qu'il serait advenu si, depuis les années 1950, les gains de productivité avaient été investis intégralement dans le partage et la réduction du temps de travail (au lieu de l'augmentation de la production et de la consommation). Eh bien… nous travaillerions aujourd'hui environ un jour par semaine ! Nous aurions certes le niveau de vie matériel des années 1950, mais nous serions sortis de la société du travail. Ce projet d'émancipation est au cœur de la pensée d'auteurs comme André Gorz ou Murray Bookchin. En partant de la situation actuelle, ces derniers imaginent une réduction de la production et de la consommation marchande dans une optique qui n'est pas contraignante et austère, mais qui se présente au contraire comme une promesse d'émancipation. Une société dans laquelle le travail salarial ne serait plus la condition d'accès à l'intégration sociale. Certes, il s'agirait de produire et consommer moins (voire beaucoup moins) mais avec, comme contrepartie, la possibilité de disposer de son temps autrement, notamment pour des tâches qui visent une forme de "développement humain", pour reprendre les termes d'André Gorz (2) : s'instruire, se divertir, faire son jardin, cuisiner, aider ses amis ou ses voisins, s'investir dans la gestion des affaires publiques… bref, produire et autoproduire toutes sortes de choses que, faute de temps, le système

(1) Jackson T., 2009. *Prosperity without growth ? The transition to a sustainable economy.* Sustainable Devlopmment Commission, Londres

(2) Gorz, A., 1997. *Misères du présent. Richesse du possible.* Galilée, Paris.



D. R.

Pour Murray Bookchin, aller vers une société moins inégalitaire passe par une modération de la consommation.

productiviste nous oblige à déléguer et à marchandiser – par exemple : *"je n'ai pas le temps de faire la cuisine ni de faire mon jardin, donc j'achète des plats industriels surgelés"* ou *"je n'ai pas le temps de m'occuper de politique, donc je délègue mon pouvoir de citoyen à des professionnels "*, ou *"je n'ai pas le temps de m'occuper de mes enfants donc je les confie à une garderie"*, etc.

…OU PRODUIRE MIEUX, EN CRÉANT DES EMPLOIS ?

D'autres auteurs pensent que ce sont plutôt les gains de productivité qui devront être réduits. Pour une partie des écologistes et des décroissants, il ne fait pas de doute que la productivité du travail va s'effondrer dans les années ou décennies à venir du fait de l'affaissement de la disponibilité des énergies fossiles – car ce sont elles qui ont en grande partie permis les gains de productivité dans les secteurs industriel et agricole. A cause du pic pétrolier, on pourrait alors assister à une réorganisation profonde de la production, notamment marquée par une relocalisation, à l'image de ce que commencent à mettre en œuvre les initiatives de transition (3). Dans ce scénario, on peut imaginer que ce n'est pas forcément le travail qui manquera ; par contre, un tel bouleversement suppose probablement un transfert considérable de main d'œuvre des secteurs tertiaires (services) vers le primaire (agriculture) et le secondaire (industrie, artisanat).

Un nombre grandissant de personnes pensent que cette baisse de productivité doit être rapidement organisée et planifiée : non seulement parce que les contraintes physiques vont nous l'imposer, mais aussi et surtout parce que cette perspective est socialement souhaitable. C'est par exemple ce que pense Jean Gadrey. Constatant les ravages du productivisme sur l'environnement et sur le tissu social, cet économiste en tire la conclusion qu'il est temps de *"cesser la course à la productivité (4)"*. Car dans de nombreux secteurs, cette course se fonde sur la quantité mais elle se réalise au détriment de la durabilité et des liens sociaux.

Ce raisonnement est tout aussi juste dans le secteur des services que dans celui de l'agriculture ou de l'industrie : produire plus signifie souvent produire moins bien, avec moins d'emplois et avec davantage de dégâts causés à l'environnement. Il faut donc "déproductiviser" l'économie, sans forcément attendre le choc pétrolier. Par exemple, si le secteur agricole se convertissait intégralement à des modes de production biologiques organisés en circuits courts, *"l'emploi dans l'agriculture, qui n'a cessé de décroître depuis la révolution industrielle (…), devrait augmenter pour satisfaire une demande 'durable', avec des prix 'durables' (plus élevés) incorporant des exigences nouvelles (5)"*. Plus de "durabilité" signifierait donc plus d'emplois et moins d'effets négatifs sur l'environnement, sans pour autant qu'il y ait forcément croissance. La Fédération nationale de l'agriculture biologique a ainsi montré que le passage de la production agricole pétrochimique à une production biologique nécessiterait des milliers d'emplois supplémentaires (cité par Serge Latouche (6)). En généralisant ce raisonnement qualitatif, Jean Gadrey recense les secteurs dont le nombre d'emplois devrait progresser et ceux dans lesquels on devrait assister à une baisse dans les décennies à venir, dans une perspective de transformation écologique de l'économie (par exemple : plus d'emploi dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie ; moins d'emploi dans le secteur du nucléaire ou de l'automobile, etc.). Même s'il ne fournit pas d'estimation quantitative, l'auteur constate toutefois que *"les secteurs où l'emploi serait appelé à progresser ne sont pas moins nombreux que les autres (7)"*.

(3) Hopkins R., 2010. *Manuel de la Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale,* Ed. Ecosociété, Montréal, Silence, Lyon.

(4) Gadrey J., 2010. *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire.* Les Petits Matins, Paris.

(5) Gadrey J., 2009. Op. Cit.

(6) Latouche, S. 2006. *Le pari de la décroissance.* Fayard, Paris

(7) Gadrey J., 2009. Op. Cit.

Secteurs	Enjeux	Tendances de l'emploi d'ici à 2050
Agriculture, sylviculture, pêche	Agriculture biologique, axe de développement. Exploitation durable des forêts et de la biomasse. Pêche durable.	Hausse globale dans l'agriculture et la sylviculture, avec certaines filières en baisse. Baisse pour la pêche.
Industrie manufacturière	Réduction forte des volumes de matières et d'émissions. Relocalisation partielle, prime aux petites et moyennes entreprises de proximité. Croissance de nouveaux secteurs (innovations de durabilité).	Réduction de l'emploi freinée par une limitation du productivisme et par la montée en durabilité. Reconversions partielles.
Energie	Passage aux énergies renouvelables. Tarification sociale. Vers une société (presque) sans pétrole. Sobriété et efficacité énergétique.	Hausse dans ce secteur et dans ceux qui concourent aux économies d'énergie.
Bâtiment	Urbanisme durable, réhabilitation, "villes lentes".	Hausse (réhabilitation d'abord)
Transports	Décroissance des transports émetteurs de gaz à effet de serre. La vitesse en question. Réflexions sur les inducteurs de transport.	Baisse, sauf transports collectifs plus écologiques. La mobilité pourrait progresser.
Commerce	Priorité à un commerce de proximité lui-même lié à des producteurs de proximité.	Probable hausse, distribution moins concentrée.
Réparation, recyclage	Activités phares. Une partie contribuerait aux reconversions industrielles.	Forte hausse.
Location d'équipements et de véhicules	Permettre un partage écologique de l'usage.	Hausse.
Artisanat	Rôle important : réparation, entretien, recyclage…	Hausse.
Postes	Réduction des émissions et des flux. Incidences sur la vente par correspondance. Prime au courrier électronique.	Réduction nette déjà entamée, mais sur une base productiviste.
Télécoms, informatique	Empreinte écologique (matériaux, émissions) des terminaux et des réseaux.	Hausse ralentie dans les pays riches, progression ailleurs.
Banques, assurances, immobilier	Les crises pousseront à des formes de contrôle public. Etablissements de proximité. Monnaies locales.	Réduction, dans un secteur dont le pouvoir est excessif.
Services aux entreprises	Services opérationnels (nettoyage, sécurité) enjeux écologiques et sociaux. Services intellectuels : moins de déplacements des personnes, conseils en durabilité.	Hausse pour les services de proximité, baisse de la publicité, du marketing, des conseils financiers.
Hôtellerie, restauration, tourisme	Secteur concerné par la crise des transports sur longue distance. Mais bel avenir pour les établissements de proximité.	Baisse pour le tourisme "au loin", hausse ailleurs.
Services à l'enfance et aux personnes âgées	Passer à des solutions universelles sous conditions écologiques, réflexions sur les avantages et inconvénients des solutions au domicile ou en dehors.	Nette hausse mobilisant des financements publics ou mixtes.
Administrations locales	Cruciales. Retour en régie de services sous-traités au secteur privé dans des conditions insatisfaisantes.	Hausse.
Administrations nationales	Retour à des agences de proximité, décentralisation, normes de qualité sociale et écologique. Santé et éducation : débat sur les excès de la course aux diplômes et de la médicalisation. Mais exigences d'égalité et droits universels. De même pour la justice.	Le partage national/local évoluera, mais la part du public devrait progresser. La dernière décennie a vu une régression de la part des dépenses éducatives dans le PIB.

Étude de Jean Gadrey sur l'évolution de l'emploi, extrait de :
Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire. Les Petits Matins, Paris, 2010.

PRODUIRE MIEUX, C'EST BIEN… CONSOMMER MOINS, C'EST ENCORE MIEUX !

Au final, dans une économie écologique, il faudra à la fois produire mieux et moins. Or produire mieux (plus proprement et localement) nécessitera plus de travail, tandis que consommer moins nécessitera moins de travail. Et personne aujourd'hui ne saurait dire avec certitude si le passage à une telle économie post-croissance se traduira par la création ou la destruction nette d'emplois. Raison supplémentaire pour partager le travail plutôt qu'en faire un élément qui *"restaure les pires formes de domination, d'asservissement, d'exploitation, en contraignant tous à se battre contre tous pour obtenir ce 'travail'"*, comme l'écrivait déjà André Gorz dans les années 1990 (8).

La seule certitude, finalement, c'est que le travail ne va pas manquer dans au moins un domaine : celui de l'imagination politique. C'est malheureusement dans ce secteur que les productivistes de tous poils sont les moins… productifs !

Aurélien Boutaud ■

(8) Gorz A., 1997. Op. cit.



Un des entrepôts d'Amazon.

Un emploi créé chez Amazon détruit 18 emplois dans les librairies.

D. R.

Produire mieux (et consommer moins) pour créer des emplois ?

Les gains de productivité détruisent de l'emploi, dégradent l'environnement et sont une source de mal-être au travail. Alors pourquoi ne pas réduire la productivité ? Produire mieux, dans des conditions écologiques et sociales plus satisfaisantes, pourrait ainsi créer de l'emploi. Une utopie ?

En 2012, le ministre du Redressement productif se déplaçait en Saône-et-Loire pour célébrer l'installation sur le territoire français d'un nouveau centre de distribution de la société de vente en ligne Amazon. A la clé : 1000 emplois. Mais combien ce champion de la productivité allait-il détruire d'emplois ? Voilà une question que le ministre ne semble pas s'être posée…

1 emploi chez Amazon = 18 emplois dans une librairie de quartier !

Le cas d'Amazon est symptomatique du ravage que peut provoquer la course aux gains de productivité. Car l'entreprise étasunienne connaît parfaitement les rouages du productivisme : concentration des moyens (pour réaliser des économies d'échelle), automatisation maximale des tâches de production (pour réduire l'usage de la main-d'œuvre), imposition de cadences de travail effrénées, appel à une main-d'œuvre mal payée et majoritairement intérimaire… le tout avec la bénédiction des acteurs publics qui subventionnent largement Amazon, alors même que la multinationale prend soin de pratiquer l'exil fiscal en basant son siège social au Luxembourg !

Au final, la concurrence est rude pour les libraires, qui voient leurs emplois menacés. Comme le rappelle Jean-Baptiste Malet, *"le Syndicat de la librairie française a mesuré que, à chiffre d'affaires égal, une librairie de quartier génère dix-huit fois plus d'emplois que la vente en ligne (1)"*. Sans compter que, de la librairie de quartier au gigantesque hangar de distribution, les conditions de travail n'ont évidemment rien à voir !

Mais Amazon n'est qu'un symbole, bien entendu. Christian Jacquiau montre par exemple que le phénomène est déjà très ancien dans le domaine de la grande distribution, où chaque emploi mal payé créé en hypermarché se paie par plusieurs emplois détruits dans d'autres commerces, mais aussi dans toute la chaîne de production en amont (2). Et on pourrait ainsi multiplier les exemples dans les services, mais aussi l'industrie et, bien entendu, l'agriculture. Destruction

(1) Malet J-B., 2013. « Amazon, l'envers de l'écran » in *Le Monde Diplomatique*, novembre 2013, voir également *Silence*, avril 2014.

(2) Jacquiau C., 2000. *Les coulisses de la grande distribution*. Albin Michel, Paris.



Présentation de livres dans une librairie : outre le nombre d'emploi, la qualité du travail n'est pas comparable.

D. R.

Secteurs d'activité	2020	2025	2030
Rénovation des bâtiments	213	460	473
Bâtiments neufs	-124	-279	-404
Transport routier sauf transports en commun	-141	-243	-366
Transports en commun, fret ferroviaire & fluvial	69	141	248
Transport aérien	-27	-47	-72
Énergies renouvelables	187	249	335
Énergies non renouvelables, réseaux gaz et électricité	-45	-108	-116
Sensibilisation et information des citoyens, entreprises et collectivités	6	6	5
Effet induit	**97**	**261**	**527**
Effet net sur l'emploi	**235**	**439**	**632**

Effet sur l'emploi du scénario négaWatt par rapport au tendanciel
(en milliers d'emplois équivalent temps plein (ETP))

du travail, précarisation, menaces de délocalisation, pressions croissantes sur l'environnement… tel est le visage caché des "gains de productivité".

ET SI ON DÉPRODUCTIVISAIT ?

Dans de nombreux secteurs, réduire la productivité du travail aurait pour effet de créer de l'emploi, d'améliorer les conditions de travail et/ou de réduire l'impact sur l'environnement. Dans le domaine des services, cela suppose par exemple de privilégier les petits commerces indépendants de proximité. Dans le secteur agricole, privilégier les exploitations à taille humaine pratiquant une agriculture biologique et favorisant les circuits courts – par exemple, pour un même chiffre d'affaire, les circuits de distribution de type AMAP créent deux fois plus d'emploi que les circuits traditionnels passant par les grandes surfaces (3). Dans le domaine de l'énergie, privilégier les économies d'énergie en substituant progressivement les productions fossiles et fissiles centralisées par une production d'énergie renouvelable décentralisée, etc.

Certes, tout cela a un coût pour le consommateur. Le pouvoir d'achat est d'ailleurs l'argument central des productivistes. Mais c'est oublier que consommer mieux, c'est également consommer moins.

On trouve une illustration intéressante de ce phénomène dans le secteur de l'énergie. Le scénario *négaWatt (4)* montre en effet que, en France, la sortie du nucléaire et des énergies fossiles pourrait se réaliser avec un solde positif en termes d'emploi, alors même que les consommations d'énergie seraient considérablement réduites à l'horizon 2050 ! Car d'un côté, la baisse de la consommation d'énergie polluante aurait des effets négatifs en termes d'emploi dans certains secteurs comme les transports routiers, les constructions neuves ou, bien entendu, la production d'énergies fossile et nucléaire. Mais ces pertes seraient largement compensées par la création d'emplois dans d'autres secteurs comme la production d'énergies renouvelables et, surtout, la rénovation thermique des bâtiments. Enfin, les économies réalisées sur la facture énergétique de la France pourraient être consacrées à la création d'autres activités dans d'autres secteurs : on pourrait alors avoir des effets induits spectaculaires. Par exemple, les économies réalisées par les familles sur leurs factures énergétiques pourraient permettre à celles-ci d'investir davantage dans une alimentation biologique de proximité, ou tout autre secteur plus intensif en emploi et en qualité environnementale.

A. B. ■

(3) Par exemple, Alter-Conso, une société coopérative de distribution de paniers paysans basée à Lyon, « *réalise un chiffre d'affaires de 104 000 euros par salariés, contre 250 000 euros en moyenne dans la grande distribution, selon les calculs réalisés par Patrick Mundler et Lucas Rumpus de l'Isara Lyon* » cité par Chapelle S., 2013. « Alter-Conso : quand une coopérative esquisse l'économie et les emplois de demain » http://www.bastamag.net/Alter-Conso-quand-une-cooperative#nh1

(4) Quirion P., 2013. *Scénario négaWatt, emploi et économie : une synergie gagnante !* Association négaWatt - http://www.negawatt.org/telechargement/Etude%20eco/Synthese_emploi_scenario-negaWatt_29-03-2013.pdf



Attac.TV

Jean-Marie Harribey : *"Que deviendraient ces solidarités institutionnalisées, obtenues par les luttes sociales, dans une société de décroissance démonétarisée ?"*

Quels mécanismes de solidarité dans une économie sans croissance ?

Sécurité sociale, assurance chômage, retraites, minima sociaux : les principaux mécanismes de solidarité nationale hérités des trente glorieuses ont été conçus dans un contexte de forte croissance. A gauche, les critiques de la décroissance pointent du doigt les risques que celle-ci ferait courir : effondrement des prélèvements, baisse des budgets, endettement, mise à mort de l'Etat providence… Comment répondre à ces critiques ? Quelles adaptations ou quelles formes de solidarité complémentaires imaginer ?

DEPUIS QUARANTE ANS, LES QUESTIONS du travail et de l'emploi ont été assez largement abordées par les penseurs de l'écologie politique et de la décroissance. Mais une autre question importante en matière de solidarité reste posée : comment financer les systèmes de protection sociale hérités des trente glorieuses dans une économie sans croissance ? Assurance chômage, retraites par répartition, sécurité sociale, minima sociaux : Cyrille Di Méo et Jean-Marie Harribey se demandent ce *"que deviendraient ces solidarités institutionnalisées, obtenues par les luttes sociales, dans une société de décroissance démonétarisée ? (1)"* On touche là un sujet sensible. Car l'obsession de nos dirigeants pour la croissance n'est pas seulement idéologique, elle est aussi pratique, notamment en termes de prélèvements sociaux. En effet, si l'activité économique s'accroît, alors on assiste en théorie à une augmentation proportionnelle des moyens alloués aux mécanismes de solidarité. La croissance a là encore des vertus quasiment magiques : si la masse monétaire augmente, alors les prélèvements opérés sur cette masse s'accroissent également, et ce sans avoir besoin d'augmenter les taux d'imposition. Alors même que les attaques libérales s'accroissent pour réduire les taux de prélèvement (2), comment imaginer maintenir ces systèmes de solidarité dans un contexte où la base d'imposition (l'activité marchande) serait, en plus, amenée à se contracter ?

Sur ces questions, les décroissants sont généralement moins prolixes. Une partie de la littérature sur l'économie post-croissance suggère de manière plus ou moins explicite qu'une économie de décroissance devrait être intrinsèquement plus solidaire que la précédente. Pour le reste, l'un des arguments les plus convaincants concerne la décroissance sélective : c'est à dire l'idée qu'une réduction de l'activité économique dans les secteurs néfastes pour la société réduira

(1) Di Méo C., Harribey J-M., 2006. « Du danger de la décroissance » in *Politis*, n°917, 14 septembre 2006.

(2) En particulier ceux portant sur les entreprises, qui sont progressivement transférés sur les particuliers.



Kate Pickett. Celle-ci démontre avec Richard Wilkinson que la réduction des inégalités réduit également les problèmes sociaux.

D. R.

mécaniquement les besoins de solidarité. Tentons d'y voir plus clair…

AVANT TOUT, MIEUX PARTAGER LE GÂTEAU

En matière de solidarité, l'argumentaire productiviste repose sur l'hypothèse selon laquelle l'économie est tirée vers le haut par les acteurs économiques les plus dynamiques, qui s'accaparent la plus grosse partie du gâteau, mais dont l'enrichissement profite à toute la société – autrement dit, dans une économie de croissance, les riches prennent les plus grosses parts mais il reste également plus de miettes pour les pauvres. Si une croissance infinie n'est pas possible, alors cette hypothèse d'un "effet de ruissellement" s'effondre. Dans une économie sans croissance, puisque le gâteau ne peut plus s'agrandir, la première urgence consiste donc à mieux en répartir les parts. Et ceci est d'autant plus vrai qu'une meilleure répartition résoudrait d'emblée une bonne partie des problèmes de financement des mécanismes de solidarité.

Richard Wilkinson et Kate Pickett montrent par exemple, avec force argumentaire, que plus une société est inégalitaire et plus les problèmes sociaux sont nombreux : maladies mentales, usage de stupéfiants, insécurité, obésité, problèmes de santé, décrochage scolaire (3). L'augmentation des inégalités provoque donc une multitude de coûts sociaux supplémentaires. La *New Economics Foundation* a ainsi tenté d'évaluer ce qu'une baisse des inégalités générerait comme gains pour la société britannique si le niveau de partage des richesses équivalait à celui du Danemark : en estimant les économies réalisées dans le domaine de la santé, de la criminalité et de l'éducation, les auteurs en concluent que les effets pour la société britannique seraient largement positifs, tant pour le bien-être de la population que pour l'équilibre des comptes de la nation (4). La réduction des inégalités, qui pourrait par exemple se traduire par la fixation d'un revenu maximal autorisé (5), doit donc être entendue comme une condition première de la décroissance, puisqu'elle génèrerait des économies en termes de coûts sociaux. Cette baisse des dépenses permettrait de compenser la réduction des moyens financiers prélevés – du fait de la baisse du produit intérieur brut (PIB).

FAIRE DÉCROÎTRE LES ACTIVITÉS INSOUTENABLES

Dans le même ordre d'idées, le fait de produire et consommer des biens et des services de meilleure qualité, mais en moindre quantité, permettrait également de limiter les atteintes portées à l'environnement et à la santé. Logiquement, les coûts de réparation ou de compensation seraient donc réduits. On peut se donner une idée plus précise de ce bilan "coût-bénéfice" dans le domaine de la santé en prenant un exemple caricatural : si la population d'un pays est en meilleure santé car elle mange mieux et moins, alors c'est sans doute une mauvaise nouvelle pour une partie importante de l'industrie agro-alimentaire ; c'est également une mauvaise nouvelle pour le secteur médical au sens large (moins de dépenses) ; et c'est donc une mauvaise nouvelle pour la croissance du PIB… Mais cela réduit d'autant le coût pour la société en termes de soins.

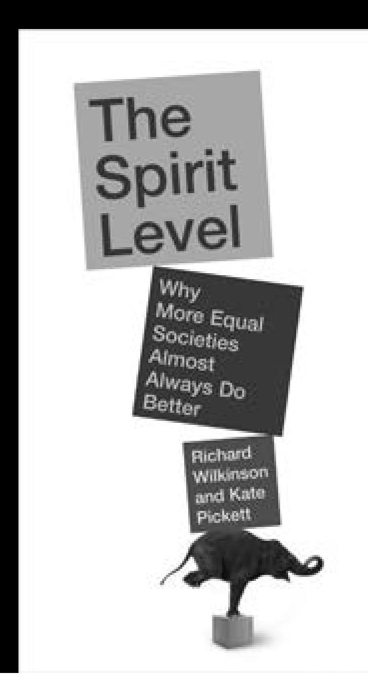
Pour l'illustrer, Jean Gadrey compare l'évolution de la part des dépenses de santé aux Etats-Unis et en France entre 1960 et 2006 (6) : très proches au début des années 1960, les dépenses de santé par habitant sont aujourd'hui plus de deux fois supérieures aux Etats-Unis. Pourtant, sur la même période, la France a accru davantage son espérance de vie, qui dépasse aujourd'hui celle des Etats-Unis de plus de deux ans et demi. Cela signifie que les Etasuniens dépensent deux fois

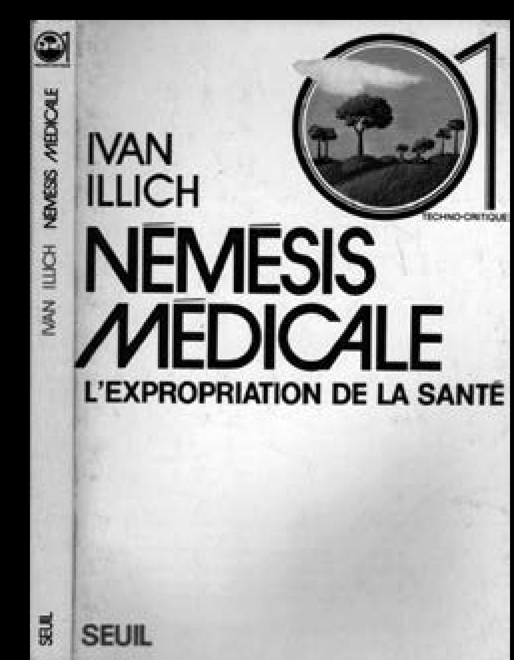
(3) Wilkinson R., Pickett K., 2010. *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone.* Penguin, Londres.

(4) The New Economics Foundation, 2009. *The Great Transition.* NEF, Londres.

(5) L'économiste Gaël Giraud et la philosophe Cécile Renouard proposent par exemple d'appliquer à l'ensemble de la société un facteur 12, déjà appliqué dans la fonction publique : le revenu maximal autorisé ne pourrait pas dépasser 12 fois le salaire le plus faible. Giraud G., Renouard C., 2012. *Le facteur 12. Pourquoi il faut plafonner les revenus.* Carnets Nord, Paris.

(6) Gadrey J., 2010. *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire.* Les Petits Matins, Paris.





Ivan Illich dénonce la contre-productivité des systèmes économiques et prône une plus grande autonomie.

Contre-productivité, dépenses défensives et décroissance sélective : des notions qui aident à comprendre la société post-croissance

Dans les années 1970, Ivan Illich (1) a introduit la notion de **contre-productivité** pour désigner le moment où, passé une certaine masse ou un certain degré de complexité, un système ou une institution finit par produire plus d'effets négatifs que positifs. Par exemple, le système de santé finit par trouver un intérêt à ce qu'il y ait davantage de malades, moins autonomes, plus médicalisés, etc. : son objectif n'est alors plus que les gens soient autonomes et en bonne santé, mais que l'activité économique du secteur de la santé (qu'on devrait alors appeler secteur de la "guérison") se développe.

Les économistes utilisent une notion proche, celle de **dépenses défensives.** *"Ces dernières désignent des situations où le PIB augmente du fait d'activités qui consistent seulement à réparer des dégâts divers commis par d'autres activités qui, elles aussi, gonflent le PIB (par exemple, dépolluer). Il y a alors croissance économique mais aucune progression du bien-être puisqu'on ne fait, dans le meilleur des cas, que revenir au point de départ. (2)"* Pour reprendre l'exemple de la santé, d'un point de vue du PIB et de sa croissance, mieux vaut ne pas remettre en cause certaines pratiques alimentaires (la malbouffe) et s'appuyer sur les maladies générées pour développer un nouveau secteur d'activité dans le domaine de la guérison.

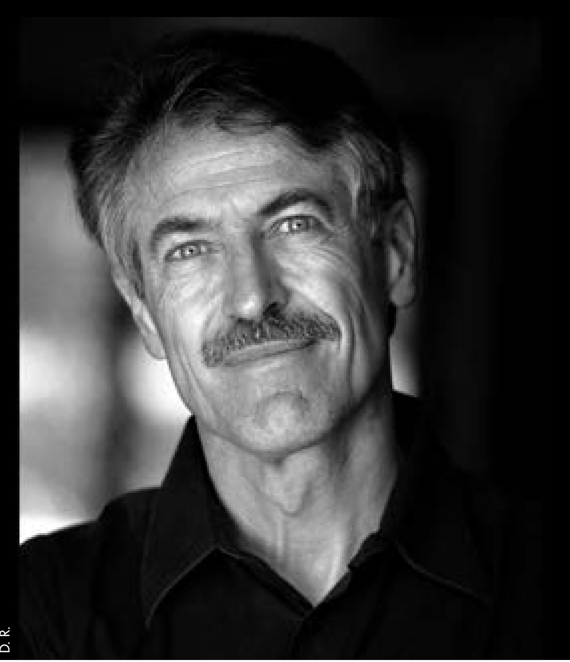
La **décroissance sélective** vise à faire décroître l'activité économique dans les secteurs où l'on observe une contre-productivité qui génère des dépenses défensives. Par exemple, faire décroître la consommation de tabac réduit les coûts nécessaires pour soigner les maladies liées à cette consommation. Faire décroître les teneurs en gras et en sucre de l'alimentation réduit les coûts de traitement des maladies liées à ces surconsommations. La conséquence logique est que les besoins de solidarité nécessaires pour prendre en charge ces dépenses défensives diminuent.

(1) Illich I., 1974. *Némésis médicale, l'expropriation de la santé.* Le Seuil, Paris.
(2) Gadrey J., Méda D., 2011. « Les limites du PIB » in *Alternatives Economiques,* Hors-Série n°48.

plus d'argent que les Français pour leur santé, pour des résultats nettement moins bons ! L'une des raisons de cette médiocre performance est l'explosion de l'obésité parmi la population étasunienne : cette forme de surconsommation génère plus de 147 milliards de dollars de dépenses de santé par an (7). Or ces dépenses "défensives" sont comptabilisées positivement dans le PIB et considérées, à ce titre, comme création de richesse !

Il est évident qu'une décroissance sélective, ciblée sur les secteurs qui ont des effets néfastes sur la société et l'environnement, réduira à terme les besoins de financement pour soigner ou réparer ces maux. André Cicolella (8) multiplie les exemples dans le domaine de la santé et montre comment, en privilégiant la prévention plutôt que la guérison, il serait possible de consacrer

(7) Finkelstein E.A., Trogdon J.G., Cohen J.W., Dietz W., 2009. « Estimates Annual Medical Spending Attributable To Obesity: Payer-And Service-Specific » in *Health Affairs,* 28, no.5 (2009), pp 822-831 - URL : http://content.healthaffairs.org/content/28/5/w822.full.pdf+html
(8) Cicolella A., 2007. *Le défi des épidémies modernes : comment sauver la Sécu en changeant le système de santé.* La Découverte, Paris.



D. R.

Alain Lipietz préconise de jouer sur les taxes avec des mécanismes style "bonus-malus".



D. R.

Paul Ariès demande la gratuité de l'usage et le renchérissement du mésusage

beaucoup moins d'argent au système de santé, et ainsi sauver la sécurité sociale (9).

GRATUITÉ DE L'USAGE, RENCHÉRISSEMENT DU MÉSUSAGE

Enfin, on trouve sous la plume d'écologistes réformistes tels Alain Lipietz (10) ou Sandrine Rousseau (11) de nombreuses propositions visant notamment à construire une fiscalité à la fois écologique et sociale. Sandrine Rousseau, par exemple, préconise d'orienter les comportements de consommation vers des productions écologiquement responsables, notamment par des mécanismes de bonus malus adossés à des contributions de type taxe carbone, dont les fruits seraient redistribués de façon à éviter de pénaliser les plus pauvres. Le fruit des taxes sur la pollution permettrait ainsi d'accroître les moyens de la solidarité nationale.

Ce à quoi pourraient s'ajouter des formes de tarification progressive de l'énergie, de l'eau ou de toute autre ressource ou service issu de la nature, afin de permettre un accès universel pour les besoins de base, tout en pénalisant fortement les abus. C'est ce que Paul Ariès appelle *"la gratuité de l'usage et le renchérissement du mésusage (12)"*. Le principe est simple : l'usage d'une ressource serait gratuit pour répondre aux besoins essentiels – il s'agirait par exemple de rendre gratuit l'accès à quelques dizaines de litres d'eau par jour et par personne. Au-delà d'un certain seuil, le tarif augmenterait progressivement, jusqu'à devenir prohibitif afin d'éviter les comportements de gaspillage – comme le fait d'utiliser des centaines de litres d'eau pour laver une voiture ou des milliers de litres pour remplir une piscine. Le principe, déjà en vigueur dans quelques pays ou collectivités, pourrait s'étendre à l'usage de tous les biens communs, présentant ainsi de nombreux avantages – notamment celui de concilier liberté et responsabilité. Paul Ariès prévient néanmoins : *"Le danger serait bien sûr que cette politique renforce les inégalités en permettant l'accès aux mésusages à une petite minorité fortunée (…). C'est pourquoi ce paradigme de la 'gratuité de l'usage' et du 'renchérissement du mésusage' ne peut aller sans une diminution importante de la hiérarchie des revenus. (13)"* Une fois de plus, mieux partager les richesses semble un préalable indispensable à toute forme de décroissance.

FAVORISER LA SOLIDARITÉ DIRECTE ?

Evidemment, l'enjeu de la solidarité ne se limite pas aux mécanismes institutionnels comme l'assurance chômage, les systèmes de retraite ou la Sécurité sociale. Les mouvements se réclamant de la décroissance ou de la transition sont également riches en propositions concrètes qui visent à renforcer les formes de solidarité directe. Dans les pays anglo-saxons, où les initiatives de transition sont très développées, le vide laissé par le retrait de l'Etat providence a paradoxalement entraîné un dynamisme assez spectaculaire des pratiques de solidarité locale, qui se caractérisent par une prise en charge plus directe des problèmes par les habitants eux-mêmes. Mais ces innovations sociales commencent aujourd'hui à montrer leurs limites… et rien ne prouve qu'elles parviendront à prendre le relais des formes de solidarité plus institutionnelles et centralisées, héritées des luttes sociales et détruites par les politiques libérales (voir notre article sur les solidarités directes). Les tenants de la décroissance vont donc devoir sérieusement se pencher sur cette question brûlante et encore largement inexplorée de la construction d'une forme de solidarité qui ne dépende plus de la croissance et ne détruise pas pour autant les acquis sociaux du passé.

A. B. ■

(9) Voir également le dossier « Décroissance et santé » dans *S!lence*, n°341.

(10) Lipietz A., 2012. *Green deal. La crise du libéral productivisme et la réponse écologiste.* La Découverte, Paris.

(11) Rousseau S., 2012. *Oui, l'écologie, c'est social !* Les Petits Matins, Paris.

(12) Ariès P., 2007. *La décroissance. Un nouveau projet politique.* Golias, Villeurbanne.

(13) Ariès P., 2007. Op. cit.



D. R.

Repas de quartier à Barcelone

Les solidarités directes : reconstruire une solidarité "par le bas" ? Le cas de la Grande-Bretagne

Dans un contexte marqué par la crise, le démantèlement des services publics et le recul de l'Etat providence, de nouvelles formes de solidarité semblent émerger un peu partout autour du globe. Plus ancrées sur les territoires, moins centralisées, plus concrètes et directes, ces expériences sont porteuses d'espoir… mais aussi de craintes. Le cas de la Grande-Bretagne est à ce titre assez symptomatique.

RECONSTRUIRE LE PACTE SOCIAL PAR LE bas : tel est le mot d'ordre de l'organisation non gouvernementale (ONG) britannique *Participle*. Persuadée que les innovations en matière de solidarité viendront de la base, elle expérimente depuis le milieu des années 2000 des dizaines d'actions locales dans des domaines aussi variés que la prise en charge des personnes âgées, le soutien scolaire, l'accès à l'emploi, la formation professionnelle ou encore l'accès à la santé. Son *leitmotiv* : il est possible, dans chacun de ces domaines, de faire beaucoup mieux avec moins, en mobilisant des fonds privés et publics, certes, mais aussi (et surtout) en s'appuyant sur des réseaux de citoyens.

Southwark Circle en est un exemple symptomatique. Dans un quartier de Londres, l'initiative a permis de construire des réseaux d'entraide avec les personnes âgées. Chaque habitant volontaire est ainsi potentiellement mis à contribution pour accompagner les seniors dans leurs démarches quotidiennes, afin d'accroître leur autonomie et leur permettre de rester chez eux. Aide au jardinage ou aux tâches ménagères, transport de courses, restauration, conseils, formations et animations diverses… Pour un coût d'adhésion de 20 à 40 £ par an, les bénéficiaires ont ainsi accès à un numéro de téléphone qu'ils peuvent solliciter à tout moment lorsqu'ils ont besoin d'aide ou de conseil. Un calendrier d'activités régulièrement mis à jour est également consultable sur internet ou disponible par envoi postal. Les prix très bas des services sont rendus possibles par l'absence d'investissement lourd : les activités ont lieu chez les membres du cercle, les déplacements sont assurés par covoiturage, etc. Interrogée, une participante témoigne avec enthousiasme : *"Nous avons vu qu'utiliser des ressources limitées pour stimuler la vie sociale permet d'accroître les ressources disponibles."*


Richard Redshaw

Solidarité intergénérationnelle

La maison des Babayagas est un lieu de vie pour des femmes âgées, auto-gérées, citoyennes solidaires, laïques et d'orientation écologique.

Car *"le temps et le talent des amis, des voisins et des familles vont bien au-delà de la simple réponse à des besoins matériels (1)"*.

Le succès aidant, l'expérience a été ensuite reproduite dans d'autres collectivités britanniques. Car pour *Participle,* l'objectif est bien de réinventer la solidarité à partir des communautés : d'abord en imaginant et en testant de nouvelles formes d'entraide fondées pour partie sur le bénévolat ; puis en démultipliant celles qui fonctionnent le mieux dans l'ensemble du pays, afin de remplacer l'Etat providence centralisé par un réseau de communautés d'entraides.

Réinventer la solidarité du 21e siècle…

Ce mouvement de l'innovation sociale intéresse aujourd'hui de nombreux observateurs. Dans un contexte de recul des Etats doublé d'une crise du capitalisme, l'idée qu'un changement de modèle pourrait surgir "par le bas" a en effet de quoi séduire. Par exemple, la *Paris Tech Review* voit dans cette dynamique d'innovation sociale *"l'invention, aux marges du modèle central, de l'économie de demain"* à l'instar par exemple des *"caisses mutuelles de solidarité, fondées par les ouvriers du 19e siècle, qui furent les matrices des systèmes de sécurité sociale (2)"*. On retrouve également ce discours enthousiaste du côté des militants de l'innovation sociale, comme Hubert Guillaud, pour qui cet ensemble de démarches doit être vu comme *"un moyen de refaire société et de redynamiser la relation entre pouvoirs publics et citoyens (3)"*. De ce point de vue, le mouvement de l'innovation sociale ne va pas sans rappeler le réseau des Villes en transition, bien connu des lecteurs de *Silence,* qui propose lui aussi d'enclencher une mutation des sociétés occidentales en commençant par le bas, c'est-à-dire en mobilisant les communautés locales dans des projets de sobriété énergétique. Ce qui suppose aussi une prise en charge plus locale et plus directe de la solidarité, d'où une tendance des deux mouvements à se rapprocher .

… ou légitimer le démantèlement de l'Etat providence ?

Mais les critiques commencent toutefois à se faire entendre. Car l'idée de remplacer l'Etat providence par un réseau de solidarités locales faisant appel aux fonds privés et au bénévolat a de quoi séduire également les plus libéraux. En Grande-Bretagne, le gouvernement conservateur de David Cameron a ainsi lancé un vaste programme pompeusement nommé *"The Big Society"*. Doté de fonds publics et privés, le projet s'inscrit dans la droite ligne de l'ambition affichée par l'ONG *Principle :* il s'agit dans un premier temps d'expérimenter localement des projets liés à la prise en charge des personnes âgées, au soutien scolaire, à la formation professionnelle ou encore à la santé, avant de les démultiplier sur l'ensemble du territoire en transférant les moyens financiers à des ONG sélectionnées sur appel d'offre.

Ainsi redéfinie par les libéraux, l'innovation sociale, avec son lot de "solidarités concrètes", pourrait alors devenir une arme idéologique redoutable . Car sous ses atours de démarche citoyenne et décentralisée, fondée sur une prise en charge plus directe et citoyenne de la solidarité, elle permet également de légitimer le démantèlement d'un Etat providence présenté comme décidément trop obsolète et centralisé.

Entre espoirs d'innovations et craintes de récupération, le chemin qui mène à une réinvention de la solidarité "par le bas" s'annonce aussi passionnant que périlleux !

A. B. ■

(1) "Social Innovation : Let's hear those ideas", *The Economist,* 12 août 2010

(2) "Innovation sociale : l'économie de demain ?", *ParisTech Review,* revue en ligne, article mis en ligne le 16 décembre 2011 : www.paristechreview.com/2011/12/16/innovation-sociale-economie-demain/

(3) Guillaud H., *Comprendre l'innovation sociale,* Publie.net, Paris, interview mise en ligne le 23 novembre 2011 : http://lien-social.blogspot.fr/2011/11/comprendre-linnovation-sociale-par.html

(4) A ce propos, lire l'interview de Nick Remple par Rob Hopkins, sur le site transitionnetwork.org : www.transitionnetwork.org/blogs/rob-hopkins/2014-01/nick-temple-scaling-social-innovations

(5) A ce propos, lire : Chabal E., 2012. "L'innovation sociale à l'anglaise : de la 'New Britain' à la 'Big Society'", *Chantiers Politiques* n° 9, pp. 61-71.


D. R.
Jean-Marc Larocca

La question des retraites dans une société sans croissance : le point de vue de Jean Gadrey

DANS SON OUVRAGE INTITULÉ *ADIEU À LA croissance,* Jean Gadrey consacre un chapitre à la question des retraites. L'auteur constate d'emblée que *"les divers scénarios de financement des retraites d'ici à 2050 supposent presque tous (...) une croissance économique infinie"*. L'idée arrange en effet tout le monde, car *"si le gâteau grossit, on peut en distribuer une plus grande part aux retraités, dont le nombre relatif augmente, sans rien retirer à personne"*. Malheureusement, ce scénario de croissance infinie ne peut plus être sérieusement imaginé : il faut donc réfléchir différemment à la question des retraites. Là encore, partage des richesses et réduction des inégalités sont considérés comme les éléments de base de toute réflexion. Les économistes d'ATTAC (2010) rappellent par exemple qu'une manière de compenser le déficit des retraites pourrait consister à soumettre à cotisation les dividendes, puisqu'une partie non négligeable des gains de productivité ont servi à augmenter la part de rémunération du capital, au détriment du travail, depuis le début des années 1980. *"Mais,* ajoute Jean Gadrey, *il faut aussi développer des services hors logique marchande, (santé, culture et sport, transports collectifs...) et l'accès à des richesses non économiques (liens sociaux, participation citoyenne, richesses naturelles...) pour fonder le 'bien vivre' des retraités dans un monde soutenable."*

Jean Gadrey propose *"quelques pistes pour raisonner autrement. Il faudrait :*

- privilégier les ingrédients du 'bien vivre' des retraités dans une société soutenable ; (...) l'association Babayagas milite pour des modes de vie fondés sur quatre piliers, qui sont leurs 'produits de haute nécessité' : autogestion, solidarité, citoyenneté et écologie. Cela implique certes des ressources financières, mais de façon sobre et partagée (...) ;

- fixer un revenu maximum pour tous les citoyens, actifs ou retraités, défini comme multiple raisonnable d'un revenu minimum décent (...) ;

- réfléchir à la fois au financement des pensions et à celui de services collectifs gratuits ou fortement subventionnés (...) dédiés à l'amélioration de la qualité de vie des seniors (...) ;

- produire des richesses et des valeurs économiques autrement, sans croissance quantitative (...) avec une progression de la qualité et de la durabilité, sources de valeur ajoutée et d'emplois. (...) Or le plein-emploi est un atout majeur pour le financement des retraites ;

- maintenir le droit à une retraite de bonne qualité à 60 ans. (...) La retraite à 60 ans est un outil majeur (...) de partage du temps de travail (...) ;

- dresser un bilan des dizaines de milliards récupérables annuellement sans croissance quantitative en prenant l'argent là où il est, en particulier dans l'excès de profits (...) ;

- enfin, intégrer dans le raisonnement une piste oubliée : celle de l'égalité des femmes et des hommes devant l'emploi de qualité et devant les salaires. (...) Tendre vers l'égalité professionnelle des femmes et des hommes serait une énorme source de richesses économiques, avec à la clé des emplois socialement utiles. Cela permettrait d'ajouter plusieurs dizaines de milliards d'euros au financement de la protection sociale, selon l'estimation proposée par Christiane Marty." (Gadrey, 2010)

A. B. ■



Alternatives


D.R.

Rencontres estivales des Ami-e-s de Silence

Comme chaque année, les ami-e-s de Silence proposent leurs rencontres estivales ! Cette année : du 23 juillet au 6 août 2014. Le but des rencontres ? Vivre ensemble de façon festive dans la simplicité volontaire, partager nos expériences d'autogestion et nos savoirs (alternatives, habitat, énergie, vie quotidienne, alimentation, non-violence, décroissance...), mettre la main à la pâte dans divers ateliers et lâcher prise... bref, croquer la vie dans la bonne humeur ! (voir *S!lence* n°309, 314, 328, 340, 411) .

Ces rencontres se dérouleront sur la ferme collective de la Borie Haute dans le Lot, à proximité d'un éco-hameau près de Gourdon. 75 hectares vallonnés, où s'est établi un projet d'éco-lieu à vocation agricole et pédagogique, envisagé par quatre personnes… et plus si affinités ! Fanny, Nicolas, Bénédicte et Jean-Luc portent un double projet : agriculture/bio-apiculture et accueil/ferme pédagogique.

Comment se passent ces rencontres ?

Dans une ambiance musicale et joyeuse, on commence par monter notre chapiteau (nommé affectueusement "le Chapilopin"), notre coin cuisine (avec cuiseurs économes), nos toilettes sèches, nos douches... Ensuite, les 10 jours qui suivent sont occupés par les ateliers : chacun-e peut proposer ce qu'il souhaite faire découvrir aux autres ! (exemples d'ateliers : massages, permaculture, méditation, clowns activistes, jeux coopératifs, réflexions, lectures offertes...). Le soir, ce sont veillées autour du feu, musique, chants, contes, bals, cercles de paroles, astronomie… Bref, le bonheur, quoi ! Tous les jours, on peut aller à l'Assemblée Générale (chaleureusement renommée : "Assemblée Géniale") où sont prises des décisions au consensus. Le camp est autogéré : Tous participent joyeusement à son bon fonctionnement. Les ami-e-s de Silence sont accueilli-e-s gracieusement. On remercie en organisant une journée "chantier collectif " : décorer/désherber/aménager/construire…

Dates : Du mercredi 23 juillet au mercredi 6 août.

Lieu : la Borie-Haute, dans le Lot, à côté de l'éco-hameau d'Andral. SNCF : Gourdon.

S'inscrire : formulaire à remplir sur le site www.amies.revuesilence.net. Ou joignez Pascale par téléphone 02 32 27 48 26 (merci de laisser un message si vous tombez sur le répondeur). Inscription (adhésion de 10€ + prix libre pour le séjour), détails, photos et forum sur : www.amies.revuesilence.net. Merci de vous inscrire avant le **21 juin.**

Pour organiser des covoiturage : possibilités d'annonces offres et demandes sur le site le forum du site internet des ami-e-s de Silence.

Coût : L'adhésion à l'association est cette année à 10€ par adulte et des repas végétariens préparés collectivement sont à prix libre (estimation de la journée à 6€ par personne et la moitié pour les moins de 12 ans).

Apportez : votre tente et votre vaisselle, des pots de confiture et des tisanes. Si vous en possédez, chapiteaux et grandes tentes seront les bienvenus ainsi que vos instruments de musique... Apporter des visseuses (à batterie) serait chouette : elles sont nécessaires pour monter le Chapilopin ! (elles sont assurées par l'association!)

» Chronique : Les jeux écolos

Le jeu est bien plus qu'un loisir. C'est une pratique culturelle et un territoire d'enjeux, qui en dit beaucoup sur nos modes de vie : jouer pour consommer ou pour prendre son temps ? Jouer pour mettre en échec ou pour faire ensemble ? Acheter un jeu en plastique ou fabriquer soi-même avec des matériaux naturels... Ce cahier de recettes pratiques, j'espère, vous donnera envie de jouer écolo.

Recueil des jeux des lecteurs de Silence

Cette rubrique sur les jeux et l'écologie se veut une invitation au partage, qu'il faut garder à l'esprit quand on commence un jeu : partager un moment ensemble, vivre des émotions et se détendre. Depuis que la rubrique existe, plusieurs lecteurs et lectrices m'ont écrit leurs souvenirs ludiques.

Voici quelques exemples de jeux qui me sont parvenus et que je vous retransmets :

Plusieurs lecteurs et lectrices ont évoqué le jeu de la **ficelle**, que j'avais déjà mentionné lors d'une rubrique précédente. Avec une simple ficelle nouée, en faisant des nœuds et en glissant la ficelle entre ses doigts, il est possible de créer de nombreuses figures différentes et de raconter ou se raconter une histoire.

Il m'a été proposé une variante du **morpion** avec 6 cailloux, 3 pour chaque joueur (3 clairs, 3 foncés). Le plateau de jeu est le suivant : tracez avec des bouts de bois un rectangle traversé d'une croix de saint André et d'une croix classique (ça donne le squelette du drapeau du Royaume-Uni). Il s'agit de déposer à tour de rôle un caillou ; le but étant d'aligner ses trois cailloux. Lorsque les cailloux sont placés, il faut les bouger par des translations. Ce lecteur continue de le pratiquer et le fait pratiquer sur un tableau avec des aimants de deux couleurs différentes.

J'ai aussi reçu des souvenirs de jeux de **lancer :** avec des boules de pétanque qui se suivent ou en faisant tomber des cailloux dans un seau...

Le jeu du **Pilou** m'a aussi été présenté, un jeu populaire dans l'arrière pays niçois. C'est un jeu de jonglage, pratiqué avec une pièce trouée et un volant passant au milieu. Le jeu se joue par équipe de deux. Le premier joueur lance le pilou à la main, il faut ensuite le jouer avec les pieds, la poitrine ou le genou, en jonglant ou en faisant une passe à son équipier. Pour gagner un point, il faut faire tomber la pièce dans le cercle du joueur adverse. Ce jeu qui était pratiqué dans les rues avait presque disparu, à cause de la prédominance de la voiture dans l'espace public, avant de revenir et d'être popularisé à nouveau grâce à des passionnés.

Dans cette région, le jeu de la **Mourra** est encore pratiqué. C'est un jeu d'annonce, de déduction et de rapidité. Les deux partenaires se tiennent face à face, le poing fermé en avant. Chaque joueur doit, en même temps que son adversaire, ouvrir spontanément sa main droite (ou gauche) et lever autant de doigts qu'il le désire, tout en énonçant un nombre de 0 à 10. Le point est remporté lorsque le total des doigts montrés par les deux joueurs est égal au chiffre annoncé.

Enfin, voici quelques autres jeux provenant de la mémoire des lecteurs et des lectrices : des jeux d'équilibre, des jeux de parcours, des jeux d'observation de la nature, des jeux de collecte, de sculpture sur bois vert avec un couteau, des jeux de pliage de papier journal ou encore des jeux de plateau traditionnels venus d'ailleurs (le shou dou qi, le jeu de go, le parcheesi...).

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive
42 rue Hoche, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net

En partenariat avec :



Le théâtre qui rendait l'écologie populaire

Il y a le père, la mère et leur fille. La famille vit en banlieue parisienne, dans une barre HLM. Une rencontre avec un paysan sans terre du Bangladesh lui fait prendre conscience de la nécessité d'une transition écologique. *"Alors, qu'est-ce qu'on fait ?"*, se demandent souvent ces trois protagonistes. Parce que c'est bien beau les discours sur le *"facteur 4"*, *"l'empreinte écologique"*, *"la reconversion énergétique"*, mais comment fait-on dans la vie de tous les jours pour être exemplaire avec les moyens du bord, en matière de logement, de transport et de consommation ? L'alimentation, par exemple. Ils ont pigé le coup des fruits et légumes de saison. Mais, *"il vaut mieux prendre des carottes bio de Hollande ou des pas bio de France ?"*. Le mieux, c'est certainement le panier Amap de leur copine Clara qui fait la maligne avec son rutabaga. Mais pour eux c'est foutu, la demande est saturée. A défaut de maraîchers de proximité, ils ont planté leurs poireaux au pied de leur immeuble. Problème, les agents des espaces verts débarquent, pas vraiment d'accord, vu qu'ici, la mairie a prévu des bégonias.

D.R.

La scène est burlesque, les dialogues enlevés. Mais, sur scène, la famille manque d'arguments pour défendre son potager sauvage. Le spectacle "ça va chauffer" se poursuit. On y suit cette famille, mais pas seulement. L'écologie, c'est aussi l'affaire des politiques, des entreprises, des banques, des ONG… Eux aussi ont leur place dans cet enchevêtrement de tableaux qui se superposent, se télescopent et se répondent, comme autant de niveaux de lecture de la question écologique. Le spectacle dure une heure, mais à la fin ce n'est pas fini. C'est même là que ça commence, ou plus exactement, que ça recommence. Et c'est toute la particularité du théâtre-forum, un théâtre à commettre ensemble avec des spectateurs qui viennent prendre la place des acteurs. *"On a choisi trois séquences. On va vous demander de venir jouer un personnage pour essayer de faire bouger les choses,* détaille au micro Fabienne Brugel, à la tête de la compagnie Naje. *On ne juge pas les propositions, on ne sait pas lesquelles pourraient nous servir dans la vraie vie. Parce que le théâtre tel qu'on le fait nous, on essaie que ça soit un lieu d'entraînement pour demain."*

Parmi les scènes préposées au replay, celle des légumes dans l'espace public. Une spectatrice s'avance, prête à donner la réplique aux agents des espaces verts. Ce soir du 24 janvier, salle Jean Dame, dans le 2e arrondissement de Paris, la magie du théâtre forum a encore opéré. Ensemble, les spectateurs ont ouvert le champ des possibles. Ils sont montés sur scène avec leurs envies et mis en partage leurs utopies. *"Le théâtre-forum nous donne cette possibilité d'y aller, de dire ce que l'on a à dire, de proposer, d'essayer, de réfléchir ensemble pour chercher des solutions"*, réagit Julie Brossard, une spectatrice sortie enchantée de cette soirée organisée par les comités Attac d'Ile-de-France. Au vu des interventions, le public était plutôt du genre averti. Mais ce n'est pas toujours le cas. *"C'est un spectacle tout public. D'ailleurs, on s'est vachement pris le chou, l'écologie, c'est quand même super compliqué,* explique Fabienne Brugel, qui a monté ce spectacle il y a quatre ans. *On voulait vulgariser, que ça soit pédagogique, mais on ne voulait surtout pas trop simplifier."* Une forme de démocratisation des savoirs d'autant plus importante que, pour Fabienne Brugel, l'enjeu, c'est aussi d'impliquer les classes populaires sur la question écologique. *"Ça, c'est un réel défi"*.

Pascale Solana,
pour *www.reporterre.net*

♦ **Naje (Nous n'abandonnerons jamais l'espoir),** 16, rue des Coquelicots, 92160 Antony, www.naje.asso.fr

Alternatives



D.R.

Repair cafés

Des cafés où l'on vient pour réparer des objets cassés ? Le concept a été lancé en 2009 par la journaliste Martine Postma aux Pays-Bas. On peut s'y rendre pour apprendre des trucs et astuces pour faire durer les objets et aller contre leur "obsolescence programmée". On peut y apprendre comment les réparer et découvrir que souvent c'est moins dur qu'on ne l'imagine. Dans le premier café ouvert à Amsterdam, le taux de réparation dépasse 70 %. De nombreux retraités, techniciens ou bricoleurs, aident les personnes dans leurs démarches. Et plus qu'une simple réparation, les "cafés" deviennent des lieux de rencontres conviviales intergénérationnels. En cinq ans, plus de 200 cafés repair ont ouvert aux Pays-Bas et maintenant le mouvement s'étend à d'autres pays : il y en a une cinquantaine en Allemagne, d'autres en Belgique, au Danemark, aux Etats-Unis, en Autriche et cela commence à arriver en France :

- ♦ *Court-circuit café, 4, rue Vernier, 06000 Nice, repaircafenice@gmail.com*
- ♦ *Repair café, centre international, 190, rue Frédéric-Mistral, 06560 Valbonne, tél : 06 15 27 81 10 (Philippe Caner)*
- ♦ *Repair café, salle Croix-Rouge, route de Grasse, 06600 Antibes, même tél et courriel que le précédent.*
- ♦ *Repair café, c/o club informatique Andernos Nord Bassin, 52, avenue des Colonies, 33510 Andernos-les-Bains, tél : 06 24 86 10 31 (Jean-Robert Bos), jrb.andernos@gamil.com*
- ♦ *Repair café, maison pour tous, 92, chemin de Savardin, 38330 Montbonnot-Saint-Martin, reparerensemble@orange.fr*
- ♦ *Repair café, maison des solidarités, sale Pistache, 38, rue de la Gare, 38120 Saint-Egrève, tél : 07 81 71 44 94, contact@repaircafesaint-egreve.fr*
- ♦ *Repair café 51, marché d'Epernay, 51200 Epernay, tél : 06 78 39 42 40, repaircafe51@gmail.com*
- ♦ *Repair café, 53, rue Riquet, 75019 Paris, repaircafeparis@gmail.com*
- ♦ *Repair café, rue des Pivoines, 77176 Nandy, repaircafe.senartmelun@laposte.net (Alice Ponroy)*
- ♦ *Repair café, 1, parvis de la Défense, 92400 Courbevoie, annesophie.leibenguth@pikpik.org*
- ♦ *Repair café, 11, boulevard d'Achères, 92700 Colombes, tél : 07 81 69 41 71.*
- ♦ *Repair café, 42, avenue Edouard-Vaillant, 93500 Pantin, Mariam Soumare: 07 71 07 64 13, mariamsoumare@gmail.com*
- ♦ *Repair café, 1, place du Cœur-Battant, 95490 Vauréal, tél : 06 88 06 85 18 (Koffi Hukporti), repaircafevaldoise@gmail.com*

Pour les autres pays voir : *http://repaircafe.org*

» Ain

Adopte une cocotte

L'association Hélianthe a lancé l'opération "adopte une cocotte" pour favoriser le "compostage" des déchets ménagers. L'association offre ainsi deux poules à une centaine de familles volontaires qui s'engagent ensuite pendant trois mois à peser la quantité de déchets qui ne finit plus à la poubelle. Pour participer, il ne faut pas avoir déjà des poules, disposer d'un jardin suffisamment vaste, avoir l'autorisation de la copropriété, investir dans un enclos et un poulailler. Les "cocottes" bénéficient d'une subvention du département dans le cadre de son plan départemental de prévention des déchets. *Hélianthe, 102, boulevard Edouard-Herriot, BP88405, 01008 Bourg-en-Bresse, tél : 04 74 45 16 46, http://adopteunecocotte.com*





Alternatives

» Chronique : On passe à l'acte !

Fruimalin : j'ai décidé de créer des emplois en valorisant les fruits non cueillis

En 2007, Thierry Deiller a décidé de créer Fruimalin. Depuis, grâce à cette initiative, il a collecté des tonnes de fruits encore en état, qu'il trie et redistribue gratuitement dans les milieux caritatifs. Et pour aller jusqu'au bout de l' "anti-gaspi", les fruits abîmés sont recyclés en jus, compotes ou confitures. Quand on sait qu'un arbre peut produire 100 kg alors qu'une famille ne mange que 19 kg par an, c'est plus qu'utile de mettre en place ce ramassage.

Concrètement, Thierry Deiller s'entoure de nombreux bénévoles pour aller ramasser les fruits non cueillis dans les espaces publics et auprès de propriétaires qui n'ont plus le temps ou sont trop âgés pour s'en occuper. Bien souvent, les arbres deviennent des ornements laissés à l'abandon et pas toujours bien accessibles pour les cueilleurs. L'équipe de Fruimalin est là pour éviter la perte de ces fruits ! Après la récolte, les fruits sont triés, lavés dans les locaux, puis transportés auprès d'associations caritatives ou transformés par l'association. Mais Thierry s'applique aussi à sensibiliser les plus jeunes sur la valeur des ces ressources en organisant des ateliers : Fruimalin pour P'tits malins, des fanes de radis au pissenlit ! Rien ne se jette…

À travers cette démarche, il souhaite aussi inciter les gens du village à porter un regard différent sur les autres et sur leur environnement. Il travaille à créer du lien et un équilibre entre ceux qui ont trop et ceux qui n'ont pas assez. L'objectif est également d'impliquer les personnes dans le besoin et de les rendre plus acteurs et moins passifs : échanger plutôt que d'assister, *"donner la canne à pêche plutôt que le poisson"* et trouver des solutions plutôt que d'être régi par la peur d'un avenir incertain et parfois inquiétant. Alors, en toute logique, l'association organise des veillées tous les 15 jours et va bien bientôt fêter la 50e ! C'est pour cela que Thierry a mis en place Fruimalin afin d'expérimenter des solutions, les observer, voir si elles fonctionnent et une fois pérennisées les développer en réseau.

Aujourd'hui Fruimalin est un concept abouti, un emploi a pu être créé et l'objectif est de multiplier les unités Fruimalin : un Fruimalin/un emploi franc. Deux autres unités Fruimalin sont en cours de création pour 2014.

Pour finir, Thierry Deiller cherche à modifier notre rapport au temps, à avoir le geste "juste" qui lui permet de se sentir plus solide, avec l'objectif de s'améliorer sans cesse et de bien faire les choses qu'il entreprend. *"Le monde est ce qu'on en fait. Ce qu'on en perçoit n'est pas le monde tel qu'il est mais la relation que l'on a, ou que l'on veut bien avoir, avec ce monde"*. A nous d'actualiser cette perception pour tendre vers un monde meilleur, en être responsable chacun à son niveau, et avoir comme seuls ingrédients la valorisation, la solidarité et le partage.



D.R.

Thierry Deiller

Christine Chabaud
pour *On passe à l'acte. www.onpassealacte.fr*

♦ **Association Relais Planète Solidaire/Fruimalin,** 17, rue Blériot, 2100 Dijon, tél : 03 80 74 01 27, http://relais-planete-solidaire.org/fruimalin.html
(Prix Bourgogne 2009 de l'économie sociale et solidaire)



Nord/Sud

Manifestation anticoloniale interdite

Étonnement pour les organisateurs de la Semaine anticoloniale, la manifestation de clôture, prévue le 1er mars a été interdite par Manuel Valls, la veille, au prétexte qu'il pourrait y avoir "des casseurs". C'était donc une semaine après la manifestation à Nantes contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Voilà une méthode qu'elle est bonne ! Dorénavant toute manifestation de rue sera interdite puisque le risque de "casseurs" existera toujours. Environ 800 personnes se sont quand même rassemblées place de la République, immédiatement encerclées par les CRS. Il n'y a pas eu d'incident.

» Commerce équitable

Max Havelaar dérive toujours plus



La marque *Max Havelaar* n'est pas une référence en matière de commerce éthique : elle ne s'intéresse qu'à une toute petite partie de la chaîne de fabrication des produits qu'elle certifie, se moque bien des modes de transformation, de transport et de distribution.
Elle a permis aux supermarchés de s'emparer du concept, lesquels se sont ensuite dépêché de développer leurs propres filières.
Comme *Max Havelaar* perd de sa visibilité, elle a eu l'idée de lancer un nouveau concept : son logo peut être apposé sur un produit si au moins un des constituants est issu du commerce équitable ! *Max Havelaar* avait déjà renoncé à assurer la traçabilité des produits, se contentant d'un contrôle administratif. Elle avait aussi renoncé à se fournir seulement auprès de coopératives.
Artisans du Monde et d'autres ONG qui essaient de maintenir à flot le concept du "commerce équitable" ont dénoncé cette nouvelle dérive qui n'a pour cause qu'une stratégie commerciale : la marque Max Havelaar sollicite de nouveaux clients au sein des multinationales qui peuvent trouver un intérêt à mettre un tel logo sur leurs produits. Un logo pour gogos.



» Chronique : Le nucléaire, ça boum !

Le Parlement européen contre les armes nucléaires


D. R.

Le parlement européen a pris des positions très avant-gardistes entre 2005 et 2010 en préparation de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) de 2010. Peut-on attendre d'autres prises de position importantes des députés européens avant la Conférence de mai 2015 ?

En mars 2005, le Parlement a voté une délibération pour demander une Convention d'élimination des armes nucléaires, malgré l'opposition forte de la France et du Royaume-Uni. Cette délibération mentionne son soutien à la campagne du Maire d'Hiroshima (1) et exige des dates et des étapes d'élimination des armes nucléaires avant 2020. De plus, elle demande que l'UE participe en tant que telle à la Conférence du TNP (ce qu'elle ne faisait pas, laissant participer uniquement les états membres) et fasse une proposition au nom de l'UE.

En mars 2007 nouvelle demande de façon plus insistante : *"Le Parlement de l'UE insiste pour que le Conseil et la Commission participent activement aux discussions de la Conférence du TNP pour faire une contribution coordonnée, substantielle et visible pour des décisions positives de la Conférence de 2010"*. La demande précise qu'il soit décidé *"d'étapes d'élimination d'armes nucléaires (...) en vue d'un monde libéré des armes nucléaires"*. On ne peut pas souhaiter mieux ! Cette délibération sera effectivement suivie par la participation de l'UE en tant que telle.

Enfin en 2009, pour la dernière étape avant la Conférence d'examen de 2010, le Parlement européen insiste à nouveau sur son soutien à la Convention d'élimination proposée par le Costa Rica et la Malaisie et son soutien au protocole d'élimination de l'association "Maire pour la paix" du maire d'Hiroshima. Pour la première fois le Parlement demande qu'il soit *"ouvert un dialogue avec les états nucléaires d'Europe, et avec l'OTAN, pour réaliser une zone exempte d'arme nucléaire sur le continent européen"*. Et ceci avant 2020 ! Inutile de dire comment la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont apprécié !

Depuis ces dates, aucune nouvelle délibération n'a été votée sur le sujet de l'élimination des armes nucléaires. Il est vrai qu'il était difficile de faire mieux. Depuis 2013, c'est possible : en soutenant le projet de traité d'interdiction des armes nucléaires soutenu par les 3/4 des états lors des Conférences sur "les effets catastrophiques d'une frappe nucléaire". Ces conférences ont été organisées par la Norvège (février 2013) et le Mexique (février 2014). La prochaine sera organisée par l'Autriche en décembre de cette année.

Un traité d'interdiction serait un progrès considérable de pression diplomatique sur les états nucléaires qui se trouveraient dans la situation de délinquants internationaux si ils en refusaient l'application chez eux. Le Parlement européen devrait prévoir une telle délibération dès son entrée en fonction car la prochaine Conférence d'examen du TNP a lieu en mai 2015 et doit décider pour les cinq ans qui suivent des étapes vers le désarmement nucléaire, étapes que les états nucléaires ne veulent pas considérer.

Nous devons accentuer la pression européenne sur la France et le Royaume-Uni, les deux seuls pays dotés de la bombe atomique sur 28 Etats européens. Avec les élections du mois de juin 2014, nous avons l'occasion d'en parler aux candidats. Qu'on se le dise !

Dominique Lalanne
Physicien nucléaire retraité,
co-président de Armes nucléaires STOP
do.lalanne@wanadoo.fr

(1) Maires pour la paix, AFCDRP, Hôtel de Ville, place du 11 novembre, 92243 Malakoff Cedex, www.afcdrp.com.

» Poitiers

Chorale non-violente

L'association poitevine *Chœurs en spectacle* réalise un projet artistique et militant nommé "Mahatma. Dire et chanter NON à la violence", pour donner voix à la non-violence dans les pas de Gandhi. La performance comprend un répertoire varié et mondial de chants (Ferrat, Perret, Theodorakis, Seeger…) et de textes parlés de Césaire, Prévert, Neruda, Jaurès, Gandhi, Luther King, Ziad Medoukh… En évoquant le désordre global, les résistances, les exils, l'action non-violente et "l'enchantement".
Contact : *Odile Branciard, tél. : 05 49 55 19 01, odile.branciard@orange.fr*

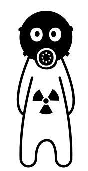
Nouvelles armes nucléaires, nouvelle course aux armements ?

Selon un expert de la Fédération des scientifiques américains, Hans Kristensen, il y avait, fin 2013, 183 missiles nucléaires étatsuniens déployés en Europe. Ils sont répartis entre l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, la Turquie et les Pays-Bas. Comme les traités actuels sur les armes nucléaires interdisent en principe leur "remplacement", l'armée US annonce une "prolongation de la durée de vie" de ces missiles… mais selon l'expert, il s'agit bien en fait de remplacer les quatre modèles actuels de missiles par un nouveau, le B61-12 qui dispose d'un meilleur guidage et sera donc plus précis. Selon lui, le remplacement doit se faire à partir de 2020 et le coût de ces missiles serait de 100 millions de dollars par an.


Alexei Danishev

Missile russe Iskander

Par ailleurs, les préparatifs de l'OTAN pour installer en Europe un "bouclier anti-missile" ont provoqué une réaction : la Russie a annoncé avoir installé mi-décembre 2013 des missiles *Iskander* à capacité nucléaire dans l'enclave russe de Kaliningrad (entre la Pologne et les Etats Baltes). Washington affirme que le bouclier est censé protéger l'Europe des missiles du Moyen-Orient, mais les Russes y voient un avantage stratégique en cas de conflit Est-Ouest. La Russie dénonce la probable installation en Pologne et Roumanie de missiles SM-3 par l'OTAN. Contrairement à ce qu'affirme le Pentagone, cette stratégie ne rend pas forcément l'Europe "plus sûre" ! Et c'était avant la crise en Ukraine.



Nucléaire

» Catastrophe de Fukushima

Le grand écart


Cour d'école réaménagée à l'intérieur dans la région de Fulushima

Depuis mai 2013, le gouvernement a chargé sept agences de la région de Fukushima de favoriser le retour des habitants dans les villages évacués. 10 mois après, on apprend qu'elles ont aidé au retour de... 18 personnes.

Pour la rentrée scolaire 2014 (qui se fait en avril), le nombre d'inscrits dans la province de Fukushima est en baisse de 80 % depuis 2011.

En dépit de ces faits, la décision d'ouvrir les écoles dans les communes où le retour est jugé possible par les autorités a été maintenue. A Iwaki, on est passé de 551 enfants inscrits avant l'accident à 4 aujourd'hui. A Namié, sur 1930 enfants on en retrouvera 58. A Miharu, il n'y a aucun inscrit en cours préparatoire. Non seulement les gens ne veulent pas revenir, mais, sur place, la natalité a chuté. Il faut dire que la vie dans cette région est particulièrement difficile !

Un reportage de l'agence *Reuters* indique qu'à Koriyama, à 50 km des réacteurs, les enfants de moins de trois ans ne doivent pas être dehors plus de 15 minutes par jour, ceux de 3 à 5 ans, pas plus d'une demi-heure. Les autorités estiment qu'il est possible, en faisant attention, de rester au-dessous des limites fixées pour la radioactivité.

Mais qui mesure la radioactivité ?

Selon le *Japan Times* il y a, dans la province de Fukushima, 530 appareils de mesure de la radioactivité mis à la disposition du public pour vérifier la dose présente dans la nourriture. Pour plus de 2 millions de personnes !

Les habitants du district de Miyakoji, où il sera possible de revenir en avril 2014, estiment que le niveau de décontamination est insuffisant et que les services sur place ne seront pas assurés (manque de commerces et de personnel médical). En dépit de la mise en place d'une prime de 3200 € destinée à combler cette carence, incitant les aides-soignants à venir travailler dans la province de Fukushima, trois postes sur quatre ne trouvent pas preneur.

Pourquoi cette précipitation ? Le gouvernement veut faire croire à tout prix à un retour à la normale, mais les faits sont têtus ! Et les annonces loin des réalités. Par exemple, alors que 48 réacteurs à l'arrêt sont théoriquement susceptibles de redémarrer, des autorisations n'ont été demandées que pour 17. Les autres nécessitent des mises aux nouvelles normes trop coûteuses, ou bien — situés sur une ligne de faille — ils ne redémarreront jamais. Sur ces 17 réacteurs, le gouvernement essaie de convaincre d'en démarrer rapidement au moins 2 : ceux de la centrale de Sendaï (province de Kagoshima).

Dans un entretien accordé au journal *La Croix*, le prix Nobel de littérature, Ôé Kenzaburô explique que les candidats pro-nucléaires ont été élus par les vieux, traditionnellement conservateurs, alors que la majorité des jeunes n'a plus aucune confiance dans le gouvernement. Cela se traduit par une désaffection des votes et un refus de se réinstaller dans les zones soi-disant hors de danger.

Monique Douillet

Une version chronologique plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net

EPR

♦ **Finlande : rien ne va plus !** Le conflit entre Areva et l'électricien TVO pour savoir qui doit payer les surcoûts a atteint un sommet : début mars, le chantier a été arrêté, chacun refusant de poursuivre ses engagements. Areva a licencié une partie du personnel dont 50 contremaîtres, ce qui laisse supposer un enlisement du dossier et des procédures juridiques. Alors que le réacteur devait fonctionner en 2009, il ne devrait pas être maintenant mis en marche avant… 2018 ! De quatre ans pour la construction, on est donc déjà passé à 13 ans ! Il va de soi que si l'électricien avait commandé la construction de parcs éoliens, les chantiers de ceux-ci seraient finis depuis longtemps.

♦ **EPR chinois, de plus en plus de retard…** Alors qu'ils devaient fonctionner en 2013, sans connaître les retards des réacteurs français et finlandais, rien ne semble plus aller sur le chantier de Tanshan (Chine). Alors qu'en début d'année, un premier retard était officialisé et le démarrage reporté fin 2014, lors de la visite du président Chinois à Paris, le 25 mars 2014, il a été question d'un démarrage en 2015.

» France

Sortir du nucléaire progressivement ?

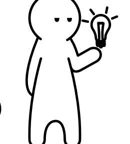
Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat au sein du ministère de l'Energie, a affirmé le 25 mars 2014 que l'objectif de descendre de 75 % à 50 % de nucléaire dans la production électrique française d'ici 2025 pouvait signifier de fermer progressivement une vingtaine de réacteurs. Ceci se ferait dans le cadre d'une augmentation très modérée de la consommation électrique du fait de la recherche d'une meilleure efficacité énergétique. Et ceci dans un cadre plus général où la consommation d'énergie totale continuerait elle à être en légère baisse. Il ne croit donc pas à l'hypothèse du directeur d'EDF qui, lui, prédit une forte hausse du recours à l'électricité. L'hypothèse de Laurent Michel s'appuie notamment sur un abandon du chauffage électrique dans les nouveaux bâtiments basse consommation.

» Allemagne

Sortie du nucléaire plus vite que prévue ?

Le 28 mars 2013, l'électricien E.on a demandé au gouvernement l'autorisation d'arrêter le réacteur de Grafenrheinfeld d'ici mai 2015 (au lieu de décembre 2015). Raison invoquée : la concurrence des renouvelables rend cette centrale non rentable. Le prix de production de l'électricité est en baisse constante en Europe depuis 2008 du fait de la surproduction provoquée par l'installation de nouvelles sources de production renouvelables. C'est la première demande pour une centrale nucléaire, mais l'Agence fédérale de régulation des réseaux indique que c'est la 40e demande depuis 2011, les autres portant sur des centrales thermiques au charbon et au gaz. Entre 2000 et 2013, en quatre ans, la production électrique allemande a augmenté de 9 %, celle provenant des énergies renouvelables de 288 %, celle provenant du charbon et de la lignite a baissé de 2 %, celle provenant du nucléaire a baissé de 43 %. Comme quoi, avec la volonté politique, c'est possible.


Centrale de Grafenrheinfeld



L'éolien et le solaire bloqués administrativement

La France connaît le parcours administratif le plus compliqué possible pour l'installation de nouvelles éoliennes. Tant et si bien que les investisseurs se désengagent : si en 2010, plus de 1200 MW* ont été raccordés au réseau, cela a chuté à 800 MW en 2012, moins de 600 MW en 2013 et 5862 MW sont en attente d'autorisation.

Pour le solaire photovoltaïque, la tendance est la même : le nombre de MW installé est en baisse depuis 2011 : on est passé de 1700 MW, cette année-là, à 613 MW en 2013. 2772 MW sont en attente d'autorisation.

Il faut bien comprendre que la consommation électrique étant en légère baisse depuis 2008, ces nouvelles installations n'ont de sens que si elles remplacent d'autres modes de production. Or, tout est fait pour protéger le nucléaire ! Que ce soit par le gouvernement Sarkozy hier ou Hollande aujourd'hui.

(*Ndlc : Symbole international du mégawatt. 1 MW = 1 million de watts).

Gaz de schiste

♦ **Etats-Unis : concurrence pour le charbon.** Du fait de l'exploitation des gaz de schiste, le gaz naturel est passé de 16 % de la production d'électricité nationale en 2000 à 30 % en 2012. L'Agence internationale de l'énergie pensait que cela se ferait au détriment des énergies renouvelables (12 % de l'électricité en 2012), mais dans les faits, cela fait surtout de la concurrence aux centrales au charbon : le gaz s'avérant le complément idéal pour compléter les fluctuations de la production éolienne ou solaire.

♦ **Europe : pas de miracle à attendre.** L'Union européenne a commandé un rapport à la Commission de recherche de la Commission européenne concernant les perspectives des gaz de schiste. Un rapport a été rendu public le 7 février 2014. Dans la partie concernant les impacts de l'exploitation des gaz de schiste, le rapport souligne que cela pourrait artificialiser 2 à 4 % des surfaces et que cela pourrait consommer jusqu'à 1 % des capacités en eau. Le rapport rappelle que les estimations des réserves de gaz sont à prendre avec prudence, que seules les hypothèses optimistes permettent de penser que cela peut avoir un effet sur la consommation actuelle de l'énergie, qu'aucun pays ne sera en mesure d'être exportateur de gaz, donc que cela n'aura qu'un effet modeste sur les prix au niveau international, que dans les meilleurs scénarios, on ne fait que compenser le déclin actuel du gaz naturel et que l'Europe resterait dépendante vis-à-vis des exportations de gaz à hauteur d'au moins 60 %.

» Photovoltaïques

♦ **Le solaire moins cher que le nucléaire.** Le prix de l'électricité produit par les panneaux photovoltaïques ne cesse de baisser. Le 25 mars 2014, la société de distribution *Austin Energy* a annoncé avoir passé un contrat de 25 ans avec *Sun Edison* pour une fourniture d'électricité solaire à seulement 5 cents le kWh (3,6 centimes d'euros). *Austin Energy* fournit de l'électricité à plus d'un million de personnes. *Sun Edison* dispose de vastes parcs solaires installés sur des surfaces très ensoleillées. *Sun Edison* perçoit une aide à l'investissement de l'Etat du Texas de 3 cents par kWh (2,2 c€) ce qui met le kWh solaire tout compris à 5,8 centimes d'euros… à comparer au prix demandé par EDF pour la construction de ses EPR en Grande-Bretagne : 10,9 centimes d'euros. Le solaire est donc déjà deux fois moins cher et cela baisse à toute vitesse !

♦ **La Deutsche Bank prédit une nouvelle ruée vers l'or !** En janvier 2014, les analystes de la banque ont publié un rapport prédisant une envolée extrêmement rapide du recours aux photopiles. Il y a déjà 19 pays où les photopiles se développent sans aucune aide publique (dont Chine, États-Unis, Japon, Mexique, Afrique du Sud, Italie, Espagne…). Le développement devrait s'accélérer même si les prix pourraient ne plus baisser aussi vite du fait de la raréfaction de certains matériaux.

» Isère

Dérives solaires à Saint-Martin d'Hères

Un collectif citoyen "Les unités solaires" s'est mis en place à Saint-Martin d'Hères pour "promouvoir la cuisson solaire". 90 personnes se sont investies dans ce projet. Alors que les fours solaires peuvent se réaliser en autoconstruction pour quelques dizaines d'euros (Silence a diffusé des plans de fours et cuiseurs pendant des années à ce sujet, ces plans sont maintenant en libre accès sur internet. Voir par exemple : *www.impi.ch*), le projet est à présent parti dans les dérives technologiques : au lieu que le four soit orienté par la personne qui fait la cuisine, il y aura un dispositif électronique de suivi de la course du soleil. Alors qu'il est possible de mettre un four sur son balcon, là, des bâtiments spéciaux conçus par des designers feront des "écrins" aux fours. Conclusion : à l'arrivée, pour la construction de 2 fours solaires, on atteint un budget de 74 000 €. On voudrait montrer que cette technique est hors de prix qu'on ne s'y prendrait pas mieux ! Et c'est financé à l'aide de différentes subventions et appels de fonds auprès du public. Avec la même somme, on aurait pu organiser des ateliers pour fabriquer des centaines de cuiseurs dans le quartier et rendre les gens autonomes au lieu de les rendre prisonniers d'une technique !

LUS, MJC Pont du Sonnant, 163, avenue Ambroise-Croizat, 38400 Saint-Martin-d'Hères, www.mjc-pontdusonnant.net

Eoliennes

♦ **Espagne : Fort développement éolien.** Alors qu'en France, fin 2012, seules les régions Champagne-Ardenne et Picardie dépassent les 1000 MW éoliens, en Espagne, c'est le cas de neuf régions. La Galicie arrive en tête avec 8467 MW, suivie de la Castille-Leon avec 8041 MW.

♦ **Durée de vie et recyclage des éoliennes ?** Fin 2013, on comptait 240 000 éoliennes productrices d'électricité dans le monde pour une puissance de 300 000 MW. Les plus pessimistes estimaient que les éoliennes perdraient un tiers de leur puissance au bout de dix ans. Une étude réalisée en Grande-Bretagne en 2013 et portant sur 500 sites conclut que les éoliennes peuvent durer au moins 25 ans. Dans le monde, nombre d'éoliennes ont déjà été arrêtées, notamment aux Etats-Unis (plus de 2500)… mais ce sont des considérations économiques et non techniques qui ont prévalu : elles ont été enlevées pour être remplacées par des éoliennes plus puissantes. Le démantèlement des éoliennes est inclus dans l'autorisation de construction : l'exploitant doit démonter les différents éléments. Le pied de l'éolienne est en béton. Le rotor comprend de nombreux matériaux (métaux, plastiques) et certains composants électriques peuvent être réutilisés (durée de vie supérieure au reste de l'installation). Les pales anciennes étaient en bois puis en fibres de verre, actuellement en fibre de carbone.
Une éolienne Vestas de 1,5 MW est composée de 89 % d'acier, 5,6 % de fibre de verre, 1,6 % de cuivre, 1,3 % de béton, 1,1 % de colle, 0,8 % d'aluminium. L'acier, le cuivre et l'aluminium sont recyclables à 90 %. La fibre de verre et les plastiques ne sont pas recyclables. Le béton concassé peut être réutilisé. La fibre de carbone des pales d'éoliennes récentes ne dispose pas pour le moment de filière de recyclage et reste un problème pour le futur.



D.R.

Installation d'une pale d'éolienne

♦ **Éolien, les prix vont baisser.** Réunis à Barcelone, le 10 mars 2014, les industriels européens du secteur éolien ont débattu des avancées techniques attendues. Ils ont estimé que d'ici 2030, le prix de revient de l'électricité devrait baisser d'au moins 20 % pour les parcs terrestres et de 50 % pour les parcs en mer. Cette baisse du prix passe par la forme des éoliennes, un meilleur couplage avec les variations climatiques, une meilleure gestion du réseau électrique, une logique de gigantisme industriel… et un environnement administratif stable.

Femmes, hommes, etc.

» Violences

Les chiffres qui font peur !

L'Agence européenne des droits fondamentaux a réalisé une enquête sur les violences faites aux femmes auprès de 42 000 femmes des 29 Etats-membres de l'Union européenne. Les résultats sont terrifiants :
• une sur 10 a subi une violence sexuelle après l'âge de 15 ans,
• une sur 20 a été violée après l'âge de 15 ans.
• une sur 5 a subi des violences physiques et/ou sexuelles par un partenaire actuel ou passé
• une sur 10 indique avoir, avant l'âge de 15 ans, subi une violence sexuelle perpétrée par un adulte, dans 97 % des cas il s'agit d'un homme.
Seuls 14 % de ces faits ont été signalés à la police. Et sur ces derniers, seuls 10 % (soit 1,4 % du total) ont donné lieu à une condamnation en justice. L'impunité reste donc la règle.

Déjà 10 ans d'interdiction du voile

C'est le 15 mars 2004 qu'a été adoptée la loi "sur les signes religieux dans les écoles publiques" qui visait de fait à interdire le voile islamique — mais aussi, bien souvent, les bandanas de substitution — dans les collèges et lycées. Depuis, il y a eu l'"affaire Baby-loup" en 2008, la loi de 2010 interdisant le port du voile intégral dans l'espace public, la circulaire Chatel de 2011 interdisant aux mères voilées d'accompagner les enfants dans les sorties scolaires, et début 2013 la proposition de loi visant à l'interdiction du voile pour les employé-e-s des établissements privés de la petite enfance, ainsi que pour les nounous travaillant à domicile. Sans oublier les évocations de lois éventuelles réglementant le port du voile en entreprise ou interdisant le port du voile à l'université. Tout cela, bien sûr, pour "libérer" et augmenter la liberté des femmes qui portent le voile, c'est évident.

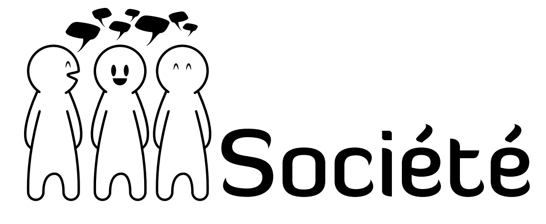
D.R.

Toute une partie de la gauche soutient ces lois en raison d'une certaine conception de la laïcité. Parallèlement les agressions contre des femmes voilées ont explosé, elles représentent 94% des agressions islamophobes recensées (voir *Silence* n° 416 p.40). Ces lois qui empêchent les femmes voilées d'étudier, de travailler et de sortir avec l'école libèrent-elles ces femmes ou les oppriment-elles ?

Et si on prenait la peine d'écouter ces dernières, pour une fois ? Dans le livre de Ismahane Chouder, Malika Latrèche et Pierre Tévanian *Les filles voilées parlent* (La fabrique, 2008), on peut lire : "Injurier, violenter, punir une femme sous prétexte qu'elle ne porte pas le voile, et injurier, violenter, punir une femme sous prétexte qu'elle le porte, c'est une seule et même violence. Lutter contre le voile obligatoire et contre le dévoilement obligatoire, pour le droit d'aller tête nue et pour le droit de se couvrir, c'est un seul et même combat : le combat pour la liberté de choix, et précisément pour le droit de chaque femme à disposer de son corps" (p.327). Le Collectif féministe pour l'égalité a lancé une pétition pour demander l'abrogation de la loi anti-voile du 15 mars 2004, sur *www.cfpe2004.fr*. Dans plusieurs villes de France, des manifestations ont été organisées le 15 mars 2014 pour dénoncer cette loi et l'islamophobie. À Lyon, entre 500 et 1000 personnes défilaient à l'appel de la villes de France, des manifestations ont été organisées le 15 mars 2014 pour Coordination contre le racisme et l'islamophobie et des Etudiants musulmans de France notamment. GG.

Parité au gouvernement ?

Si une parité est à peu près respectée au niveau de l'attribution des postes de ministres, il n'en est pas de même aux niveaux de pouvoir situés juste en-dessous. Dans le gouvernement Ayrault, les membres des cabinets étaient 369 hommes pour 199 femmes (35 %). Au niveau des directeurs de cabinet, on comptait 33 hommes pour 5 femmes (13,2 %). Pour les directeurs adjoints, c'étaient 37 hommes et 12 femmes (24,5 %), pour les chefs de service et leurs adjoints, 59 hommes et 21 femmes (26,2 %), pour les conseillers techniques, 240 hommes et 161 femmes (40,2 %). Pour le personnel, on avait 1136 hommes pour 1248 femmes (52,3 %), mais parce que cela inclut l'administration et le secrétariat où l'on avait 216 hommes pour 1108 femmes (83,7 %). Les chauffeurs étaient des hommes à 97,9 %, la protection des ministres était assurée à 93,8 % par des hommes, la sécurité des bâtiments à 81,5 % par des hommes et même la restauration à 78,3 % par des hommes.
À noter de grandes inégalités selon les ministères. Quand une femme est ministre, la proportion de femmes dans le ministère augmente. Le seul ministère dirigé par un homme et respectant la parité était celui de Pascal Canfin (EELV). Le seul autre égalitaire était dirigé par une femme : Aurélie Filippetti. Les ministères les plus inégalitaires étaient ceux des Affaires étrangères (Fabius), des relations avec le Parlement (Vidalles), de la Défense (Le Drian), de l'Outre-Mer (Lurel) et en queue de peloton, du Redressement productif (Montebourg). (*Aujourd'hui*, 8 mars 2014)



Société

Handicapés au chômage

Environ 2 millions de personnes en France, entre 18 et 65 ans, ont le statut d'handicapé. Et 21 % d'entre elles sont au chômage, soit plus du double que le pourcentage dans la population totale. Il existe bien des emplois protégés, des incitations fiscales et des obligations d'embauche pour les grandes entreprises, mais manifestement, cela est insuffisant. Enfin, quand les handicapés ont un emploi, la rémunération reste en moyenne très faible.



D.R.

Le camion de l'artiste JR spécialisé dans le tirage de portraits géants

Pas de pub au Panthéon

Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux, a annoncé le 30 janvier 2014 qu'il avait interdit de déployer de la publicité sur la bâche qui va masquer le Panthéon pendant 18 mois pour des travaux de rénovation du bâtiment. Et ceci alors que les publicitaires proposaient des sommes allant de 500 000 à 1 million d'euros. Un accord a été trouvé avec un mécène privé pour financer une installation de l'artiste JR. Extrait de sa déclaration : "Lieu sacré de la République, le Panthéon est une nécropole. Les tombes ne peuvent servir de support à un message publicitaire. Le besoin de ressources propres ne justifie pas que l'on fasse n'importe quoi. On ne peut pas dire que le Panthéon est emblématique des valeurs de la République et mettre le logo d'une marque dessus". Espérons que l'on supprimera le "n'importe quoi" publicitaire en d'autres lieux.



» Madrid

Marche des Indignés

Comme pour la manif de Nantes contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, si vous regardez la télévision, vous n'aurez vu que les images des quelques heurts qui ont accompagné la fin des marches des Indignés qui après avoir traversé l'Espagne pendant près d'un mois, depuis huit régions différentes, ont convergé le 22 mars 2014 sur Madrid. Vous aurez peut-être retenu qu'il y a eu une centaine de blessés et 24 interpellations… mais sauf à aller chercher des informations sur des sites internet espagnols, vous ne saurez rien sur les slogans et sur l'ampleur de la manifestation. Alors donnons quelques précisions : il s'agissait de dénoncer des politiques qui ne font que soutenir les financiers et oublient la question sociale, de demander la sortie du pays de l'influence de l'Union européenne, du FMI et de la Banque mondiale, de demander "du pain, du travail et un toit pour tous", d'en finir avec les politiques d'austérité qui profitent aux riches au détriment des plus pauvres. Des centaines de milliers de personnes (entre 50 000 selon la police et 1 000 000 pour les organisateurs) ont conspué les hommes politiques du pays.

» Israël

Boycott, désinvestissement, sanction



Les retombées de la campagne. La campagne BDS, Boycott désinvestissement sanction, lancée en 2005, commence à avoir de l'effet. Quelques retombées :

♦ **L'Union européenne** a dû enfin respecter ses propres directives. Ainsi, à partir de 2014, l'octroi de fonds à des entités israéliennes qui travaillent ou ont des succursales travaillant dans les Territoires palestiniens occupés (TPO), Jérusalem-Est ou dans le Golan est interdit.

♦ **Aux Pays-Bas,** la deuxième plus grande caisse de pension, *PGGM*, a désinvesti son argent de cinq banques israéliennes en raison de pratiques qu'elle qualifie elle-même d'illégales et de non éthiques. Toujours aux Pays-Bas, dans le cadre du respect de sa charte interne, la plus importante compagnie d'eau, *Viten*, a décidé de résilier son contrat avec l'entreprise israélienne *Mekerot*.

♦ **Au Canada,** l'Eglise protestante, the United Church, a décidé de boycotter trois compagnies ayant leurs usines dans les TPO.

♦ **Aux Etats-Unis,** *The American Studies Association* a voté le boycott académique des universités israéliennes.

Elections municipales

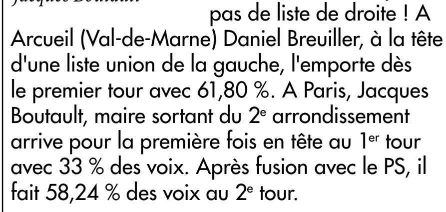
♦ **Abstention et dispersion :** 38 % d'abstention aux deux tours + 7 % de votes blancs au premier tour. Grande dispersion des voix : jusqu'à 6 listes qui dépassent les 10 % au premier tour. Un désaveu massif pour les grands partis.

♦ **Résultats d'EELV.** Sur ses 262 listes autonomes (deux fois plus qu'en 2008), EELV fait une moyenne de 11,87 % en progression par rapport à 2008 alors que l'ensemble de la gauche est en retrait. Bons scores à Lille (11,08 %), Valence (11,13 %) Caen (10,22 %), Rouen (11,09 %) Poitiers (15,8 %). A Bègles (Gironde), Noël Mamère, à la tête d'une liste union de la gauche, est réélu dès le premier tour avec 51,74 %. A L'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Michel Bourgain est réélu dès le premier tour avec 51,45 % des voix, devançant la liste Front de gauche (28,79 %), la liste PS (14,92%), et Lutte ouvrière (4,92 %). Il n'y avait pas de liste de droite ! A Arcueil (Val-de-Marne) Daniel Breuiller, à la tête d'une liste union de la gauche, l'emporte dès le premier tour avec 61,80 %. A Paris, Jacques Boutault, maire sortant du 2e arrondissement arrive pour la première fois en tête au 1er tour avec 33 % des voix. Après fusion avec le PS, il fait 58,24 % des voix au 2e tour.



D.R.

Michel Bourgain



Fred Carol

Jacques Boutault

♦ **Résultats du Front de gauche.** 618 listes Front de gauche, Parti de gauche ou Parti communiste étaient présentes dans des villes de plus de 1000 habitants. Le score moyen est de 10,71 %… avec de fortes disparités : les communistes font une moyenne de 25 % dans les 160 villes où ils se présentaient de manière autonome, contre 6 % pour le Parti de gauche seul et 9,32 % pour leur union sous le titre Front de gauche.

♦ **Nantes :** la liste PS (34,5 % au premier tour) doit négocier avec la liste EELV (14,55 %) et PG (5%). Un 2e tour est nécessaire pour la première fois depuis 1989. PS et EELV fusionnent… en constatant leur désaccord sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Le texte de l'accord précise : "Nous prenons acte ensemble de l'orientation du gouvernement de ne pas débuter les travaux avant l'épuisement de tous les recours juridiques actuellement déposés". Ce qui par rapport à la position entérinée au moment des élections présidentielles après la grève de la faim de plusieurs opposants, est un progrès : les nouveaux recours sont pris en compte. Le Parti de gauche a dénoncé le "sacrifice" d'EELV après l'échec de ses négociations de fusion avec le PS. Au 2e tour, la liste PS-EELV l'emporte avec 56,2 % des voix.

♦ **Grenoble :** la liste EELV + PG + associations arrive en tête avec 29,4 %, devant le PS 25,3 %. La tête de liste PS bloque alors les négociations, malgré les demandes en direct du premier ministre. La liste menée par Eric Piolle d'EELV récupère alors le soutien du PS. Au deuxième tour, elle l'emporte avec 40,02 % des voix devant le dissident PS (27,45 %), la liste de droite (24 %) et le FN (8,52 %). C'est la première fois qu'une ville de plus de 100 000 habitants va être gérée par une mairie ayant à sa tête un écologiste. Eric Piolle, 41 ans, ancien cadre chez Hewlett-Packard avait été licencié de la firme en 2011 pour avoir refusé de mettre en place un plan de délocalisation. Grenoble, 16e ville de France, est la capitale de la recherche sur les nanotechnologies (Minatec) et sur le nucléaire (CENG), deux secteurs à reconvertir…



D.R.

Eric Piolle

♦ **Lyon 1er :** Nathalie Perrin-Gilbert (ex-maire d'arrondissement PS ayant rejoint le Front de Gauche) arrive en tête avec 33,46 % devant le PS (25,94 %). EELV fait 11,28 %. La gauche totalise 75 % des voix. Sur Lyon, PS et EELV fusionnent, mais le PG se maintient dans le 1er et le 4e. Dans le 1er, le PS demande à EELV de mener la bataille contre la maire Front de gauche. Celle-ci est réélue avec 44,52 % devant la liste EELV-PS 31,34 %, la liste UMP ne faisant que 24 %.



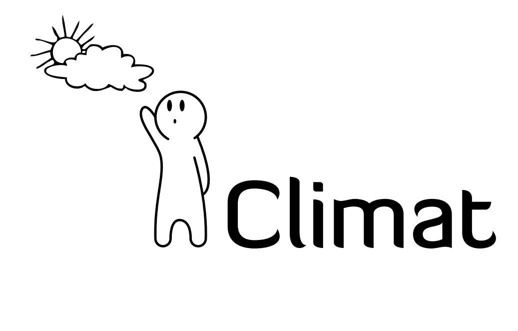
D.R.

Nathalie Perrin-Gilbert

♦ **Montreuil :** Jean-Pierre Brard, ancien maire communiste arrive en tête (23,4 %), EELV fait 15,36 %, le Front de Gauche 18,7%, un autre divers gauche 11 %, le PS moins de 10 %. EELV et Front de gauche ont fusionné, le PS leur a apporté son soutien. Ils l'emportent de justesse au deuxième tour avec 37 % devant Jean-Pierre Brard (35,4%), la droite (18 %) et le dernier candidat de gauche (9,4 %).

♦ **Béziers :** le nouveau maire est Robert Ménard, fondateur de Reporters sans frontières, soutenu par le Front national. Le FN dirige maintenant dix communes et une mairie d'arrondissement à Marseille.

♦ **Paris :** pour la première fois, la capitale est dirigée par une femme. Anne Hidalgo obtient 54,5 % des voix exprimées, avec quand même 45 % d'abstention.



» Alertes à la pollution
Des solutions existent !

Les fortes pollutions de l'air observées juste avant les élections municipales, mi-mars 2014, ont conduit certaines mairies (Paris, Lyon) à décréter la gratuité sur les transports en commun et la circulation alternée (Paris, le 17 mars 2014). Cette mesure demandée notamment par EELV est un mieux par rapport à l'inertie habituelle, mais reste largement insuffisante pour arriver à supprimer ces dépassements en particules fines.
Selon *Airparif* et l'*Observatoire Air Rhône-Alpes,* ces particules proviennent, en hiver, en premier lieu du chauffage (bois, fuel) et la solution passe par l'isolation des bâtiments pour diminuer les besoins de chauffage. Or, les engagements pris lors du Grenelle de l'environnement ne sont toujours pas atteints : la rénovation des bâtis anciens est extrêmement lente. Il faut aussi améliorer les modes de chauffage.
En deuxième lieu, ces particules proviennent du transport. Or le gouvernement a renoncé à la taxe poids lourds qui permet d'investir dans des modes de transports moins polluants. Il a également renoncé à taxer le diesel et le kérosène au niveau de l'essence. Il finance l'indemnité kilométrique pour les salariés qui se déplacent en automobile, mais pas l'équivalent pour ceux qui se déplacent à pied ou à vélo.
A plus long terme, il faut continuer à réduire la vitesse des véhicules à moteur, favoriser les modes doux de déplacement, limiter l'étalement urbain (qui augmente les besoins de mobilité)… Tout cela devrait être présent dans la loi sur la transition énergétique… ce qui n'est pas le cas actuellement.
Le Parti pour la décroissance a même fait remarquer que s'il est possible que les grandes villes fonctionnent pendant les alertes à la pollution avec une circulation alternée et des transports en commun gratuits, cela pourrait être généralisé toute l'année, notre qualité de vie n'en serait que meilleure.

Le véhicule de demain, un tricycle caréné à assistance électrique



Hase

» Union européenne
Les députés veulent des objectifs contraignants

Alors que la Commission européenne a refusé de fixer de nouveaux objectifs contraignants, laissant le choix à chaque Etat de faire ce qu'il veut, les députés européens ont voté le 10 février 2014, par 341 voix pour, 263 voix contre et 26 abstentions, pour la mise en place d'objectifs contraignants : 40 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990, 30 % d'énergie provenant des renouvelables, 40 % de baisse de la consommation. Mais les députés ne votent là qu'un vœu que la Commission européenne peut adopter ou non, symbole de la non-démocratie de l'Union européenne.

OGM

La France interdit la culture du Mon 810

Le 15 mars 2014, le ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll a pris un arrêté d'interdiction de toute utilisation, culture ou commercialisation du maïs transgénique Mon810. Une loi sur le sujet devait être discutée en avril 2014 mais c'est la proximité avec l'époque des semis qui a convaincu le gouvernement d'agir plus rapidement pour éviter tout risque. *"Au vu de données scientifiques fiables et de résultats très récents de la recherche internationale, la mise en culture de variétés de semences de maïs MON810 sans mesures de gestion adéquates présenterait des risques graves pour l'environnement ainsi qu'un danger de propagation d'organismes nuisibles devenus résistants",* argumente l'arrêté.
À suivre jusqu'au prochain rebondissement.

» Argentine
La bataille continue

Le jour même où une victoire judiciaire était enfin remportée contre Monsanto par des personnes affectées par les pesticides épandus sur des OGM, en juin 2013 (voir *Silence* n°420 p.22), la présidente de l'Argentine annonçait l'implantation d'une usine de semences de maïs transgénique dans cette même province de Malvinas. Il s'agit de la deuxième usine au monde au niveau de la taille. Habitant-e-s et organisations sociales et écologistes se mobilisent depuis septembre 2013. Ils demandent en vain un referendum et organisent des manifestations. Des blocages sont organisés au quotidien par des activistes couchés sur les voies pour empêcher les camions et le personnel d'accéder à l'usine. Des concerts et des débats sont organisés, avec des personnalités comme Vandana Shiva et Adolfo Perez Esquivel.

Le 9 janvier 2014, un tribunal provincial ordonne la cessation des travaux en l'absence d'une étude d'impact environnemental et d'audiences publiques. Le 1er février 2014, le gouverneur provincial annonce la tenue de consultations publiques. Le 10 février 2014, l'étude d'impact présentée par Monsanto est rejetée. Le combat continue.



D.R.

Manifestation à Malvinas "Lutte pour la vie"



D.R.

Devant le Congrès à Buenos Aires

D.R.

Affiche "Soutenons le blocage de Monsanto !"

» Notre-Dame-des-Landes

Convergences et rassemblement

Des rassemblements locaux de soutien à la lutte de Notre-Dame-des-Landes se tiendront à partir du 28 juin 2014, sur des lieux de lutte symbolique, date du départ de plusieurs convergences vers le rassemblement sur place qui se tiendra les 5 et 6 juillet prochains.
Pour connaître les lieux de convergence et les itinéraires, on peut contacter :

♦ **Nord et Ile-de-France :** Jean Ouisse, tél : 02 40 56 54 36, 06 35 57 49 42, ouissejb@orange.fr

♦ **Ouest :** Marie-Claude-Petit, tél : 02 99 90 59 12, 06 07 73 97 65, mclpetit@orange.fr

♦ **Sud-Ouest :** Jean Pierre Chauffier, tél : 05 55 35 30 94, 06 83 21 21 69, bab.chauf@wanadoo.fr

♦ **Sud-Est :** Claude Lecointe, tél : 02 40 21 01 22, 06 86 25 99 87, c.lecointe@orange.fr

♦ **Centre :** Delphine Beloeil, tél : 02 40 72 12 07, 06 43 56 00 68, nicolas.delphine@gmail.com

♦ **Est :** Yves Marzelière, tél : 02 40 22 18 73, 06 37 73 39 74, madyv@orange.fr

Et sur place :

♦ **Acipa,** BP5, 44130 Notre-Dame-des-Landes, tél : 06 71 00 73 69, http://acipa.free.fr

♦ **Zad.nadir,** http://zad.nadir.org, site animé par les occupants de la Zad.

♦ **Cedpa** c/o Jean-Jacques Kogan, La Giboire, 44240 Sucé-sur-Erdre, http://aeroportnddl.fr

♦ **Naturalistes en lutte,** http://naturalistesenlutte.overblog.com

Pollution de l'air

En 2013, treize villes ont connu une alerte à la pollution aux particules plus de 35 jours dans l'année : Paris, Lyon (69 jours !), Marseille, Grenoble, Avignon, Toulon, Lille, Dunkerque, Valenciennes, Belfort, Montbéliard et Bordeaux. Deux régions ont été en alerte sur l'ensemble du territoire plus de 35 jours : Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais.

Îles sans voitures

Il existe encore des lieux où miraculeusement la voiture n'est pas venu tout polluer. La ville la plus célèbre est Venise (58 000 habitants), mais il y en a d'autres : essentiellement des îles. Une liste mise en place sur wikipedia en recense déjà 83 (fin mars 2014) : https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_îles_sans_voitures
En France, nous avons les îles de Batz (507 habitants), Bréhat (400), Houat (249), Aix (236), Molène (204), Sein (189), Hoedic (120), Levant (100), Frioul (86), Mont-Saint-Michel (44), Chausey (30).



D.R.

L'île de Batz

La pollution de l'air fait 7 millions de morts par an

Selon un rapport de l'OMS, Organisation mondiale de la santé, la pollution de l'air ferait sept millions de morts par an dans le monde. Nouveauté de cette étude : elle affirme qu'outre les cancers du poumon, la pollution de l'air est également l'un des principaux facteurs aggravant pour les AVC, accidents vasculaires cérébraux, les infarctus cardiaques et les infections respiratoires. Les causes de la pollution de l'air sont bien connues : le chauffage bois ou charbon en intérieur, l'industrie et les transports en extérieur. 5 des 7 millions de morts se trouvent en Asie du sud-est.

annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

» Agir ensemble

■ Existe-t-il une petite ville où l'on s'organise pour consommer peu (ateliers divers, jardin collectif, auto-partage, spiruline…) en Bretagne, Limousin, Centre, Rhône-Alpes ? Franck, *tongabilly@orange.fr*

■ Couple jeunes retraités avec projet randonnée avec âne, au Maroc, trois mois au printemps 2015. Avons déjà randonné avec ânes. Achèterons animaux sur place puis les offrirons à familles nécessiteuses à la fin. Cherchons formation (approfondir nos connaissances des "longues oreilles") à prix doux ou sur principe woofing dans asinerie pendant vacances, période d'activité intense… *jarno3@wanadoo.fr Joël et Chantal, tél : 06 12 60 18 81.*

» Vivre ensemble

■ **Isère.** Nous sommes 8 personnes à expérimenter par le biais de la colocation et à travers des activités ouvertes au public le vivre ensemble dans le sud-Isère. Nous avons créé une association, RUCHE (Réseau Utopique du Comment Habiter Ensemble), afin de mutualiser les biens et les savoir faire. Nous avons un jardin, un four à pain, des ruches, un poulailler, des voitures communes, un espace bricolage et encore plein d'idées à développer ! Nos espaces nous permettent d'accueillir temporairement des personnes pour des ateliers chants, écriture, théâtre, artisanat...
Notre souhait est de créer un lieu de vie collectif en milieu péri-urbain ou rural avec un statut de coopérative d'habitants. Nous souhaitons acquérir un bien collectivement intégrant habitat dur et léger, agriculture, culture, artisanat et accueil solidaire. À ce jour, nous serions heureux(ses) de rencontrer des personnes intéressées pour partager et développer notre projet d'habitat groupé, et pour s'engager avec nous dans cette aventure.
RUCHE, Chapelle du Pâquier, 38650 Saint-Martin-de-la-Cluze, tél : 04 76 13 38 21.

■ **Pyrénées-Orientales.** Petit habitat groupé cherche partenaires pour : 1°) appartement de 73 ou 95 m², moins de 45 ans, 2°) bénévoles pour chantier paille (Greb) encadrés par formateur agréé Pro-Paille, 3°) prêteurs sur projet non spéculatif, apport des résidents sous forme de prêt soit à l'entrée, soit progressivement, soit les deux, les sommes manquantes étant empruntées à des particuliers et rémunérées au taux de 1,75 %. *Contact : 04 68 05 32 76, ecohabiterconflent@gmail.com, http://vertcheznous.blogspot.fr*

■ **Nord.** Ecohabitat groupé dans ancienne ferme, campagne au sud de Lille, cherche habitants. 4 à 5 lots en cours de rénovation offrant différentes possibilités d'installation. *http://lacenseinverse@wordpress.com lacenseinverse@herbesfolles.org*

» Échange

■ **Hauts-de-Seine.** Ancien abonné, j'ai une belle collection de la revue. 255 numéros du n°1 de 1982 jusqu'au n°400 de 2012. Avec évidemment quelques lacunes. Comme j'ai un problème de place j'aimerais l'échanger contre des unités SEL. Y-a-t-il des gens intéressés ? *Jean-Pierre Moreau, 30, sentier des Vezous, 92140 Clamart, tél : 01 46 48 37 68.*

» Recherche

■ L'association Le Marché de Sainte Croix recherche pour l'animation de son "3e marché ô initiatives" qui se tient le dimanche 20 juillet à Sainte-Croix-Volvestre (Ariège) un orchestre potager, une fanfare légumière, un conteur jardinier, un facteur d'instruments de musique en fruits et légumes, des jongleurs jonglant avec la nourriture et autres musiciens paysans trad' et bios...
Envoyez vos offres de spectacles et d'ateliers à : *jeanclaude.geoffroy@orange.fr ou a : Le marché de Sainte Croix, Le Village 09230 Ste Croix Volvestre.*

■ Ayant un nouveau job avec les 12-15 ans, je cherche des références presse, littérature, Bd pour pré-ado et adolescents. Ouvrages qui donnent matière à réflexion, à discussion. Ou abonné *Silence* de longue date pour répertorier les albums jeunesse... Me contacter au *05 65 49 08 17 ou par mail decembremagali100@yahoo.fr*

» Vacances

■ **Ardèche.** Accueil rural en yourtes traditionnelles mongoles au cœur des Hautes-Cévennes (parc naturel régional des Monts d'Ardèche). Superbes sites sauvages, diversité volcanique, randonnées, baignades, tables d'hôtes toutes proches. Amoureux(euses) de nature contrastée, géologues en herbe, amateurs de curiosités, vous serez ravis (es). *Éric, tél : 04 75 38 69 46 ou 06 30 13 93 30.*

agenda

Alsace : Ecotidienne
- **Création d'un sac en laine feutrée,** 16 mai
- **Électroculture, jardiner avec les énergies naturelles,** 17 mai
- **Faire sa bière chez soi,** 24 mai.

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Isère : Terre vivante
- **Cette année, je démarre un potager bio :** 8 au 10 mai,
- **Fabrication d'outils de jardin :** 8 au 10 mai,
- **Concevoir et mettre en place son potager :** 17 mai,
- **Je démarre mon rucher familial :** 24 et 25 mai,
- **Photo macro nature :** 24 et 25 mai.

Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Formation en agriculture biodynamique

Le Mouvement de l'agriculture biodynamique organise différentes formations :
- **10 mai :** essaimage, au rucher-école de Xaintreay (Deux-Sèvres)
- **16 mai :** jardin, préparations biodynamiques, semis et repiquage, Wihr-Au-Val (Haut-Rhin)
- **17 mai :** préparations biodynamiques au jardin, à Cobonne (Drôme)
- **26 et 27 mai :** Ruche : l'essaimage à Penne-d'Agenais (Lot-et-Garonne)

Mouvement de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, www.bio-dynamie.org, tél : 03 89 24 36 41 (Sandrine).

agri-bio



Ariège
Journées internationales de la semence
1-4 mai
Au Mas D'Azil. Lancement d'une coordination européenne des organisations dédiées à la sauvegarde de la diversité semencière. Avec Vandana Shiva. Sessions de travail, conférences publiques, ateliers, concert, bourse aux graines…
Organisé par Kokopelli, 22, Cap de l'Ourm, 09290 le Mas d'Azil, tél : 05 61 67 69 87, www.kokopelli-semences.fr

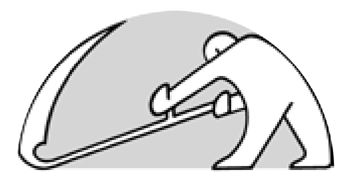
Var
Jardins d'Hyères, aujourd'hui pour demain (JHADE)
8-11 mai
Création de ruchers pyramidaux expérimentaux.
25 mai
matin, comment faire son compost à partir des déchets ménagers et de jardin ; après-midi, création d'un compost biodynamique.
Contact : JHADE, 263, chemin des Rougières, 83400 Hyères. Réservations : 09 67 12 06 41 et jardinsolidairejhade@laposte.net, www.reseaujsm.org

Haute-Loire
Permaculture et systèmes de culture régénératifs
15-26 mai
Formation avec Sylvaine Anani et Eric Escoffier, près du Puy-en-Velay.
Organisé par Permaculture sans frontières et Les mains sages. Contact : formations1@pcsf.info

Montpellier
Dix ans de l'AMAP du Lamalou
Dimanche 18 mai
Nombreuses animations adultes et enfants, musique, repas partagé.
En savoir plus : sylvain.pereira@free.fr

Lot-et-Garonne
Fête des vins vivants
24 mai
Après-midi d'échanges sur le travail de la vigne et de la vinification selon les principes de la biodynamie, rencontre de vignerons. Concerts et soirée.
A la ferme de Cauberotte, route de Condom, 47600 Moncrabeau, www.les-saisons-musicales.fr

Côtes d'Armor
Concert de soutien aux Faucheurs Volontaires
24 mai
Organisé par le Comité breton de soutien aux faucheurs volontaires d'OGM (CBS-FVO) à la salle polyvalente de Kergrist-Moëlou à partir de 17h. Conférence gesticulée "Du tracteur à l'âne", bar et plats bio, concerts de Apito, Nedaza, Los trognos locos, Narma and the walili beat brothers, Undergroove, 4 pistes.
Voir www.soutienfaucheursbretagne.fr.



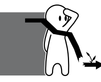


dans la rue



Paris
Veggie pride
10 mai
Marche de la fierté végétarienne, la fierté de ne pas participer aux massacres pour la nourriture carnée. A 13h30 au métro Châtelet-Les Halles. Concert le soir.
Contact et programme : www.veggiepride.org

décroissance, transition



Seine-et-Marne
Vivre autrement, tout simplement
18 mai
Ateliers pratiques (compostage, produits de la ruche, phytoépuration, végétarisme, construction d'une maison bois-paille, fabrication d'une toilette sèche…), conférence-débat sur l'habitat participatif à partir de trois initiatives locales (Ecossigny, Côte Ouest, Eden), troc de graines...
A Chevry-Cossigny, 1, rue de Longuelet, hameau de Cossigny, 9h30-18h30. Contact : Tout simplement, tel. : 01 64 05 69 79, tout.siimplement@aliceadsl.fr

Caen
Fête du printemps et des solidarités
24 mai
Village des initiatives citoyennes. L'agglomération caennaise : un territoire de solidarité ? 15h : conférence de Philippe Derudder sur les monnaies locales complémentaires. Place Saint-Sauveur, 9h30-22h.
Caen en transition, tél : 06 62 57 23 37, http://fr.wiser.org/group/caenentransition.

éducation



Saône-et-Loire
Lire et apprendre à lire
Du 1er au 4 mai
Session de réflexion organisée par le CREA à Mazille.
Plus d'informations auprès de Clara : 06 22 10 70 00, villar.clara@yahoo.fr ou sur : education-authentique.org

énergies



Genève
Septième année pour l'indépendance de l'OMS
Tous les jours
Depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.
Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.

Jura
Auto-construction d'un chauffe-eau solaire
10-11 mai
Permettre, sans compétence particulière, la fabrication et l'installation d'un chauffe-eau solaire simple, fiable, performant, à un coût très modeste.
Organisé par l'association Inflorescence. Au Bio-Lopin 39570 Saint-Maur. Tél. : 03 86 41 37 71, schmit.michel@wanadoo.fr

Isère
Traction animale
12-16 mai
Stage de découverte et d'initiation.
24-26 mai
Stage de perfectionnement et d'attelage.
Association Equipage, Le Serrya, 38930 Le Monestier du Percy, www.cheval-equipage.fr

Lorraine
Convergence internationale antinucléaire à vélo contre la centrale de Cattenom
Samedi 17 mai
Pique-nique à midi entre bords de Moselle et Cattenom puis action symbolique vers la centrale. Couleur jaune et sonnettes bruyantes souhaitées.
Plus d'infos : Sortons du nucléaire Moselle, 72, rue de la République, 57535 Marange Silvange, tél : 03 87 51 76 39, associationsdnm.blogspot.fr

Drôme
Assemblée générale de la CRII-RAD
17 et 18 mai
Au centre l'Epervière de Valence, la CRII-Rad, Centre de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité, anime un laboratoire de contrôle de la radioactivité depuis l'accident de Tchernobyl en 1986. Elle cherche à mettre en place de nouvelles balises de surveillance en particulier autour de la centrale de Bugey.
CRII-Rad, 29, cours Manuel-de-Falla, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50, www.criirad.org.

environnement

Notre-Dame-des-Landes
Occupation de terres contre l'aéroport
Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.
Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org.



Gard
Manifestation pour l'abolition de la corrida
31 mai.
A 12h devant le parc du Colombier, manifestation jusqu'à 18h.
Contact : contact@anticorrida.com, tél. : 06 75 90 11 93.

Fêtes, foires, salons



Paris 4e
Salon du livre libertaire
9 au 11 mai
À l'espace d'animation des Blancs-Manteaux, avec plus de 70 éditeurs, une quarantaine de revues, quelques réalisateurs de documentaires…
Salon du livre libertaire, Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, salon-livre-libertaire@sfr.fr

Avignon
Naturavignon
10 et 11 mai
Thème de l'année : une priorité, se former à l'écologie pratique pour conquérir son autonomie. Marché biologique et artisanal. Espace pédagogique pour les jeunes (10-18 ans) : 40 ateliers, 20 conférences, 20 ateliers adultes, 6 stages, bal folk le samedi soir.
Avenir, 16, rue Louis-Feuillée, 84000 Avignon, tél : 09 54 18 24 57, avenir84.org.

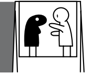
Drôme
Foire éco-biologique Naturellement
17 et 18 mai
À Nyons, une centaine d'exposants, conférences, animations…
CEDER, 15, avenue Paul-Laurens, 26110 Nyons, tél : 04 75 26 22 53, naturellement@ceder-provence.org.

Loire-Atlantique
Nature en fête
17-18 mai
À Aigrefeuille-sur-Maine. Ateliers, animations, conférences… Thème : le gaspillage alimentaire. Projection-débat du film Les moissons du futur avec Marie-Monique Robin. "Discosoupe" le 17.
Organisé par Humus 44, 8 rue de Saint-Domingue, 44200 Nantes, tél. : 02 28 03 64 42, www.humus44.org

Côtes d'Armor
Fête du jardinage
18 mai
Au Centre régional d'initiation à la rivière, à Belle-Isle-en-Terre.
Eau & Rivières de Bretagne, Centre régional d'initiation à la rivière, 22810 Belle-Isle-en-Terre, tél : 02 96 43 08 39, http://educatif.eau-et-rivieres.asso.fr

Eure-et-Loire
Marché bio et équitable
24 mai
Stands d'associations et de professionnels sur le développement durable, le commerce équitable… Espace multifonction (anciennement salle des fêtes), esplanade du 8 mai 1945, 28500 Vernouillet.
Contact : 02 37 62 80 79, www.vernouillet28.fr

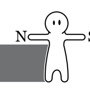
films, spectacle, culture



Saône-et-Loire
Chez Guy et Freddy
10 mai
Spectacles et performances de rue autour de vélos-dynamos et 'd'électricité à pédales'. Pédaler pour écouter votre chanson préférée, allumer les lampions du bal ou faire tourner le vidéoprojecteur … À Chalon-sur-Saône.
Contact : Utopies Productions, utopiesprod@yahoo.fr, tél. : 06 28 35 81 59, http://utopiesprod.wordpress.com

Rhône/Marne
Toutpratic.net
18 et 24 mai
Spectacle humoristique dès 7 ans sur notre rapport à la consommation, porteur d'une réflexion sur la production et la gestion de nos déchets. 18 mai à Miribel-Jonage (Rhône), 24 mai à 17h à Nanteuil-la-Forêt (Marne).
Compagnie Artiflette, tél. : 04 76 40 07 82, www.artiflette.com/spectacles-artiflette/tout-pratic/tout_pratic.html

nord ⇆ sud



Drôme
Rwanda, blessures d'images
Jusqu'au 25 mai
Exposition de photos et différents événements autour des 20 ans du génocide rwandais. Mardi 13 mai, à 18h30, conférence Vingt ans après, se souvenir du génocide des tutsi au Rwanda, avec Rémi Korman (EHESS).
Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.

agenda

Ne vivons plus comme des esclaves !



Le film *"Ne vivons plus comme des esclaves"* sur les alternatives développées en Grèce depuis le début de la crise, film de Yannis Youlountas sera projeté en présence du réalisateur :

- **2 mai à 14h30 : Toulouse,** au Bazar au bazacle, fête de l'autogestion, *http://avanti.bazaraubazacle.org*
- **3 mai à Bruxelles**
- **8 mai à 20h, à Paris,** au Lavoir Moderne, 35, rue Léon-Paris, 18e.
- **9 mai, à 12h30 à Paris,** au salon du livre libertaire, espace des Blancs-Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple, *http://salondulivrelibertaire.cybertaria.org*
- **9 mai à Orly (Val-de-Marne),** au centre culturel, avec la LDMH.
- **12 mai, à 20h, à Montpellier,** au cinéma Utopia, 5 avenue Pezet
- **13 mai, à 20h, à Orange,** organisé par les Amis du Diplo, LDH, Amnesty, Mrap, Attac…
- **14 mai à 19h, à Toulouse,** La Chapelle, 36, rue Danielle-Casanova
- **15 mai à 20h30 à Rodez,** salle de la Doline, avenue Tabardel, à Sébazac
- **22 mai à 19h, à Caen,** à l'Institut de la Mémoire et de l'édition contemoraine, Abbaye d'Ardenne, Saint-Germain la Blanche-Herbe
- **28 au 31 mai, à Barcelone**

http://www.objectiondecroissance.org/2013/10/printanes_2014

Plus d'infos sur le film : http://nevivonspluscommedesesclaves.net

Drôme :
Centre agroécologique des Amanins

Le Centre agroécologique des Amanins propose différentes activités tout au long de l'année :

- **3 mai :** conférence "éduquer à être"
- **8 au 11 mai :** rencontre-formation autour du réseau des Territoires en transition
- **10 au 14 mai :** découverte et approfondissement de la sociocratie
- **7 au 9 juin :** formation facilitation et forum ouvert
- **19 et 20 juin :** séminaire d'approfondissement à la communication non-violente
- **28 juin :** fête pour la Terre et l'Humanisme

Les Amanins, centre de séjour en agro-écologie, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com

paix

Rouen
Café de la non-violence
6 mai

Au café Le 3 pièces, place de l'hôtel de ville, de 18h15 à 19h45. Thème : les paroles de la Marseillaise. Jusqu'à quand allons-nous supporter cet hymne qui parle de "sang impur" ? A quoi sert un hymne national ?

Organisé par le MAN Haute-Normandie, Centre 308, 82, rue Jeanne d'Arc, 76000 Rouen, tel. Géraldine Hédouin 02 35 96 52 64, man.normandie@wanadoo.fr.

Tarn
Conflit distancié, conflit impliqué
17-18 mai

Deux formations simultanées. Le conflit : distancié, confident, témoin ? avec Nicole Bernard et Le conflit : impliqué ? Savoir communiquer en situation de conflit avec Pascale Cymberkevitch.

Organisé par l'Ifman-Midi, à Gaillac, samedi 13h45-19h, dimanche 9h13h. Contact : ifman.midi81@gmail.com, tél. : 05 63 54 90 74 ou 09 72 40 97 98.

Rhône
Communication et non-violence
17 mai

Incompréhensions, paroles blessantes… comment entrer en relation avec les autres sans agresser ni porter de jugement ? À Vénissieux, 9-17h.

Contact : Ifman Rhône-Loire, tél. : 04 72 00 04 74, www.ifman.fr

Isère
Communication bienveillante
23 et 25 mai.

23 mai à 20h, Pourquoi les enfants se comportent-ils "mal" ?, conférence de Aletha Solter. 25 mai, atelier 'Aider les enfants à guérir du stress et des traumatismes'. À la maison du tourisme, 14, rue de la République, 38000 Grenoble.

Organisé par Entendons-nous ?!, association grenobloise pour la promotion de l'éducation non-violente et la communication bienveillante. Contact : www.entendons-nous.fr, tél. : 06 25 15 71 52.

Poitiers
Enjeux philosophiques et politiques de la non-violence
24 mai.

Conférence-débat avec Jean-Marie Muller, philosophe de la non-violence et membre fondateur du MAN. À 20h30 à Poitiers, salle du Temple, 5 rue des Ecossais.

Contact : Chœurs en Spectacle, Odile Branciard, tél. : 05 49 55 19 01, odile.branciard@orange.fr en collaboration avec le groupe ACAT de Poitiers.

politique & société

Toulon
La désobéissance civile
3 mai

À 16h, au Café culture, 24, rue Paul Lendrin, avec Lou Marin.

MOCA, Mouvement d'Organisations pour une Culture alternative, Les Gardénias B, 314, avenue Auguste-Renoir, 83130 La Garde.

Haute-Vienne
Rencontres des médias libres et du journalisme de résistance
23-25 mai

Sur l'île du lac de Vassivière. 23 mai : 20h désentubage laïque d'une messe de 20h par Mathias Simonet ; 21h critique des médias dominants par Acrimed. 24 mai : 9h réunion des médias libres ; 11h les médias écologistes ; 13h30 éducation populaire et médias libres ; 17h quel internet libre et solidaire ? ; 21h30 Femmes, médias et médias libres. 25 mai : 11h réunion des médias libres suite : vers une coordination des médias libres ? ; 15h film "*Journalistes 2.0"* de et en présence de Nona et Denis Robert.

Contact : Eloïse Lebourg, eloise.lebourg@gmail.com, tél. : 06 63 94 76 88.

Haute-Savoie
Appel pour de nouveaux jours heureux
31 mai

À Thorens-Glières, rassemblement annuel pour le 70e anniversaire du Conseil national de la résistance. Forum des Résistances. Avec Paul Ariès, Clémentine Autain (Ensemble/FDG), Olivier Besancenot (NPA), Marie-Georges Buffet (PC/FDG), Annick Coupé (Solidaires), Jean-Pierre Dubois (LDH), Gérard Filoche (PS), Bernadette Groison (FSU), Françoise Héritier, Eva Joly (EELV), Pierre Larrouturou (Nouvelle Donne), Jean Lassale (Modem), Thierry Le Paon (CGT), Julie Mandelbaum (UNEF), Jean-Luc Mélenchon (PG/FDG), Laurent Pinatel (Confédération Paysanne), Serge Portelli (Syndicat de la Magistrature), Ignacio Ramonet, Aurélie Trouvé (Attac)…

Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui, www.citoyens-resistants.fr

s!lence

Puy de Dôme
Silence, on cause !
Mardi 20 mai

À 20 heures. Débat autour du thème de la revue du mois.

À l'Orange Bleue, 3, rue de la Gravière, 63160 Billom. Tél : 06 33 29 10 19.

Jura
Silence, on cause !
Jeudi 1er mai

De 18h30 à 20h, collation-débat autour du thème de la revue *Silence* du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".

A l'agence Au Quai, 24-25 quai Turel à Lons-le-Saunier. Contact : Julien Da Rocha : darocha.julien@gmail.com / 06 17 09 47 60.

Lyon
Expédition de S!lence
Jeudi 22 et vendredi 23 mai

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo



Vélorution :
Jeudi 1er mai

À **Toulon**, rendez-vous à 18h15 devant la gare

Vendredi 2 mai

À **Chambéry**, à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

Samedi 3 mai

À **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès.

N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles !

Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.

Toulouse
Génération vélo
23 au 25 mai

À l'espace Vanel, 15e journée d'étude de la FUB, Fédération des Usagers de la Bicyclette. Actuellement, seuls 7 % des lycéens et étudiants se déplacent à vélo en France contre 20 % en Allemagne, 50 % aux Pays-Bas et au Danemark. Comment favoriser l'usage du vélo chez les plus jeunes ? Ateliers sur la pédagogie, sur les aménagements urbains à prévoir…

FUB, 12, rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 75 71 90, www.fubicy.org

Si vous désirez diffuser S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



Philippe Beck

Quelle non-violence éducative ?

Silence a demandé à Philippe Beck, activiste et formateur à la non-violence et auteur de *Eduquer sans punition : la sanction éducative en pratique*, de livrer quelques expériences et réflexions à ce sujet.

***Silence :* Dans votre livre *Eduquer sans punition* vous développez des pratiques éducatives inspirées des valeurs de la non-violence. Qu'est-ce pour vous qu'une éducation non-violente ?**

Philippe Beck : C'est une éducation fondée sur un *lien* de respect autant que d'affection. Une éducation qui *élève*, et refuse systématiquement de *rabaisser*. Or la punition rabaisse, la punition est violente – l'étymologie le dit bien : *poenire* = faire souffrir, châtier, venger… Elle est violente parce qu'elle est souvent "donnée" dans une émotion de colère, correspondant à un moment de crise. Emotion d'ailleurs parfaitement compréhensible… mais mauvaise conseillère en l'occurrence !

TOUT LE CONTRAIRE DE LA SOUMISSION

Pourquoi insistez-vous sur le respect de la règle et qu'est-ce qui distingue votre approche de l'éducation à l'obéissance ?

Eduquer à *obéir* me paraît parfaitement légitime… à condition de garder le sens étymologique : obéir = *ob-audire*, écouter la parole qui vient d'en haut. Tout le contraire de la *soumission* = mettre dessous ! La parole "qui vient d'en haut", c'est celle émanant d'une autorité reconnue, parent ou prof, dans une relation de complicité, de respect réciproque.

A quoi sert une règle ? A protéger, à promouvoir une *valeur*, éventuellement un *besoin*. Exemples : la règle de se laver les mains avant de venir à table protège la valeur Hygiène. Celle d'éviter les coups entre frères et sœur, la valeur Respect. Celle d'aller dormir quand les parents l'ordonnent, le besoin de sommeil.

Les règles sont à voir comme des *règles du jeu :* toute vie en société, en groupe – famille, classe, camp… – exige quelques règles qui permettent d'y faire… ce qu'on a à vivre ensemble. Il y a les règles du football comme celles de la famille. Evidemment ces dernières sont plus nombreuses, parce que la vie de famille est autrement variée qu'un match de foot ! Il y aura donc les règles pour le repas, celles pour le sommeil, celles pour les sorties…

Les enfants ont tendance à voir les règles comme des inventions des adultes pour les embêter… Il importe à mon sens de leur montrer ce côté *règle du jeu :* non pas *limites* mais *repères*, comme des piliers d'une vie agréable pour soi ET pour les autres (tout est dans ce "et").

Quel sens accordez-vous aux actes de transgression ? Peut-on les voir aussi comme positifs ?

Je viens de parler de pilier… Avant de s'appuyer contre un pilier, il est normal et sain qu'on en teste la solidité ! C'est ce que font tous les enfants, et que nous adultes appelons, hâtivement à mes yeux, "tester nos limites". Mais non, ce ne sont pas *nos* limites qu'ils testent, mais la solidité des repères que nous entendons



D.R.

Vision classique de la punition scolaire. Photo extraite du film "My Movie Project" (2013)

leur faire respecter ! La transgression fait partie de ce jeu.

Ainsi, oui, il y a du positif dans une transgression. Mais cela ne doit surtout pas conduire l'adulte à applaudir aux infractions… Au contraire, "entrer dans le jeu" sainement, c'est sanctionner l'acte transgressif, autrement dit re-solidifier, re-souder la règle, le repère qu'elle constitue. J'appelle *sanction tout acte qui réaffirme l'importance de la règle,* qui la "re-sanctifie".

LA SANCTION DOIT AIDER L'ENFANT

Qu'est-ce qui distingue la punition de la sanction éducative ? Comment appliquer celle-ci ?

Supposons qu'une règle a été enfreinte. Je propose de se poser trois questions principalement :

- Y a-t-il des *victimes* ? Si oui, comment réparer ? Quel geste, quelles excuses y a-t-il lieu d'obtenir ? L'adulte fonctionne là, en somme, comme médiateur entre auteur et victime(s) de la transgression.

- Que dit cette infraction sur son auteur ? Quel *besoin* profond manifeste-t-elle ? (Car tout comportement vise la satisfaction d'un besoin ; besoin légitime même si la *stratégie* utilisée ne l'est pas, transgressant une règle). Quels autres comportements, non transgressifs, l'enfant aurait-il pu avoir pour satisfaire ce besoin ?

- Enfin, en quoi cette transgression touche-t-elle la *famille*, le groupe concerné ? En mettant en danger la valeur, ou le besoin, protégé par la règle. L'hygiène si l'enfant refuse de se laver les mains, le respect mutuel en cas de bagarre, le repos en cas de coucher trop tardif…

Apporter à ces questions les réponses qui conviennent, en fonction de la situation et du contexte, permettra de décider quelles sanctions vont permettre à l'enfant :

- de réparer ses torts à l'égard de ses éventuelles victimes,

- de comprendre comment satisfaire ses besoins sans transgresser la règle concernée,

- de comprendre mieux cette règle et son sens, ce en quoi elle protège la vie commune.

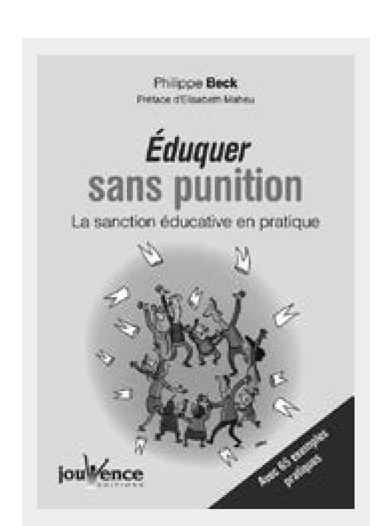
A la suite d'Eirick Prairat et d'Élisabeth Maheu, j'appelle *sanction éducative* toute sanction qui aide ainsi l'enfant (ou pourquoi pas l'adulte ?!) à remplir ses responsabilités à l'égard de la famille dans son ensemble, de chacun de ses membres, et… de lui-même.

Les sanctions décidées pour chacune des dimensions ci-dessus n'ont nul besoin d'être douloureuses, *punitives* : ce n'est pas la souffrance qu'on cherche, mais l'éducation. Elles seront accomplies en lien avec les adultes, sous leur protection et leur attention aimante – là encore, aucune ressemblance avec la punition si souvent infligée dans la colère et les cris…

Lien : pour moi le maître mot est là. La punition endommage le lien par son côté trop souvent violent, presque toujours émotionnel… Tandis que la sanction s'appuie sur le lien, le répare même – car la transgression l'a endommagé.

Encore convient-il de préciser que, de même que *punition* va avec *récompense*, les *sanctions curatives* que je viens de décrire gagnent à s'appuyer sur des *sanctions préventives*, manifestations de satisfaction au fait qu'une règle a été respectée. Prévenir vaut mieux que guérir, dit le dicton…

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■



Philippe Beck est formateur d'adultes, médiateur et coach. Il travaille notamment, depuis plus de 20 ans, avec enseignants, parents et éducateurs sur les difficultés qu'ils rencontrent avec les enfants, les adolescents, les personnes placées sous leur responsabilité. La sanction éducative représente pour lui une manière très concrète d'allier autorité et écoute, fermeté et souplesse, respect des règles et aide à s'y conformer. Il est l'auteur de *Eduquer sans punition : la sanction éducative en pratique,* Ed. Jouvence, 2013, 153 p.


Anna Villard



La Super Halle d'Oullins, un supermarché "local" ?

En cherchant la "Super Halle", située à Oullins dans le Rhône, on s'attend à trouver un immense marché couvert, à l'image des grandes halles de producteurs s'étalant sur des centaines de mètres carrés de surface. Or, cette Halle est plus "super" par son concept que par sa taille.

LA DÉCORATION EST ÉPURÉE. PAS D'AMbiance *cosy* comme dans une épicerie bio, mais l'atmosphère est chaleureuse. Dès l'entrée, nous avons le choix : soit s'installer à une des tables en bois dans le coin restauration "La cuisine des producteurs" soit s'engager dans les rayons de l'épicerie bio. Grandes étagères en bois, un rayon entier de distributeurs d'aliments en vrac… un choix complet et réfléchi pour répondre au maximum à tous les besoins du consommateur. Il n'y a pas de limite de kilomètres pour l'approvisionnement mais Ronan Calard, chef de projet, assure que pour chaque produit, ils cherchent à être le plus local possible, même si ce n'est pas tout le temps possible. Finalement, les produits sont les mêmes que dans les magasins bios. Au fond du bâtiment se trouve la partie "vente directe". Ici, c'est le territoire des 16 producteurs associés qui se relaient toute la semaine pour assurer la vente de leurs produits. Pour eux, il est important de proposer le "meilleur" et le meilleur c'est ce qui est du coin et ce qui produit de l'économie, localement. "Ça permet de palper ce qui est produit et de recréer un lien avec la terre".

UN PARI AMBITIEUX

Le projet, l'équipe le porte depuis de longs mois. Il devait initialement s'implanter suite à la cessation d'activité de la Halle de la Martinière, premier marché couvert de Lyon depuis 1838, qui a fermé ses portes en 2011, mais un autre projet a remporté l'appel à candidature. Le concept ne sera pas abandonné pour autant et c'est après une longue période de prospection qu'il trouve enfin son nid. Une étude de la Chambre de Commerce et d'Industrie montre que la population du Sud Ouest lyonnais semble ouverte à des démarches de consommation responsable, et le local d'Oullins présente justement plusieurs atouts : le loyer attractif, l'accessibilité grâce à la voie rapide et au métro. De plus, les locaux eux-mêmes (800m^2 en tout, dont 300m^2 de vente sous sept mètres de plafond) sont très pratiques pour l'aspect logistique. Enfin, l'offre n'étant pas très développée dans la zone, la concurrence n'est pas un souci.

Mais alors, qui sont ces producteurs qui se sont lancés dans l'aventure ? Quatre maraîchers, quatre producteurs de viande, cinq producteurs laitiers, un arboriculteur, une productrice d'herbes aromatiques et un producteur de fruits. Tous sont installés à moins de 80 km d'Oullins. Sur les seize, sept sont labellisés bio, mais tous s'engagent dans la démarche "Agriculture Paysanne", qui constitue plus une démarche qu'un label. Même si elle n'est pas contraignante, elle est plus complète que le simple label AB car elle prend en compte les aspects environnementaux, humains,


Anna Villard

sociaux et économiques. Elle favorise par exemple les fermes à taille humaine, le fait de maîtriser les investissements pour limiter son endettement et ainsi faciliter la transmission, etc. La charte sert de repère pour le paysan. C'est l'Adear (Association pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural) qui assure le suivi des fermes dans leur volonté de progression. La démarche est un engagement moral, la qualité et le local prévalent sur le 100 % bio.

SE METTRE D'ACCORD, TOUS ENSEMBLE

Côté producteurs, tout le monde vend les produits de tout le monde. Durant les permanences, l'éleveur de chèvres s'occupe des légumes tout comme la productrice de canards vend les fromages. Pour le stock, au sein de chaque filière, il y a entente en amont, pour décider de qui produit quoi et en quelle quantité. Ils ajustent au fur et à mesure, selon les ventes, pour garder un équilibre entre chaque producteur. Côté épicerie, c'est une organisation indépendante membre du *Groupement Régional Alimentaire de Proximité* (GRAP) (voir encart). Le gérant de l'épicerie est aussi celui des *Paniers de Martin* (système de commandes hebdomadaires de paniers de produits alimentaires locaux, ayant une distribution sur place) en plus de deux autres co-gérantes. Pour plus de visibilité, dans l'épicerie, deux types d'étiquettes différencient les produits bio "classiques" de ceux des producteurs. Ainsi, si l'on est attentif, on peut repérer facilement les pots de ratatouille confectionnés par Christine Rousset (étiquette verte) confondus au milieu des diverses marques autour (étiquette orange).

Philippe et Sylvie s'occupent eux du coin restauration "La cuisine des producteurs". Sylvie, cheffe cuisinière, vêtue d'une blouse aussi colorée que ses plats, propose une carte exhaustive, qui prend en compte les intolérants au gluten et aux laitages, mais aussi les petits budgets puisqu'un plat à base de pâtes est systématiquement proposé. De son côté, Philippe, aussi gérant du *Café de la Soie* à la Croix-Rousse, tient le bar et propose, entre autres, bières locales et tisanes bios de Marie Wasson, une des productrices de la Halle !

Anna Villard ■

■ La Super Halle,
105, avenue Jean Jaurès, 69600 Oullins, tél. : 04 78 56 69 72, www.lasuperhalle.fr.

Une SCIC

La Super Halle est constituée en SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif). *La Galerie Paysanne* est l'étiquette qui chapeaute les trois pôles de l'activité : le coin épicerie, le point restauration et l'espace producteurs, pour "travailler ensemble" et réunir différents métiers, différents points de vue. Sa structure commune en multisociétariat attribue 45% des voix aux producteurs, 35% à l'épicerie / restauration, 10% aux salariés et 10% aux acteurs extérieurs.

Les producteurs, moteurs de l'activité, se relaient entre caisse et vente à l'étal. Le magasin leur permet de vendre leurs produits tous les jours en étant chacun présent 6 heures par semaine. En plus des marchés pour certains, la Halle leur garantit un abri, une régularité dans les ventes et permet de conquérir de nouveaux clients. D'autres y voit l'opportunité de diversifier leur production.

Groupement Régional Alimentaire de Proximité

Le GRAP (Groupement Régional Alimentaire de Proximité) est une société coopérative, créée en 2012. Son objectif est de réunir des activités et des projets liés à l'agriculture biologique et engagés dans une volonté de filière agroalimentaire de proximité, solidaire et écologique en Rhône-Alpes. En échange le GRAP propose à l'activité un accompagnement et une aide (juridique, fiscale, informatique etc.) afin d'assurer un suivi personnalisé. L'activité épicerie de la Halle d'Oullins étant totalement intégrée au GRAP, ce dernier est donc l'un des principaux promoteurs de la Halle.

GRAP : 3, grande rue des Feuillants, 69001 Lyon, tél. : 09 72 32 33 17, www.grap.coop



Manifestation à Bangui contre l'intervention française Sangaris, décembre 2013. Slogans des manifestants : "Non à la colonisation française", "Sangaris = sang"…

Miguel Medina

Centrafrique : les dessous d'une guerre française

Après le Mali, c'est au tour de la Centrafrique de faire l'objet d'envois de troupes françaises pour officiellement protéger les populations. Une version officielle que l'on peut mettre en doute. Nous avons posé quelques questions à Odile Tobner de l'association Survie.

***Silence :* Quels sont les liens de la France avec la République Centrafricaine depuis son indépendance en 1960 ?**

Odile Tobner : Depuis 1960 la France a gardé sous tutelle la Centrafrique. Après le renversement du premier président, David Dacko, pourtant acquis à Paris, le pays a connu la férule de militaires centrafricains issus de l'armée française : Jean-Bedel Bokassa, au pouvoir de 1966 à 1979, ancien capitaine, vétéran des campagnes de France, d'Indochine et d'Algérie, puis André Kolingba, au pouvoir de 1981 à 1993, ancien enfant de troupe, élève puis officier de l'armée française. Ce dernier sera flanqué, cas extrême de tutelle coloniale, d'un "proconsul" en la personne du colonel des services français Jean-Claude Mantion, gouverneur de fait de Centrafrique de 1980 à 1993. La RCA est aussi alors un porte-avion français au cœur du continent, avec les bases de Bouar et de Bangui, qui ne seront évacuées qu'en 1998.

Vainqueur de la première élection dite démocratique, Ange-Félix Patassé, ancien ministre de Bokassa, échoue à gouverner un pays en proie au chaos et aux violences. L'armée française intervient à trois reprises en 1996 pour rétablir l'ordre, tandis que Barril assure la sécurité du président. Patassé tombera en 2003, après avoir en vain demandé le secours de la France, dont la passivité complice permet au général François Bozizé de prendre le pouvoir. C'est aussi le début d'une régionalisation du conflit, le Tchad d'Idriss Déby soutenant Bozizé, alors que les milices congolaises de Jean-Pierre Bemba se portent au secours de Patassé, au prix d'une guerre civile féconde en atrocités de part et d'autre.

En février 2013, le même scénario se reproduit, aux dépens cette fois de Bozizé, devenu encombrant en raison de ses excès de prédation et des faveurs qu'il accorde aux Chinois.

Une nébuleuse de mouvements rebelles, la Séléka, s'empare de Bangui et chasse Bozizé. Leur chef, Michel Djotodia, se proclame président, alors qu'il est lui-même contesté au sein de la Séléka.

Depuis les années 2000 la France intervient plutôt par l'intermédiaire de ses satellites, laissant au Tchad la mission de soutenir le Président d'un Etat fantôme.

Comment l'entrée en guerre de la France le 5 décembre 2013 en République Centrafricaine a-t-elle été justifiée, et dans quel cadre a-t-elle été réalisée ?

Alors que Hollande avait refusé de secourir Bozizé fin décembre 2012, il intervient cette fois officiellement au nom de l'urgence humanitaire, en raison des exactions que les milices de la Seleka infligent aux populations et de l'absence totale de contrôle du territoire par l'Etat centrafricain. En fait, après que les



Armée française dans les rues de Bangui

Stringer

milices de la Seleka ont chassé Bozizé, devenu gênant, Hollande intervient pour reprendre le contrôle politique de la Centrafrique.

Le cadre de l'intervention est une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, rédigée d'ailleurs par la France, autorisant celle-ci à intervenir en Centrafrique, conjointement avec les forces de l'Union Africaine qui déploient la MISCA, qui compte des contingents de sept pays d'Afrique centrale, Tchad, Cameroun, Congo-Brazza, Gabon, RDC, Rwanda, Burundi. Le contingent de 2000 soldats français va être augmenté de quelques centaines supplémentaires. La MISCA compte 6000 soldats. La France presse l'Europe de participer à cette intervention. Les Polonais devraient envoyer des troupes, l'Allemagne une aide logistique.

Quelles raisons politiques, économiques, stratégiques voyez-vous à ce nouveau déploiement militaire français en Afrique, après le Mali ?

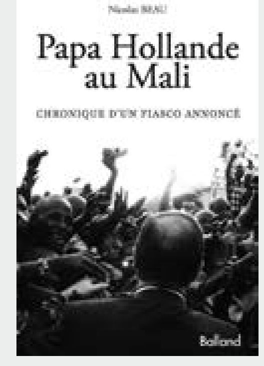
La France a mené depuis 1960 une politique d'interventions armées - une cinquantaine - dans son ancien empire colonial et en Afrique francophone pour y maintenir son emprise politique. L'armée française est formatée en quelque sorte pour intervenir en Afrique. La France a la mainmise sur des régimes dictatoriaux, dont elle légitime les élections truquées et couvre les méfaits. Si elle laisse un de ces pays échapper à sa tutelle, les autres suivront par un effet de dominos. Cette domination politique sert les intérêts des entreprises françaises qui obtiennent dans ces pays des marchés de gré à gré, comme Bolloré pour la gestion des ports, et qui conservent des situations dominantes, comme Areva au Niger, qui dicte les conditions de l'exploitation. Dans la politique mondiale, la France apparaît à la tête d'un bloc de pays qui sont sous son influence dans les décisions prises dans les instances internationales.

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■

■ Survie,
107, boulevard de Magenta, 75010 Paris, tél : 01 44 61 03 25, http://survie.org.

Papa Hollande au Mali

L'auteur, journaliste et bon connaisseur du Maghreb, revient sur la guerre française au Mali, en interrogeant ses causes, ses stratégies, ses intérêts cachés. Il interroge notamment l'étonnante l'absence d'esprit critique des médias français par rapport aux discours officiels de l'armée à ce sujet. Nicolas Beau pose un regard critique et informé sur les différents aspects qui caractérisent la situation : Françafrique, mais aussi situation politique complexe du Sahel et de l'Algérie, répercussions de la chute de Kadhafi en Libye, rôle de l'islamisme et du trafic de drogue dans la région, liens tendus entre populations touarègues et subsahariennes… Il explique comment l'intervention terrestre des troupes françaises au Mali s'est présentée très opportunément pour sauver le budget de l'armée de terre qui allait être mis à mal dans le nouveau *Livre blanc sur la défense* et a ainsi permis de ne pas fermer de bases françaises en Afrique. Instructif. GG



Nicolas Beau, Ed. Balland, 2013, 224p., 17,90 €















Zones À Défendre contre Grands Projets Inutiles


8



9


10

01 : Arche d'entrée du camp de Décines, contre le Grand stade de l'OL (Grand Lyon). Ce camp a été rasé par les autorités en septembre 2013. Une offre de rachat à 1€ le mètre carré de terre agricole est une des raisons du mécontentement local.

02 : Manifestation pacifique des No-TAV, contre la ligne de TGV Lyon-Turin dans le Val Susa, en Italie. Eté 2013. Aux abords du chantier, les manifestants sont stoppés par les gardes mobiles. Les jours précédents, un raid dont le but était de saboter et caillasser le chantier s'est soldé par une douzaine de blessés dans les rangs des opposants.

03 : Construction de cabanes à la ZAD (Zone A Defendre) du Bois du Tronçay, dans le Morvan. Implantation de la ZAD dans le bois menacé, alors que les opposants étaient auparavant installés dans un champ avec l'accord du propriétaire. Celui-ci ayant subi des pressions de la part des élus, il s'agit de le protéger en installant la ZAD sur un terrain public. Mai 2013

04 : Manifestation commune contre les grands projets inutiles et imposés (GP2I) à Lyon, le 3 décembre 2012, lors d'une rencontre entre François Hollande et Mario Monti pour conclure le plan de financement de la Ligne à Grande Vitesse (TAV) reliant Lyon à Turin.

05 : Chantier du tunnel pour la liaison TGV Lyon-Turin, surplombé par l'autoroute. Val Susa, Italie. Aout 2013

06 : Cuisine collective à Notre-Dame-des-Landes, lors du FestiZAD, festival de musique autogéré, Janvier 2013. Des évènements sont régulièrement créés pour faire venir des militants et entretenir la mobilisation.

07 : Chantier du futur stade de l'OL à Décines (Grand Lyon). La zone boisée "protégée" donne une idée de l'environnement local avant le terrassement. Juin 2013

08 : Chantier du futur stade de l'OL à Décines (Grand Lyon). Lors d'une manifestation contre le projet du stade. Novembre 2013

09 : Notre-Dame-des-Landes, expulsions d'octobre 2012. Les guetteurs sur la barricade, se relayent toute la nuit en attendant l'arrivée des forces de l'ordre. De l'essence est prévue pour incendier les barricades, ainsi que des pierres et des cocktails molotovs pour les blacks-blocs.

10 : Notre-Dame-des-Landes, expulsions d'octobre 2012. Entre 15 et 20 barricades ont été montées pour empêcher les expulsions. L'opération "César" a mobilisé jusqu'à 500 CRS sur le terrain, selon les chiffres du ministère de l'intérieur, et a quasiment duré un mois.

Une ZAD (Zone A Défendre) est une technique de résistance reproductible, appliquée de Notre-Dame-des-Landes aux opposants à la ligne TGV Lyon-Turin en passant par le Morvan et le projet de scierie-incinérateur ERSCIA. Tous ces lieux qualifiés de Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII), sont des projets d'aménagements du territoire coûteux favorisant le lobbying des grandes entreprises de BTP et l'endettement de l'état au détriment du bon sens économique et écologique. L'occupation de ces terrains constitue des alternatives à la société actuelle, allant à l'encontre du culte de la croissance.

■ **Exposition photographique "Zones A Défendre :** occuper pour protéger" Galerie de l'Abat-Jour, 33, rue Leynaud à Lyon, du 15 mai au 14 juin 2014, mercredi au samedi de 15h à 19h.

■ Benjamin Larderet, photographe, www.benjaminlarderet.com.



RES

Pesticides perturbateurs endocriniens en quarantaine : Action du Réseau environnement santé, le 24 mars 2014, dans un grand magasin à l'occasion de la semaine sans pesticide.

"Une révolution de la santé est nécessaire"

Entretien avec André Cicolella, chimiste, toxicologue, président du *Réseau Environnement Santé* et auteur notamment de *Toxique planète. Le scandale invisible des maladies chroniques* (voir encart).

Silence : **Qu'est-ce que les maladies chroniques ? Touchent-elles seulement les pays riches ? Pourquoi en parler aujourd'hui plus qu'hier ?**

André Cicolella : Les maladies chroniques sont les maladies du type maladies cardio-vasculaires, diabète, cancer, maladies mentales... Ces maladies sont définies par leur chronicité en opposition aux maladies dites aiguës, comme le sont la plupart des maladies infectieuses telle la grippe. La grippe, soit vous en réchappez, soit vous en mourrez. Le cancer, vous pouvez en réchapper, mais rarement, en mourir aussi mais après généralement un certain temps.

L'Organisation Mondiale de la Santé parle clairement d'épidémie de maladies chroniques. Cela a fait l'objet d'une déclaration signée par tous les chefs de gouvernement à l'occasion de l'Assemblée Générale de l'ONU le 20 septembre 2011 la présentant comme le principal défi pour le développement durable en ce début de 21e siècle.

TOUT MISER SUR LE SOIN A ABOUTI À UN ÉCHEC

On en parle aujourd'hui parce que la stratégie mise en œuvre depuis l'après-guerre qui consiste à tout miser sur le soin a abouti à un échec. On ne peut pas endiguer l'épidémie uniquement par le soin. En 1971, Richard Nixon, alors président des Etats-Unis, avait déclaré : "Dans 20 ans, nous aurons vaincu le cancer". On sait ce qu'il en est advenu depuis. En France, le nombre de nouveaux cas a doublé entre 1980 et 2005. Il est illusoire de croire que l'on va trouver des médicaments pour soigner le cancer. Le modèle antibiotique utilisé pour les maladies infectieuses ne marche pas pour les maladies chroniques. Quand une baignoire déborde, il faut se préoccuper en priorité de fermer le robinet plutôt que de chercher à élargir le trou d'évacuation.

Vous estimez que la croissance actuelle des maladies chroniques amène une implosion du système de santé et d'assurance maladie. En quoi ces maladies remettent-elles en cause notre actuel modèle de santé "tout médical, tout curatif" ?

C'est très simple à comprendre. Plus le nombre de maladies augmente plus les coûts augmentent. Plus on est efficace dans le traitement de ces maladies, plus on plombe les finances de la Sécu. J'ai fait un calcul simple à partir des chiffres du régime général de l'assurance maladie, qui couvre 89 % de la population. Entre 1994 et 2009, le surcoût lié aux ALD (Affections de Longue Durée) qui sont presque toutes des maladies chroniques, est de l'ordre de 400 milliards d'euros, soit deux fois la dette sociale. Donc la logique voudrait qu'au lieu d'aller emprunter au prix fort sur les marchés pour financer le système, on cherche à réduire la dette en agissant sur l'augmentation du nombre de maladies. Le problème du système de santé, ce n'est pas qu'il y ait trop de médecins dans les hôpitaux comme


D. R.

André Cicollela

je l'ai entendu dire, mais c'est qu'il y a trop de malades dans les hôpitaux. En 2009, les maladies chroniques représentaient 83 % des dépenses de l'assurance maladie, ce qui correspondait à 23,6 millions de personnes.

Ces maladies sont liées à notre environnement et à notre mode de vie. Quelles politiques vous semblent efficaces pour agir contre leurs causes, au niveau de l'alimentation, des pollutions, de la ville, des inégalités... ?

Nous connaissons les grandes causes de ces maladies. La nourriture ultra-transformée, chargée en additifs chimiques et en résidus, dont les pesticides issus de l'agriculture conventionnelle. Mais aussi trop sucrée, trop salée, trop grasse et qui a perdu ses micronutriments comme les fibres. 10 % seulement des Français respectent les normes de consommation de fibres. Or, on sait que cela est décisif dans la genèse des cancers colorectaux, première cause de cancer tous sexes confondus. Est impliquée aussi dans ce cancer la surconsommation de viande. Les pays les plus gros consommateurs de viande sont aussi ceux les plus touchés par le cancer colorectal. Le rapport est de 1 à 10 entre l'Inde et l'Australie-Nouvelle Zélande.

SÉDENTARITÉ ET POLLUTION CHIMIQUE

La sédentarité est aussi une cause croissante de maladies chroniques. L'estimation est entre 3 et 6 millions de décès dans le monde. Le seuil de définition de la sédentarité n'est pourtant que de 30 mn de marche soutenue par jour !

La pollution chimique généralisée est une autre source. Avec les perturbateurs endocriniens comme le bisphénol A, on a compris une grande partie des causes de ces maladies. Ils sont impliqués dans les cancers, les maladies métaboliques, les troubles de la reproduction et du comportement... Comme ils ont des effets transgénérationnels (l'exposition pendant la gestation induit des effets sur la santé de l'enfant, du futur adulte et même sur celle de sa descendance), il y a urgence à agir, car nous livrons un héritage toxique à nos descendants.

Quels sont les combats menés par le *Réseau Environnement Santé* auquel vous participez ?

Notre action vise à faire en sorte que la question santé environnement soit centrale dans la politique de santé. Nous avons fait le choix d'agir sur le sujet des perturbateurs endocriniens, avec le bisphénol A comme molécule emblématique. Nous avons obtenu l'interdiction dans les biberons, puis dans les contenants alimentaires. Mais notre objectif reste la reconnaissance de la situation de crise sanitaire dans laquelle nous sommes.

Cela passe par la déconstruction du discours officiel. Il faut cesser de raconter que l'état de santé des Français n'a jamais été aussi bon, au motif que l'espérance de vie progresse. Ce que l'on appelle l'espérance de vie est en fait la durée de vie des gens qui meurent aujourd'hui. Rien ne permet de penser que les enfants qui naissent en 2014 auront la même durée de vie que ceux qui sont nés en 1914. Ils naissent dans un environnement très différent. La grande coupure intervient en effet après-guerre. Le mode de vie devient totalement différent. La contamination chimique pendant la grossesse, dont on sait aujourd'hui les conséquences sur la santé de l'enfant, mais aussi du futur adulte, est très différente. Un enfant qui naît aujourd'hui naît avec 300 substances identifiées dans le sang du cordon ombilical. On sait que la santé du futur adulte va être profondément marquée par son environnement pendant la grossesse. Ce concept de la DOHaD a été formulé en 1989 par l'épidémiologiste anglais David Barker. DOHaD, c'est l'acronyme anglais pour *Developmental Origin of Health and Disease,* c'est-à-dire origine développementale de la santé et de la maladie. Barker avait observé un taux plus élevé de maladies métaboliques chez les enfants touchés par la famine aux Pays-Bas en 1944 -1945.



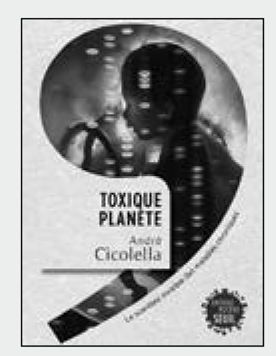
La pollution de l'air, avec ses milliers de molécules différentes, perturbe notre santé et notre patrimoine génétique

Library of Congress

Toxique planète

Le scandale invisible des maladies chroniques

Voici une mine d'informations pour aider à repenser la santé à l'heure de l'explosion des maladies chroniques. Ces dernières (du cancer à l'obésité, des troubles de la reproduction aux maladies respiratoires, cardio-vasculaires et d'Alzheimer) ont atteint la proportion d'une crise sanitaire mondiale. Maladies de civilisation, elles sont liées à notre mode de développement et à l'augmentation du PIB, et leurs causes sont à rechercher dans l'environnement (industriel, chimique, urbain…) et nos modes de vie. Face à cela l'auteur, toxicologue et engagé dans le Réseau Environnement Santé, plaide pour un nouveau paradigme médical, non plus basé sur le tout curatif mais sur la prévention. Il pointe la responsabilité des lobbies et des agences sanitaires et propose des pistes pertinentes pour relever ces défis sanitaires et au passage sauver nos systèmes de protection sociale, exemples à l'appui. Une lecture indispensable, facile à lire et stimulante. GG



André Cicolella, Ed. Seuil, 2013, 312p., 19€

La déclaration de Paris publiée en mai 2012 à l'issue du colloque organisé par la *Society of Toxicology* a résumé ce changement de paradigme, conséquence du bouleversement des connaissances scientifiques survenu au cours des deux dernières décennies : "Pendant des années, les biologistes ont considéré que la période du développement était contrôlée par un programme génétique strict “câblé” et donc peu susceptible d'être influencé par l'environnement. Il est maintenant clair que le développement est au contraire marqué par une plasticité qui lui permet de répondre à son environnement, plus particulièrement pendant sa phase initiale".

En conséquence, la conclusion était que "Beaucoup des grandes maladies et des atteintes fonctionnelles, dont la prévalence a augmenté substantiellement au cours des quarante dernières années, apparaissent être liées pour partie à des facteurs de développement consécutifs à des déséquilibres nutritionnels ou des expositions environnementales aux substances chimiques : obésité, diabète, hypertension, maladies cardio-vasculaires, asthme et allergies, maladies immunes et auto- immunes, maladies neurodéveloppementales et neuro-dégénératives, puberté précoce et infertilité, certains types de cancers, ostéoporose, dépression, schizophrénie et sarcopénie (syndrome gériatrique se caractérisant par une diminution de la masse musculaire conduisant à une détérioration de la force musculaire et des performances physiques)".

L'environnement est défini dans ce livre blanc de façon globale, c'est-à-dire en englobant "nutrition, infections, microbiome (la flore intestinale), médicaments, substances chimiques créées par l'homme et autres facteurs de stress exogènes".

C'est donc une véritable révolution de la santé qui est nécessaire.

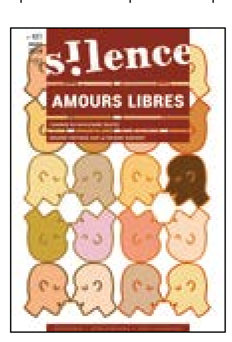
Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■

Qualité d'impression

Merci d'avoir amélioré votre contraste d'encres à l'imprimerie. Après avoir pâli, Silence reprend force et vigueur !
Longue vie !
Désiré Gérard
Charente

Polyamour

Suite au dossier "Amours libres" dans Silence n°421.
N'ayant jamais cru au projet économique du mariage bourgeois, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt le dossier sur les amours libres. Partageant plusieurs des arguments, je ne parviens cependant pas à être convaincu de la faisabilité du polyamour ; et, pire, je ne suis pas davantage convaincu par sa "désirabilité". Précédemment, dans un courrier privé, j'avais qualifié le polyamour de "nouveau gadget pour bobos branchés" (ce qui m'avait valu une réaction outrée de ma destinataire). Trois dimensions sont absentes des considérations.



Les protagonistes insistent tous sur l'épanouissement personnel que le polyamour leur apporte. Soit. Mais l'amour n'est-il pas, avant tout, une affaire de don inconditionnel de soi, qui appelle en retour, espère-t-on, un contre-don de son/sa partenaire ? Les polyamoureux m'apparaissent comme des petits-bourgeois individualistes qui cherchent à maximiser leurs plaisirs, donc leur intérêt. Cela est en parfaite adéquation avec l'idéologie libérale.
Le temps. Une union à deux est déjà chronophage. Certains couples "lâchent" par manque de disponibilité mutuelle. Entre le boulot, les tâches ménagères, les soins aux enfants, la visite chez le médecin, l'activisme associatif et/ou politique et/ou syndical, les loisirs, les réunions de famille et j'en passe, comment imaginer que l'on puisse encore dégager du temps pour tenter de faire vivre deux, trois ou quatre relations parallèles ? Il faut une bonne dose d'idéalisme pour y croire ! Comme les mono-amoureux, les polyamoureux disposent de vingt-quatre heures par jour. S'ils ont un truc pour étendre le temps, peuvent-ils me l'expliquer ? Et nous en arrivons au troisième point…
Nous savons tous qu'une société décente et écologique prône le sens des limites. Pourquoi devraient-elles être franchies dans le domaine des relations amoureuses et pas ailleurs ?
Bernard Legros
Belgique

Critique de la "critique" sur le revenu garanti

Dans son numéro 421, *Silence* publie un article, repris par le site de *Reporterre* (http://www.reporterre.net/spip.php?article5505), qui constitue une énième attaque malveillante contre la proposition d'un revenu inconditionnel (RI) (…)
L'interrogation : parmi les nombreuses propositions/revendications avancées par les décroissants, pourquoi celle du revenu inconditionnel subit plus que toutes les autres des accusations infondées, approximatives ? Qu'est-ce qui fait du RI la cible privilégiée des "tirs amis" ? Pourquoi tant d'amalgames, d'à-peu-près, de caricatures ? (…) Le défi : je m'engage à écrire un "regard critique" sur n'importe laquelle des autres revendications que portent les décroissants : la relocalisation, les monnaies locales, les potagers en ville, les éoliennes, les circuits-courts, la souveraineté alimentaire, les ceintures vivrières… mais à une condition : de reprendre, en copiant-collant, la rhétorique qui constitue le seul argumentaire de l'article qui est le motif de mon courroux (…). Prendre un exemple dans le pays de mon choix et prétendre qu'il faut le généraliser, sans tenir compte de la différence de niveau de vie (…) Ajouter un encadré pour se contenter d'évoquer "d'autres critiques" et en particulier ce que deviendrait la dite proposition "en cas de dictature" (…).
L'article adresse trois critiques à la proposition du RI (…) il favoriserait le "pillage de la planète", ferait la promotion de l'esclavage et générerait un écocide ! Pas moins ! Sans voix !
Enfin, in fine, je ne manquerai pas de fournir, gratuitement, un conseil comme si je venais de l'inventer (pour le RI, l'article a la bonté de nous signaler que les partisans du RI feraient mieux de s'occuper des inégalités et nous suggère la piste d'un "revenu maximal d'existence") (…).
Michel Lepesant
Drôme

Revenu universel

Je viens de lire l'article de Jocelyne Renard dans *Silence* n°421 reprise sur le site *Reporterre* (désolé de ne pas acheter la version papier de *Silence* mais je suis sans droit ni RSA).
Je pense qu'il faudrait que Jocelyne Renard vienne chercher du travail dans les pays européens qui ont des conditions très strictes pour le RSA (aucun avoir, compte en banque à zéro) et essaie d'y trouver un logement.
Je vis en Suède et c'est mon cas (contrairement à toutes les fables sur la flex-securité, j'en suis déjà à deux mois de marchands de sommeil en tout).
Elle y découvrirait que la précarité ne mène pas à la décroissance : elle exclut et sous prolétarise une grande partie de la population, l'oblige à faire des tâches non seulement dégradantes mais qui permettent surtout de maintenir le BAU (Business As Usual), car la dureté du système demeure alors cachée à tous les petits fonctionnaires écolos. Seuls boulots accessibles sans formations spécifiques coûteuses et longue expérience : vente agressive, désamiantage, décontamination des pollutions au PCB, lavage de cale de pétrolier en combinaison, etc.
Pendant ce temps, le reste de la population peut consommer en toute quiétude et l'achat de 4x4 exploser, ainsi que les déchets.
Il existe une pauvreté toute aussi dure et écrasante au sein des métropoles que dans les anciennes colonies. On peut même considérer que la vie y est assez merdique pour pas mal d'entre nous. Ici, on ne construit pas une cahute où l'on veut, sinon on finit au poste à 6, à dormir dans la pisse. Ici, on ne défriche pas un coin de forêt comme au Brésil si l'on a faim. Ici, on reste dans le froid, on fait la queue pour une mauvaise soupe et l'on crève en silence et dans l'indifférence.
Se battre et rétablir un rapport de force pour qu'une partie du capital soit détruit ou détourné, c'est-à-dire ne finisse pas dans la poche des riches pour polluer plus et exploiter plus, mais serve à des pauvres pour juste survivre, est une nécessité.
Les revenus minima sont juste le résultat d'un rapport de force, il ne faut surtout pas abandonner le combat ou le dénigrer comme le fait la décroissance. Les RU ne sont pas une panacée mais ils sont mieux que de laisser se continuer l'accumulation du capital qui permet de financer le pillage et l'exploitation.
La décroissance ne permettra pas de se réapproprier nos outils de production (la terre) il faut un rapport de force. Donc exiger. Sinon on décroît, on disparaît, et on laisse la place à ceux qui exploitent sans scrupule.
Yann Kervennic
Suède

"Culture africaine : décoloniser notre regard"

Suite à votre article du numéro de février 2014, je vous invite grandement à décoloniser votre regard sur l'Afrique. Je n'irai, en effet, pas sans vous rappeler que l'Afrique est un continent constitué de 54 pays et de plus d'un milliard d'habitants. Une foultitude de langues y sont parlées et de religions pratiquées.
Parler d'une "culture africaine" (au singulier) est donc réducteur. Quant à parler "d'Africains" comme d'un peuple homogène, cela est non seulement réducteur mais perpétue le discours simpliste voire raciste porté sur ce continent vaste, multiple et complexe (comme tous les autres d'ailleurs).
Je demeure une fidèle lectrice de *S!lence* mais vous demande plus de vigilance.
Claire Ichou
Rhône

Courrier

Les casseurs de Nantes

Le fait que les casseurs de Nantes aient causé pour un million d'euros de dégâts ne me fera pas changer d'avis : Notre-Dame-Des-Landes est une erreur magistrale, un symptôme de destinationnite, cet aveuglement qui empêche les pilotes d'avion de ligne de se dérouter quand les conditions d'atterrissage de leur destination deviennent mauvaises (Christian Morel Les décisions absurdes I). Plus ils en sont proches, plus grande est la difficulté à changer de plan de vol, au risque de perdre l'appareil … et ses passagers. Les climatologues (comme Hervé Le Treut récemment à Perpignan) nous font une seule prescription : "diminuez vos émissions de carbone, ou il devient de plus en plus certain que, dans quelques décennies, le climat va 'partir en vrille' ". Mais les grands élus de Loire Atlantique vivent au siècle dernier, avec, dans leur subconscient, le Concorde, la grandeur de la France, l'énergie fossile en abondance, un aéroport international dans chaque chef-lieu, des terres agricoles qui ne coûtent rien, une Nature infinie qui reste imperturbable. Combien de dégâts ont causé les Bonnets Rouges, ces séparatistes, ces "passagers clandestins" d'un système qui les supporte gentiment ? Combien coûtait un portique d'écotaxe ? Combien coûtent 2000 hectares de très bonne terre nourricière, classée de surcroît "zone humide", riche d'une biodiversité que rien ne compensera ? Les casseurs ont fondu sur la ville de Nantes. C'est bien pratique pour y concentrer des policiers et des journalistes. Les Bonnets Rouges se sont dispersés en des dizaines de points. Pour leur part, ils étaient à la fois et militants et casseurs, mais les grands élus ne les affrontent guère. C'est plus facile d'appuyer sur l'abcès déjà bien collecté de Notre-Dame-Des-Landes. Qui avait intérêt à ce que les casseurs de Nantes cassent ? Pas moi ! Pas la biosphère et les milliers de citoyens qui la défendent ! Pas les occupants, devenus un peu paysans de ces 2000 hectares ! Alors qui ?

Jean Monestier
Pyrénées Orientales

Identification électronique

J'aimerais réagir à l'un de vos articles dans le n°420 page 18, dont le titre est "Victoire contre l'identification électronique". Ce titre mentionne donc l'identification électronique, alors que vous n'en parlez absolument pas. Il est seulement question dans votre paragraphe de la loi sur la certification de la voie mâle (béliers-boucs). Donc il y a incohérence entre le titre et le sujet traité. Ce qui m'interpelle aussi, c'est le mot "victoire". Quelle victoire? Il n'y a rien de gagné sur l'obligation de l'identification électronique des ovins et des caprins. Il y a encore et surtout une lutte portée, entre autres, par la Confédération Paysanne et aussi par le collectif Faut pas pucer, qui est un comité d'éleveurs particulièrement courageux.
Ils s'indignent contre cette loi, qui ne fait qu'accélérer les pressions des lobbies de l'agro-business et de l'agro-industrie plus généralement.
En ce qui me concerne, je suis agricultrice éleveuse de chèvres dans le nord Cantal et pour avoir exprimé ouvertement mon avis contre le bouclage électronique, cela m'a valu trois contrôles dans la même année… Le gouvernement précédent et l'actuel ne défendent absolument pas l'agriculture paysanne. J'aimerais aussi vous dire que le titre très élogieux "Stéphane Le Foll pour l'agroécologie" (sur cette même page) me semble vraiment trop optimiste. Stéphane Le Foll serait donc un "vrai" écologiste? Quelle bonne nouvelle !

Sandrine Mariette
Cantal

Silence : Nous avons fait en effet une erreur de titre sur cette brève, merci de votre vigilance.

Merci !

D'abord, vous dire que j'aime beaucoup la couverture avec l'arbre et les mains de février et encore plus celle de janvier ! L'énergie qui enrobe le couple dansant est tout simplement magnifique ! Ça me réjouit le cœur de la regarder. Merci ensuite pour l'annonce parue pour l'exposition sur la paix universelle. En ce qui concerne l'Atelier de Charenton de Sandrine, c'est une belle initiative. Au départ, c'est Arno Stern qui a créé ces ateliers. Ne pas oublier tout son travail de précurseur !
Dire encore que je suis toujours ravie quand vous mentionnez d'autres belles initiatives surtout celles tournant autour des jardins, de la terre ! Je vais les partager avec notre collectif de la ville de Locle (Suisse). Voir sous www.job-service.ch/projets/jardins coopératifs. La démarche est intéressante !
(…) Enfin, étant suisse-francomtoise, là encore j'ai été enchantée de lire votre relais à Belfort. Il est juste à côté de l'Office du Tourisme qui m'a recommandé cet endroit pour y manger "bio" en septembre dernier ! Délicieux et très convivial.

Marie-Claude Sudan
Suisse

Nous avons également reçu… 1/2

Essais

■ **De la République bananière à la Non-République,** *Rafael Correa, préface d'Edgar Morin, éd. Utopia, 2013, 200 p. 15 €.* L'auteur est l'actuel président de la République d'Equateur. Il explique que le principal but aujourd'hui pour les Etats est de s'affranchir du contrôle politique par les multinationales. Ce qu'il essaie de faire. En effet, comme beaucoup de pays du "Sud", il se trouve à la tête d'un pays où les gens sont pauvres alors que le pays est très riche. Mais du fait de contrats iniques, les richesses partent à l'étranger. Le mouvement de refus de ces contrats dans presque l'ensemble de l'Amérique latine, la prise de distance avec le FMI et la Banque mondiale, devrait être source d'inspiration pour les politiques occidentaux, eux aussi sous la coupe de ces firmes sans scrupules.

■ **Comment la terre s'est tue, pour une écologie des sens,** *David Abram, traduction Didier Demorcy et Isabelle Stengers, éd. La Découverte / Les empêcheurs de penser en rond, 2013, 350 p. 24,50 €.* Le monde de la "raison" considère qu'un arbre pousse, que le Soleil monte et descend chaque jour sur l'horizon… et que tout cela ne nous "parle" pas. Il en est tout autrement des peuples de tradition orale pour qui il y a une communication possible avec la nature. Est-ce parce que nous avons perdu ce "sens" que nous acceptons la destruction actuelle de la planète ? Pourtant, chacun de nous "rêve" d'un autre monde, se sent bien en marchant dans la nature… Pouvons-nous retrouver ce "sens" manquant ?

■ **La réduction du temps de travail, une réponse à la crise écologique ?** *Benoît Granier, éd. L'Harmattan, 2013, 190 p. 21 €.* L'auteur essaie de mettre au même niveau différentes analyses de gens qui prônent la réduction du temps de travail et d'autres qui la contestent. Puis, il essaie d'introduire la question de l'écologie. Il montre que la réduction du temps de travail est compatible avec une meilleure gestion de nos ressources. Enfin, il montre que la mondialisation n'est pas un obstacle infranchissable et que les Etats peuvent faire ce choix. La multiplicité des sources citées et contradictoires rend la lecture ardue.

■ **Ils l'ont fait et ça marche ! Comment l'écologie change déjà la France,** *Pascale d'Erm, préface de Nicolas Hulot, éd. Les petits matins, 2013, 180 p. 12 €.* Présentation d'une quinzaine d'expériences dans autant de villes différentes autour de la créativité, de l'énergie et des déchets, de l'économie sociale et solidaire… C'est vu à travers le regard des élus écologistes qui ont soutenu ces projets, ce qui en limite un peu le recul critique que l'on pourrait avoir.

■ **L'usine des cadavres, ou la fin d'une usine automobile du nord de Paris,** *Silien Larios, éd. Libertaires, 2013, 364 p. 15 €.* Sous forme romancée, annonce de licenciements, grève, difficultés de l'extrême-gauche à faire entendre ses propositions, démerde individuelle, repli communautariste, le monde ouvrier est une micro-société avec ses qualités et ses défauts. Plus analyse politique que roman !

■ **Passeur d'espoir, réseaux de passage du mouvement libertaire espagnol (1939-1975),** *Guillaume Goutte, éd. Libertaires, 2013, 270 p. 14 €.* Après l'arrivée au pouvoir de Franco, plusieurs centaines de milliers de républicains espagnols se réfugient de l'autre côté des Pyrénées. Pendant 40 ans de dictature, ils vont quand même essayer de maintenir le lien avec ceux restés au pays et d'organiser différentes formes de résistance. Travail de recherche historique sur des faits évidemment peu visibles, car clandestins.

■ **Femme, réveille-toi !** *Olympe de Gouges, éd. Folio, 2014, 100 p. 2 €.* Longtemps oubliée, Olympe de Gouges s'avère être aujourd'hui une des premières féministes. Cet ouvrage présente les textes qu'elle a écrits au moment de la Révolution française au nom de l'égalité des sexes, ainsi que d'autres textes contre l'esclavage et ses prises de position contre l'ambition de Robespierre qui lui vaudront d'être condamnée à mort et guillotinée. A compléter pour les amateurs de BD par l'excellente biographie de Catel et Boquet (Casterman, 2012).

La presse alternative
Entre la culture de l'émancipation et les chemins de l'utopie

Sous la direction de Joëlle Le Marec et Mimmo Pucciarelli

Actes d'un colloque qui s'est tenu à Lyon en janvier 2012, cet abondant ouvrage propose des contributions assez hétérogènes. L'occasion de découvrir les centres d'archivage institutionnels ou militants et nombre de revues ayant pour axe différentes problématiques : féminisme, homosexualité, immigration, presse lycéenne, critique de l'éducation nationale, de la recherche, du 19e siècle à l'après-68… On appréciera tout particulièrement le mélange chercheurs-personnes engagées qui permet de varier les points de vue. Toutefois, comme le dit justement Benjamin Ferron, il faudrait "une étude de l'économie interne des médias alternatifs, des propriétés sociales de leurs acteurs et des modalités pratiques de leurs engagements. Or ces questions sont probablement celles qui ont reçu le moins d'attention de la part des chercheurs" [p.98]. Et c'est vrai que même si ce livre est passionnant par les sujets abordés, on reste sur sa faim concernant ce qui explique le foisonnement de la presse alternative, surtout dans la période la plus contemporaine. MB.

Ed. ACL, 2013, 390 p. 18 €

Survivre et vivre
Critique de la science, naissance de l'écologie

Coordonné par Céline Pessis

Peu après l'effervescence de mai 1968, des scientifiques entament une réflexion sur la militarisation de la recherche. De 1970 à 1975, ils se retrouvent au sein de l'association Survivre et vivre qui publie alors une des premières revues écologistes. C'est principalement à partir de ce travail de réflexion que l'écologie, alors scientifique, commence à percer dans le domaine politique. C'est le début de la lutte antinucléaire. Ce livre reprend l'essentiel des textes publiés à l'époque, accompagné de commentaires d'aujourd'hui par ceux qui ont participé à l'époque à cette initiative. Revigorant ! De quoi mesurer combien l'écologie politique a perdu de sa force en seulement une trentaine d'années. FV.

Ed. L'Echappée, coll. Frankenstein, 2014, 480 p. 25 €.

Les vrais dangers des gaz de schiste

Danièle Ferrari

L'auteure, juriste en environnement, assure la veille juridique pour les collectifs opposés aux gaz de schiste. L'ouvrage présente ce que sont ces gaz, comment on procède actuellement pour les extraire, les conséquences environnementales connues… rappelant très justement au final que même si tous les problèmes techniques étaient résolus, aujourd'hui, il n'est pas admissible de vouloir augmenter la consommation d'énergie fossile : le gaz de schiste comme les autres est un facteur de réchauffement climatique. Elle rappelle comment s'est constituée la mobilisation, les abus de notre code minier, elle dénonce le travail des lobbyistes, le mythe de l'emploi (on peut en créer autant avec d'autres énergies), elle montre ce qui se passe dans d'autres pays, se penchant plus longuement sur le cas des Etats-Unis où il est déjà exploité, annonçant une "bulle" qui ne durera pas. C'est techniquement parfait, bien que parfois aride. Il manque par contre des analyses sociales et politiques. FV.

Ed. Sang de la Terre, 2013, 324 p. 18 €

Rencontres paysannes turques
Carnets de voyage en Turquie

François de Ravignan, Moutsie et Pascal Pavie

Agronome et socio-économiste décédé en 2011, François de Ravignan a laissé des carnets de voyage que Le pédalo ivre a entrepris d'éditer. Le lecteur féru d'agronomie et à la recherche d'une analyse systématique du paysage agricole turc restera clairement sur sa faim, mais tel n'est pas le lectorat visé par ce petit ouvrage. Son titre est fidèle à sa forme, mariant le récit de voyage à une attention tant documentaire que littéraire portée aux paysages, aux pratiques et réalités agricoles, dans une manière impressionniste. Il s'agit de (faire) saisir – avec succès – une atmosphère, de faire sentir des réalités différentes et des évolutions, problématiques ou positives, au travers d'anecdotes, de « lectures de paysage » rédigées dans une langue très belle, et de rencontres rapportées de façon vivante. Le livre donne à voir des fragments parlants d'une réalité sociale (pas seulement agricole) différente de celle que l'on peut connaître. XR.

Éd. Le pédalo ivre, coll. Après le développement, 2013, 82 pages, 12 €

La banlieue du "20 heures"
Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique

Jérôme Berthaut

Cette enquête, au sein des journalistes de France 2, nous révèle les coulisses des rédactions quand il s'agit de parler des quartiers populaires. Il y a une permanence des stéréotypes qui se transmet informellement aux jeunes recrues et un contrôle du traitement des sujets, qui doivent s'inscrire dans un environnement médiatique et politique donné.

Il nous est ainsi montré le pouvoir des hiérarchies qui commandent aux journalistes des reportages formatés, perpétuant des lieux communs et répondant à un certain public. Bien loin de la réalité.

Cette approche nous laisse songeur face à la manière dont peuvent être traités des sujets de société, qui font l'objet de l'attention des médias dominants. JP.

Ed. Agone, 2013, 432 p. 23 €

Hold-up à Bruxelles
Les lobbies au cœur de l'Europe

José Bové

José Bové n'apparaît qu'au 603e rang (sur 766 membres du Parlement européen) au classement officiel quant aux activités en séance plénière. Pourtant, le député, élu le 7 juin 2009, se dépense sans compter dans l'exercice de son mandat, qu'il connecte aux requêtes des citoyens comme à des luttes sur le terrain. Les connivences, collusions, combines, manœuvres, qu'il dépeint par le menu, effraient et courroucent quiconque appréhende la "démocratie" dans son acception originelle. Les quinze mille lobbyistes qui grouillent dans la capitale belge n'impriment leur empreinte néfaste qu'avec l'aval des décideurs, dont l'omnipotente Commission. Mais réjouissons-nous avec le Larzacien de quelques "victoires" (par exemple l'interdiction pour… deux ans, de trois insecticides fatals aux abeilles ou le refus de mettre sur le marché la pomme de terre génétiquement modifiée Amflora). RH.

Ed. La Découverte, 2014, 261 p. 17 €

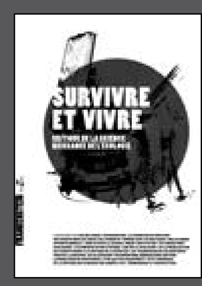
Transition écologique, mode d'emploi

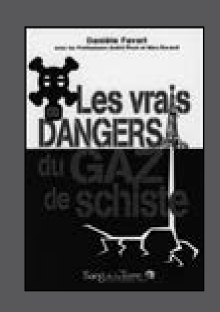
Philippe Frémeaux, Wojtek Kalinowski, Aurore Lalucq

Ce livre présente de manière facilement lisible les enjeux actuels de la nécessaire transition écologique : dérèglement climatique, épuisement des ressources, impossibilité de poursuivre la croissance dans un monde fini. Il présente donc différentes approches (économie verte, décroissance) et passe en revue les principaux secteurs d'activités (agriculture, énergie, transports, urbanisme) pour montrer les débats en cours. Se voulant optimistes, les auteurs montrent d'abord les solutions techniques, politiques et économiques existantes, avant de s'interroger pour savoir si cela va assez loin pour permettre de revenir à un mode de vie durable. C'est sans doute sur ce dernier point que le livre a ses limites : certains encarts (par exemple sur l'avion en Grande-Bretagne) dépassent largement les propositions du monde politique, lesquelles se heurtent déjà aux résistances d'un capitalisme tout puissant. Reste que c'est plein d'exemples et de pistes intéressantes pour ceux qui s'interrogent sur ce qu'il faut mettre en place, de l'individuel au collectif. MB.

Ed. Les petits matins, 2014, 260 p. 12 €

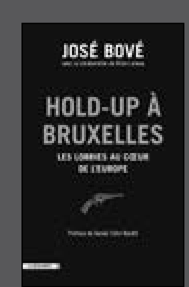




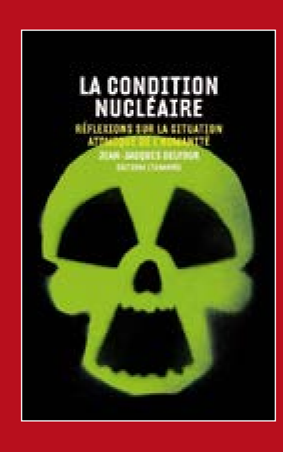










La condition nucléaire

Jean-Jacques Delfour

La condition d'être humain sur cette Terre a changé de signification avec l'avènement de l'atome, estime le philosophe Jean-Jacques Delfour. Le risque d'extermination, par explosion civile ou militaire, plane sur les humains soumis à cette "domination techno-génocidaire", ancrant à chaque instant le pouvoir politique dans les corps. Un régime dit démocratique, dès lors qu'il devient nucléaire, se transforme en dictature, c'est à dire en "un régime qui tient le risque d'être tué pour parfaitement banal". Le nucléaire est un monde sans enfant, sans tendresse et protection envers les générations futures soumises à une logique comptable. Celle-ci est doublée d'une jouissance technologique irrationnelle et suicidaire. Le nucléaire implique de repenser la notion de catastrophe, qui devient un événement global et constant et non pas un drame passager d'où l'on peut tirer une leçon. Un livre de philosophie stimulant et accessible dont on ressort plus intelligent et éveillé. GG.

L'Echappée, 2014, 290 p., 15 €

L'empreinte eau

Daniel Zimmer

L'eau est inégalement répartie sur la planète. Côté consommation (passant par un compteur), la France se distingue : 64 % de son eau est "consommée" par les centrales nucléaires. "Consommé" n'étant pas très juste puisque l'eau évaporée retombe en précipitation plus loin, de même que l'eau du bain retourne à la rivière. Et cette eau "comptabilisée" n'est qu'une faible partie de ce que nous utilisons : l'agriculture vit surtout de l'eau qui tombe du ciel. Pour définir "l'empreinte eau", l'auteur rapporte tout à une eau virtuelle intégrant toutes les formes dont les exportations et importations alimentaires. Il montre ainsi qu'un pays comme la France, qui n'a pas de problème d'eau, peut en provoquer ailleurs en important certains produits comme des primeurs venant du sud de l'Espagne ou du coton provenant de la mer d'Aral. Il termine en montrant que nos choix ont une importance… manger de la viande, utiliser des bouteilles en plastique consomme de l'eau… Un peu ardu, mais extrêmement riche. MB.

Ed. Charles-Léopold-Mayer, 2013, 210 p. 19 €.

La biodiversité, une chance

Sandrine Bélier et Gilles Luneau

Sandrine Bélier, spécialiste en droit de l'environnement et députée européenne EELV et Gilles Luneau, journaliste, dressent d'abord un bilan très précis et chiffré de la situation de la biodiversité dans les différents domaines (eau, terre, air, plantes, animaux…). Plus stimulante, la seconde partie évoque les débats politiques et les actions possibles : les rapports et les sommets internationaux suffisent-ils ? Quels liens tisser entre démarche écologique et économie ? Quel statut juridique accorder aux animaux ? Sandrine Bélier, qui plaide notamment pour la création d'un "syndicat de l'environnement", a acquis à travers ses combats une indéniable expertise écologique, qu'elle tente de faire avancer au niveau politique. Mais à force d'être les mains dans la pâte, on n'est plus ici dans une remise en cause radicale du développement ou du capitalisme, mais plus souvent dans des mesures d'aménagement de l'économie dominante. Un livre qui donne beaucoup de matière à réflexion quoi qu'il en soit. GG

Actes Sud, 2013, 208 p., 20 €

Faut-il faire sauter Bruxelles ?

François Ruffin

La question posée dans le titre n'est nullement farfelue. François Ruffin préconiserait volontiers d'attenter (du moins symboliquement !) aux institutions européennes. Ce qu'il décrit dans son opuscule résolument anticapitaliste a effectivement de quoi donner des envies de réduire en poussière les "blocs de béton armé", surtout le Berlaymont où travaillent vingt-huit commissaires et deux mille sept cents fonctionnaires. Le fondateur de l'excellent journal Fakir a enquêté en touriste dans cet immense quartier où des "comités confidentiels" préparent moult décisions qui impactent (trop souvent négativement !) notre quotidien et notre avenir. Dans son entretien avec l'auteur, l'universitaire et essayiste belge Geoffrey Geuens réfute le terme "lobby" auquel il substitue celui "d'endogamie", tant les diverses officines, uniquement mues par la maximisation des profits et les intérêts des bourgeoisies nationales, jouissent, sans contrainte, des "clés de l'Europe"… RH.

Fakir Éditions, 2014, 132 p. 7 €

Romans

Squat

Yannick Bouquard

Squatteurs dans un lycée abandonné de la banlieue parisienne, ils sont une vingtaine de personnages confrontés aux réactions des autorités, aux squatteurs de squats, au voisinage… Avec un langage multipliant les recours à l'argot, l'auteur nous fait vivre un squat de l'intérieur (on sent que c'est du vécu), diffuse un véritable mode d'emploi pour l'ouverture d'un tel lieu, mais aussi pour éviter les erreurs courantes (les journées portes ouvertes qui permettent aux dealers de s'infiltrer sur place par exemple). Avec humour et dans un style fort agréable, on découvre les réunions autogérées qui s'éternisent, les problèmes techniques (comment se chauffer, s'éclairer…) et les problèmes d'emploi, de santé… que l'on rencontre comme dans toute micro-société. Habilement, même si l'on s'attend évidemment à ce que le livre s'achève avec la fin du squat, l'auteur fait concorder tout un ensemble de petits événements avant l'apothéose finale. Et cela rend le livre très humain. FV.

Ed. du Rouergue, 2014, 368 p. 12 €

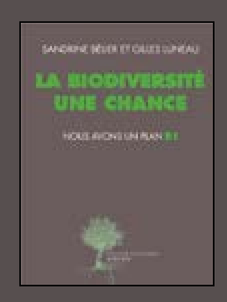
Pas assez pour faire une femme

Jeanne Benameur

Judith, 17 ans, découvre l'amour dans les bras d'Alain, leader étudiant de l'après-mai 68. Partagée entre le Nouveau Monde de liberté qu'elle découvre et la famille traditionnelle dont elle est issue, l'héroïne (l'auteure ?) livre ses réflexions sur la place des femmes dans la société et sur les évolutions rapides de l'époque. Ses études de littérature, la grève étudiante et ses rencontres lui ouvrent alors des portes et peu à peu elle s'affirmera comme une femme. Une plume féministe qui s'appuie sur le vécu du quotidien. FV.

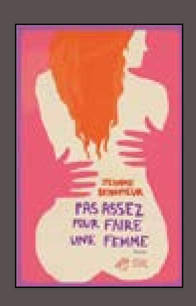
Ed. Thierry Magnier, 2013, 94 p. 12,80 €

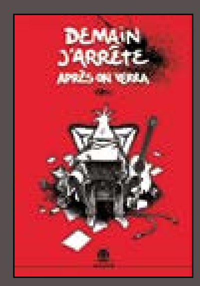


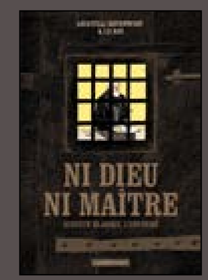












B. D.

Demain j'arrête, après on verra

STPo

Entreprise sous forme de blog en 2006, chaque page de cette BD présente une histoire avec quelque chose à arrêter. Prétexte à parler des anecdotes de la vie de tous les jours, pour un auteur webmaster en freelance. C'est du vécu (chômage, relation homme femme, sites internet, concerts, débat politique…), bien dessiné et scénarisé. Et drôle. Donc il n'est pas étonnant que le livre ait pu être financé en souscription en seulement une journée. Edition limitée… il faut se dépêcher ! FV.

Auto-édition, en vente sur http://demainjarrete.stpo.fr, 2014, 96 p. 20 €.

Ni dieu, ni maître
Auguste Blanqui l'enfermé

Loïc Locatelli Kournwsky et Maximilien Leroy

Auguste Blanqui, enfermé en prison, accepte de raconter son existence à un journaliste. Nous sommes en 1877. Il raconte comment, Républicain viscéral, il combat la restauration de la monarchie et l'Empire napoléonien à coup de revues et de sociétés secrètes, ce qui lui vaut à chaque fois d'être condamné à des peines de prison. Il passera ainsi la moitié de sa vie en prison. Alors qu'il raconte sa vie, des militants le présentent aux élections législatives dans plusieurs villes de France… et il est élu à Bordeaux ! L'Assemblée nationale vote alors une loi édictant qu'un prisonnier ne peut pas se présenter aux élections. Sortant enfin de prison, il se lance dans un nouveau journal "Ni Dieu ni maître", slogan qui deviendra un slogan anarchiste. Celui qui aujourd'hui serait communiste libertaire, a toujours défendu les prolétaires contre les différents pouvoirs. La BD, alternant dialogue en prison avec le journaliste et flash-back, permet de bien comprendre l'itinéraire de ce personnage politique. Instructif. MB.

Ed. Casterman, 2014, 198 p. 23 €

Jeunesse

Le dernier ami de Jaurès

Tania Sollogoub

Tout le monde sait que Jean Jaurès, grande voix du socialisme pacifique, a été assassiné à la veille de la Première Guerre mondiale. L'auteure alterne ici un récit des événements qui ont conduit au déclenchement de la guerre et une fiction rue de la Gaité, à Paris, où débattent et se débattent des ouvriers dont certains vont assumer la protection de Jaurès. Cela donne un récit très vivant et très agréable à lire. Dommage que l'auteure ait une vision pour le moins partiale de la pensée anarchiste. MB.

Ed. Ecole des Loisirs, collection Médium, 2013, 240 p. 10 €

Film

No gazaran,

Doris Buttignol et Carole Menduni

Le gaz de schiste, vous pensez à "Gasland" ? Soulagés que les J.R. de la fracturation hydraulique soient en Amérique ? "No Gazaran" se passe en France. Avec des permis de forer accordés en catimini. Et un film qui dérange. "Plusieurs cinémas dans le Sud ont subi des pressions pour déprogrammer ou décaler le film après les élections", nous informe-t-on. Or ce documentaire explique très bien les dangers du gaz de schiste. Avec des milliers de litres d'eau injectés, du sable et des produits chimiques toxiques. "Benzène, formaldéhyde et oxyde d'éthylène peuvent entraîner des leucémies chez l'homme", prévient le toxicologue André Picot. Sans compter la radioactivité naturelle, cancérogène. "Avec ce gaz de schiste, on empoisonne la terre, on empoisonne l'eau, on empoisonne les bêtes, on empoisonne tout", déplore un paysan de l'Ardèche. La loi de juillet 2011 a "interdit l'extraction et l'exploration par fracturation hydraulique". Mais les lobbies attendent que la loi tombe. En attendant, on peut se réveiller avec un puits "expérimental" près de chez soi. C'est ce qui est arrivé aux habitants de Jouarre en Seine-et-Marne… AD.

Nour films, 2014, 1 h 30 (contact@nourfilms.com, 91, avenue de la République, 75 011 Paris).

Musique

Vous m'emmerdez !

Les Ogres de Barback

Depuis 20 ans, les quatre frères et sœurs qui composent les Ogres nous surprennent avec leurs compositions et leurs engagements. Entre reggae et rock, samba et tribal, ils défendent le mariage pour tous, se battent contre le sexisme et le racisme, prennent la défense des sans-papiers tout en nous baladant de conte en conte. Le titre de l'album est éponyme d'une de leurs chansons qui peut être entendue comme le manifeste militant du groupe. Leurs textes marient élégamment la langue française à l'instar des Brassens et autres Renaud, et font mouche dans la métaphore.
Leur huitième album studio s'écoute en boucle, vous apporte chaleur et dynamisme. Nous ne pouvons que leur souhaiter qu'illes en prennent pour encore 20 ans. JP.

Irfan le Label, 2014, 16 titres, 56 min, 15 €

Nous avons également reçu… 2/2

Jeunesse

■ **Le long voyage de Pirika,** *Noriko Ochi, Toshiki Sawada, traduction Brigitte Allioux, éd. Rue du Monde, 2014, 60 p. 17 €. A partir de 6 ans.* Une présentation romancée et en belles images du cycle de reproduction du saumon, entre mer et rivière.

■ **La déclaration des droits des filles, et La déclaration des droits des garçons,** *Elisabeth Brami, Estelle Billon-Spagnol, Talents Hauts, 2014, 32p., 11,90 €. Dès 4 ans.* Un livre qui rappelle les droits des filles à choisir leurs jeux, leur métier, le sexe de leur amoureux/se, etc., pourquoi pas ! Mais quand est publié symétriquement le même livre pour les garçons, ça questionne davantage. Cela laisserait penser que garçons comme filles sont de manière égales victimes d'un système patriarcal sans sujet. Or depuis Léo Thiers-Vidal on sait que les garçons n'ont pas à gagner des droits, mais plutôt à perdre des privilèges pour une plus grande égalité de genre, car ils sont les acteurs du processus de domination sexiste à l'œuvre. Nier cette réalité n'est peut-être pas la meilleure manière de les responsabiliser.

Roman

■ **Tijuana Straits,** *Kem Nunn, traduction Natalie Zimmermann, éd. 10/18, 2012, 380 p. 8,10 €.* Côte Ouest, à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique. D'un côté des surfeurs et des marginaux, de l'autre, des usines infâmes. Entre les deux, trafic de drogue et passeurs de clandestins. C'est dans ce contexte qu'une militante de la Maison des femmes côté mexicain échappe à un meurtre alors qu'elle enquêtait pour retrouver le propriétaire d'une usine abandonnée et extrêmement toxique. Elle réussit à passer côté Etats-Unis et est recueillie par un vermiculteur (un éleveur de vers de terre pour la lombriculture). C'est glauque à souhait, mais malheureusement très réaliste.

BD

■ **L'histoire de l'ours,** *Stefano Ricci, éd. Futuropolis, 2014, 432 p. 30 €.* Un livre carré, massif, avec une peinture par double page, et au-dessus, en dessous ou dans des bulles, une sorte de récit qui mélange l'histoire d'un ours pourchassé à la frontière allemande, un auteur qui raconte ses nuits d'ambulancier, un autre qui raconte la guerre en Italie, des dialogues avec des sangliers… les illustrations sont uniformément floues, en une sorte de noir et blanc, certes artistique, mais à l'arrivée trop surréaliste.

■ **La voie ferrée au-dessus des nuages,** *Li Kunwu, éd. Kana, 2013, 216 p. 15 €.* La surprenante histoire en BD d'une voie ferrée construite par des ingénieurs français il y a un siècle entre le Viet Nam et le Yunnan, au sud de la Chine. Si celle-ci fonctionne toujours, elle est menacée par le plan de modernisation des chemins de fer du gouvernement chinois qui ne mise plus que sur les lignes à grande vitesse.

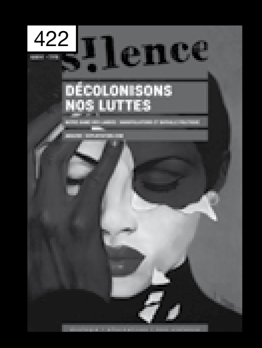
■ **Les meilleurs ennemis T2,** *Jean-Pierre Filiu et David B, éd. Futuropolis, 2014, 104 p. 18 €.* Ce deuxième tome raconte les relations entre les Etats-Unis et le Moyen-Orient entre 1953 et 1984 : guerre des Six Jours, révolution islamique en Iran, conflit en Afghanistan. Si le dessin en noir et blanc de David B est impressionnant, le scénario survole tellement rapidement l'histoire qu'il est bien difficile de comprendre l'enchainement des conflits.

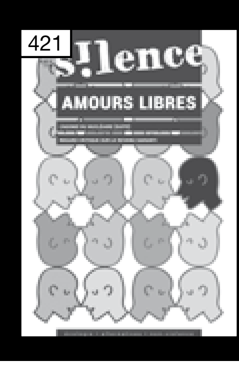




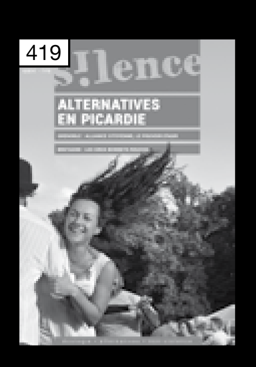


Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.













Silence, c'est vous aussi…

Pour passer une info…

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **24 mai** (pour le n° d'été), **28 juin** (pour le n° de septembre), **30 août** (pour le n°d'octobre)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez Réd'acteur

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Don'acteur

S!lence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Attention à partir du 1er janvier 2014, l'association ne délivre plus plus de reçus fiscaux.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec S!lence !*

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Rejoignez un relais local

> **Aube.** Labo univ'X (groupe Silence), 15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60, http://rencontres3.free.fr

> **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84

> **Besançon.** Martine Lionnet, tél. : 03 81 83 35 95

> **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85

> **Loire-Atlantique.** Nicolas Cassagnau, 9 av. Maryse Bastié, 44400 Rezé, tél. : 09 81 11 15 52, nicolas.cassagnau@bbox.fr

> **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com

> **Pays-Bas** (La Haye et Delft). silence.paysbas@gmail.com

> **Reims & Châlons-en-Champagne**. Pascal Lagerbe, 42 rue Chabaud, 51100 Reims pascal.lagerbe@gmail.com

> **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

> **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Silence
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX
Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **2 avril 2014** - **Editeur :** Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 2e trimestre 2014 - **Tirage :** 5000 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Mireille Collange, Myriam Grataloup, Jean-Marc Luquet - **Directeur de publication :** Jean-Marc Luquet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaud - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Lasserpe - **Correcteurs :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weité - **Photographes :** Attac.TV, Winifred Bird, Fred Carol, Chrispyworld, Alexei Danishev, Dominic Dougherty, Rob Faulkner, Jason Wilson Fekaylius, Benjamin Larderet, Jean-Marc Larocca, Library of Congress, Rainer Lippert, Mainfish, Miguel Medina, Cédric Philibert, PWRDF, Richard Redshaw, RES, Stringer, Didier Varrin, Anna Villard, Jean-Louis Zimmermann - **Et pour ce n° :** Aurélien Boutaud, Anne Dupuis, René Hamm, Dominique Lalanne, Christine Chabaud (On passe à l'acte), Xavier Rabilloud, Michel Scrive, Pascale Solana (Reporterre.net), Anna Villard - **Couverture :** D.R. photomontage Damien Bouveret - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Réseau informatique :** Jean-Marc Luquet - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



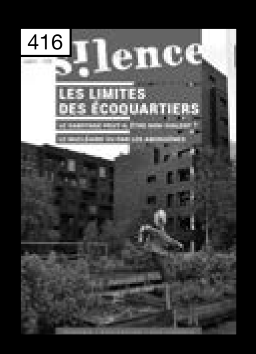
L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire"



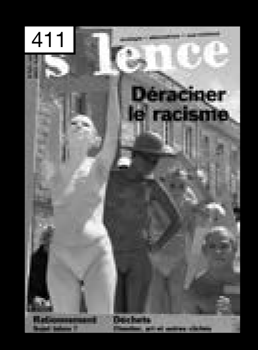
La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

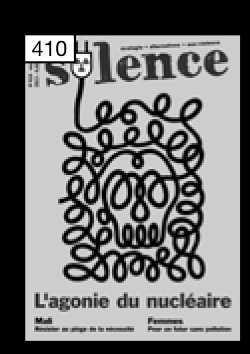












Commandes

Numéros disponibles

- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?
- ☐ 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- ☐ 401 Se former à la non-violence
- ☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
- ☐ 404 Se réapproprier l'espace public
- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible
- ☐ 410 L'agonie du nucléaire
- ☐ 411 Déraciner le racisme
- ☐ 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- ☐ 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- ☐ 416 Les limites des écoquartiers
- ☐ 417 Transition et engagements politiques
- ☐ 418 Sortir de la démesure
- ☐ 420 Quand jardiner soigne
- ☐ 421 Amours libres
- ☐ 422 Décolonisons nos luttes
- ☐ 423 Quelles solidarités sans croissance ?

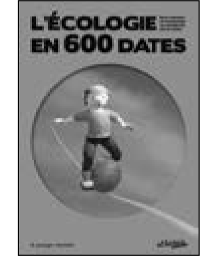
Numéros régionaux

- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- ☐ 414 Ain
- ☐ 419 Picardie

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

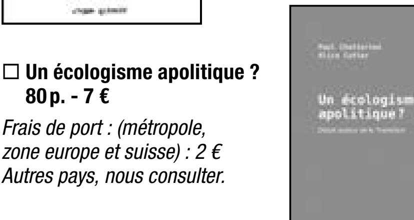
Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres



☐ **L'écologie 600 en dates**
84 p. - 12 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.

☐ **Manuel de transition**
212 p. - 20 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.



☐ **Un écologisme apolitique ?**
80 p. - 7 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2 €
Autres pays, nous consulter.

Commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Petit budget	1 an	32 €
☐ 5 abonnements Découverte offerts		100 €

Groupés à la même adresse

☐ par 3 ex.	1 an	115 €
☐ par 5 ex.	1 an	173 €

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Abonnement en ligne :
www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Règlement par chèque à l'ordre de Silence.

Vos coordonnées
(Merci d'écrire en majuscules)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courriel :

❍ Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA *(Autorisation de prélèvement)*

RUM (sera rempli par Silence) :

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)

☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)

☐...... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

☐ .... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Débiteur

Nom et prénoms :

Adresse :

Code Postal : Ville : Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : Le :
Signature :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Le vélo au quotidien

La bicyclette n'est pas seulement un mode de déplacement efficace et pertinent. C'est aussi probablement l'outil le plus adapté au transport de marchandises en ville, que ce soit par les particuliers ou les professionnels.

Un vélo ne coûte pas cher, ne pollue pas, n'émet pas de CO_2 dans l'atmosphère, ne fait pas de bruit, ne prend pas beaucoup de place, n'est pas dangereux et va sensiblement à la vitesse moyenne d'un véhicule motorisé en milieu urbain, et parfois même plus vite !

Si la logistique du vélo possède un glorieux passé, elle est désormais tout à fait inscrite dans le présent et elle est assurée d'occuper un bonne place dans le futur. Aujourd'hui, de plus en plus de gens utilisent le vélo pour transporter des marchandises ou créer une activité professionnelle. Depuis quelques années, on constate une explosion du nombre d'entreprises basées sur l'utilisation du vélo, et pas seulement dans le domaine de la livraison.

Partout dans le monde, dans d'innombrables villes et situations et pour d'innombrables raisons, les gens utilisent quotidiennement le vélo pour le transport des enfants, des courses ou des marchandises, parfois lourdes et encombrantes.

Que ce soit avec une remorque ou un vélo-cargo (cargo bike), on peut transporter à peu près tout ce qui est transportable à vélo.

Avec près de 400 photographies provenant de plus d'une centaine de villes situées sur les cinq continents, Marcel Robert nous montre comment la vélogistique est non seulement possible, mais aussi plus que jamais nécessaire.



Vélo-assistance — Rob Faulkner

Distribution de courrier — Mainfish

Vélo-cargo ("Pourquoi conduire ?") — Dominic Dougherty

Vélo avec remorque et assistance électrique — Jean-Louis Zimmermann

Transport scolaire (9 enfants !) — Jason Wilson Fekaylius

Vélo-ambulance au Burundi — PWRDF

Livraison de pizza — Chrispyworld

Vélo-sonorisation — D. R.

■ ***Vélogistique,** Marcel Robert, Carfree Éditions, 2013, 166 p., www.blurb.fr/b/4952538-velogistique*